

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

DU

DROIT MATRIMONIAL & SUCCESSORAL

DANS L'ANCIENNE COUTUME DE LIMOGES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 18 janvier 1907, à 2 h. 1/2

PAR

VICTOR L. VANDERMARCO

Président : M. LEFÈVRE.

Suffragants : { MM. CHÉNON,
 PLANIOI, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

DU

DROIT MATRIMONIAL & SUCCESSORAL

DANS L'ANCIENNE COUTUME DE LIMOGES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'AGTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 18 janvier 1907, à 2 heures 1/2

PAR

VICTOR L. VANDERMARCO



Président : M. LEFÈBVRE.

Suffragants : { MM. CHÉNON, } professeurs.
 PLANIOL, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

BIBLIOGRAPHIE

A. — Ouvrages anciens.

- Automne (Bernard).** — Commentaire sur la Coustume de Bourdeaux, 1666.
- Beaumanoir.** — La Coutume de Beauvoisis (édit. Salmon).
- Bourdod de Richebourg.** — Coutumier général, 1724.
- Catelan.** — Arrêts remarquables du Parlement de Toulouse, 1723.
- Faber (Johannes).** — Aureum.... in Justinia num breviarum in Codicem — Venumdatur a F. Regnault, 1516.
- Furgole.** — Traité des Testaments, codicilles, donations à cause de mort et autres dispositions de dernière volonté, 1779.
- Lex Romana Wisigothorum.** — Ed. Haenel, 1848.
- Petri exceptiones.** — Savigny Gechichste des romichen Recht, t. II. Erdd. Guenoure.
- Practique de Jean Masuer,** mise en François par Ant. Fontanon. Paris, 1606.
- Roussilhe.** — Traité de la dot à l'usage du pays de droit écrit et de celui de coutume. Clermont-Ferrand, 1785, 2 vol.
- Salviat (de).** — Jurisprudence du Parlement de Bordeaux avec un recueil de questions agitées dans ce Parlement et les arrêts qui les ont décidées. Paris, 1787.
- Serres (Claude).** — Les institutions de droit français sur l'ordre de celles de Justinien.... Paris, 1768.
- Soulatges.** — Coutumes de la ville, gardiage et viguerie de Toulouse, en latin et en français. Toulouse, 1770.

B. — Ouvrages modernes.

- Blanc (Marcel).** — Les communautés familiales dans l'ancien droit et leurs survivances en Limousin. Thèse Paris, 1903.
- Boissonnade.** — Histoire des droits de l'époux survivant. Paris, 1874.
- Caillemer.** — Origines et développements de l'exécution testamentaire. Thèse Lyon, 1901.

- Clément-Simon.** — Archives historiques de la Corrèze (ancien Bas-Limousin), 2 volumes. Paris, 1903.
- Deloche (Maximin).** — Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu en Limousin. Paris, 1859.
- Esmein.** — Le testament du mari et la *donatio ante nuptias*. *Nouv. Rev. Hist.*, 1884.
- Eyquem.** — Le régime dotal. — Son histoire. Paris, 1903.
- Gide (Paul).** — Etude sur la condition privée de la femme, édit. Esmein. Paris, 1885.
- Ginouilhac (Charles).** — Histoire du régime dotal et de la communauté en France. Paris, 1842.
- Guibert (Louis).** — 1) Notes sur les différents textes manuscrits et imprimés de la Coutume de Limoges (*Bulletin de la Soc. arch. du Limousin*, 1883).
- 2) La famille limousine d'autrefois, d'après les testaments et la coutume. Limoges, 1883.
- 3) Les commentaires d'Etienne Guibert. Limoges, 1884.
- 4) Le livre de raison d'Etienne Benoist, Limoges, 1882.
- 5) Les communes en Limousin du xii^e au xv^e siècle. Limoges, 1891.
- Jarriand.** — Histoire de la Nouvelle 118 dans les pays de droit écrit depuis Justinien jusqu'à 1789. Thèse Paris, 1889.
- Jobbé-Duval.** — Etude sur la condition résolutoire en droit romain, l'histoire du retrait lignager et la vente à réméré. Thèse Paris, 1874.
- Jollivet (G.).** — De la restitution de la dot et de la donation entre époux en droit romain et des origines du douaire et de la communauté en droit français. Thèse Paris, 1879.
- Lasteyrie (Ch. de).** — L'abbaye de St-Martial de Limoges. Paris, 1901.
- Lefebvre (Ch.).** — Leçons d'introduction générale à l'histoire du droit matrimonial français. Paris, 1900.
- Le Poittevin.** — Des droits de la fille ou du mariage avenant dans la Coutume de Normandie. Paris, 1889.
- Leroux et Bosvieux (Charles).** — Chroniques et mémoires pour servir à l'histoire de la Marche et du Limousin. Limoges, 1886.
- Leroux, Molinier et Thomas.** — Documents historiques... concernant principalement la Marche et le Limousin. 2 vol. Limoges, 1883-1887.
- Salvandy (de).** — Essai sur l'histoire et la législation particulière des gains de survie entre époux. Thèse Paris, 1855.
- Sincholle.** — De l'inaliénabilité de la dot mobilière et immobilière en droit romain et en droit français. Paris, 1867.
- Viollet (P.).** — Histoire du droit civil français. Paris, 1905.

É T U D E
DU
DROIT MATRIMONIAL ET SUCCESSORAL
DANS L'ANCIENNE COUTUME DE LIMOGES

INTRODUCTION

La rédaction écrite de la Coutume de Limoges date de la fin du ^{xiii}^e siècle. Elle constitue en quelque sorte une charte municipale et elle n'a pas pour but principal d'édicter des règles de droit privé.

Aussi l'étude que nous nous proposons est surtout une recherche de détail ; si nous nous sommes attachés à l'étude plus spéciale du droit matrimonial et du régime successoral, c'est qu'en ces matières la coutume a laissé des traces plus profondes et a résisté plus facilement à la poussée du droit écrit.

Notre Coutume constitue en effet une enclave au milieu du droit écrit qui formait la législation générale de la Vicomté de Limoges ;

C'est donc le droit romain, auquel on se référait pour tout ce que la Coutume n'avait pas prévu ; et c'est à lui que

nous devons demander les principes directeurs qui nous guideront dans cette étude.

L'avocat Etienne Guibert, dans un passage de son *Commentaire*, sur l'article 76 de la Coutume, constate en propres termes cet attachement au droit romain, malgré les changements de régime politique qui s'étaient produits à Limogès.

« Cujus juris tantopere fuit studiosa nostra civitas, ut cum summa gallici imperii lilia sectaretur, vel rursus jubente rege Gallico ad Anglicos fasces invita deflecteret semper legibus romanis agi voluerit, unde inter populos juris scripti censeri voluit, et inter proconsulares provincias numerari. »

Mais il convient de remarquer que la Coutume fut rédigée à peu près à l'époque de la renaissance du droit de Justinien, et avant même que la doctrine des glossateurs ait pris son plein développement.

C'est donc surtout au droit du code Théodosien et du bréviaire d'Alaric que les rédacteurs de la Coutume entendaient se référer, et c'est lui qu'appliquait la jurisprudence du tribunal consulaire. C'est au contraire la législation justinienne, qui inspire les rapprochements d'Etienne Guibert dans son *Commentaire*, et qui domine toujours la jurisprudence des parlements du Midi.

La coutume est donc pénétrée entièrement d'idées et d'influences romaines, que l'on retrouve presque dans chacun de ses articles. L'article XLVIII organise ainsi pour les immeubles dotaux une protection sévère ; le droit successoral est basé avant tout sur l'idée du testament romain tout

en suivant pour la dévolution *ab intestat*, l'ordre établi par la nouvelle 118.

En un mot, si l'on fait exception pour l'augment du mari et le retrait lignager, qui étaient inconnus en droit romain, on peut dire que notre coutume n'était qu'une adaptation locale du droit écrit.

Il nous faudra donc, lorsque nous étudierons les règles spéciales de la coutume, étudier tout d'abord l'état du droit romain sur la question.

Dans un chapitre préliminaire, nous jetterons un coup d'œil sur l'histoire de la Coutume, et sur les conditions dans lesquelles elle fut octroyée à la commune de Limoges, puis confirmée plus tard par ordonnance royale.

Dans la première partie nous étudierons le régime matrimonial ; le régime dotal constitue la base même du droit des gens mariés dans notre coutume (1) ; nous nous attacherons tout d'abord à l'étude de la dot, nous en rechercherons la composition, nous déterminerons les pouvoirs de chacun des époux sur les biens dotaux, soit pendant le mariage, soit après sa dissolution ; étudiant les donations entre époux, nous insisterons sur le droit d'oscle qui subsista en Limousin jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle.

Dans notre seconde partie, nous étudierons le régime des successions.

(1) C'était un régime spécial puisque, comme nous le verrons, l'inaliénabilité de la dot subissait certaines restrictions.

La ville de Limoges, de même que la Vicomté, était soumise aux principes consacrés par la novelle 118. Le testament était un acte fort important dans les familles limousines de l'ancienne France ; nous en étudierons les modes d'exécution et les formes. La liberté de tester était particulièrement étendue et le droit des enfants se bornait souvent vis-à-vis du testateur à une simple légitime de forme.

Nous aurons enfin à étudier une règle spéciale de notre Coutume urbaine qui répond sans doute au désir de maintenir dans la famille au profit des cohéritiers, un bien qui aurait pu en sortir : nous voulons parler du retrait lignager.

Pour conclure, nous nous demanderons jusqu'à quelle époque approximative la Coutume urbaine du Château a pu se maintenir en vigueur, et à quel moment submergée par la jurisprudence du Parlement de Bordeaux, elle est tombée en désuétude.

Nous nous demanderons enfin, si dans le cours du XIX^e siècle, on ne pourrait pas retrouver dans les habitudes et la pratique juridique des familles limousines quelque trace de la Coutume.

LE CHATEAU DE LIMOGES. — SA COUTUME. HISTORIQUE

§ 1. — Historique du château de Limoges.

Notre étude doit porter sur la Coutume « du Château de Limoges » ou pour mieux dire sur les « privilèges, uzages, coutumes, et libertés du château » suivant l'expression des textes de l'époque.

Avant de les étudier de plus près, nous voudrions rechercher ce que l'on entend par « Chasteau de Limoges » et à la suite de quels événements les habitants sont arrivés à obtenir leurs libertés et coutumes.

C'est ce que nous allons exposer maintenant.

Le « *Castrum lemovicense* » était à l'origine une petite agglomération sans importance, qui se forma peu à peu, aux portes de la ville, autour du tombeau de saint Martial. Il y avait là un lieu de pèlerinage célèbre et vénéré ; et quand en 848, les chanoines de la cathédrale de Limoges fondèrent l'abbaye de Saint-Martial, le bourg que l'on connaissait alors sous le nom de « *Castrum sancti Martialis* », prit un développement considérable. Tout le menu peuple dépendant de l'abbaye, artisans, marchands, hôteliers, attirés par les fréquents passages de pèlerins, vint s'y établir. Ce mouvement d'émigration se faisait aux dépens de la partie la plus ancienne de la ville, groupée au-

tour de l'évêque, la Civitas, connue encore de nos jours sous le nom de « Cité », qui avait été jusqu'alors le centre administratif de la région. La décadence de la Cité s'accrut encore lorsque les vicomtes, représentants officiels des comtes de Limoges, vinrent se fixer sur le territoire de l'abbaye. De ce moment le château devint le chef-lieu, si le mot n'était trop ambitieux pour l'époque, on pourrait dire la « Capitale » de la Vicomté (1).

Du pouvoir royal, il était alors fort peu question et les droits de suzeraineté étaient exercés par l'abbé de Saint-Martial, auquel le vicomte rendait l'hommage. Ils ne tardèrent pas cependant à se disputer, l'un l'autre, leurs droits sur le château ; cette rivalité engendra des luttes continues. Les habitants constamment attirés tantôt par l'un, tantôt par l'autre, eurent alors l'idée de se grouper plus étroitement pour défendre leurs intérêts menacés, et de former entre eux une sorte de commune.

A quelle date précise cette association nouvelle, ce pouvoir nouveau apparaît-il ? On ne peut y répondre exactement ; nous n'avons en effet aucune charte d'octroi primitif, et il n'en est jamais fait mention. Les bourgeois n'ont jamais allégué de charte remontant à l'origine de l'organisation municipale ; jamais les magistrats n'ont invoqué une concession primitive, c'est toujours de la coutume, et d'elle seulement, qu'ils se sont réclamés (2).

(1) Charles de Lasteyrie, *L'Abbaye de Saint-Martial de Limoges*, Paris, 1901.

(2) Louis Guibert, *Les communes en Limousin du XII^e au XV^e siècle*, Limoges, 1891.

La commune du Château est donc le résultat d'un sentiment spontané, devant le danger commun qui menaçait une population laborieuse, et il ne convient pas de s'arrêter à l'ancienne théorie, aujourd'hui presque unanimement abandonnée, qui voit dans cette commune, un ancien municipe gallo-romain.

Sans doute, nous ne connaissons pas de charte de concession officielle. Mais d'après certains documents qui nous sont parvenus, il est à présumer, que dans les dernières années du ^{xii}^e siècle la commune prit conscience de sa force ; elle formait déjà une puissance sérieuse. Lorsqu'en 1202 Jean sans Terre, à la suite de démêlés avec le comte de Limoges, l'eût fait enfermer, il en informa les habitants du Château et il écrivit à leurs consuls, comme à leurs représentants officiels. Cependant vis-à-vis de l'abbé de Saint-Martial, les consuls n'étaient encore que des révoltés. A quelque temps de là le roi d'Angleterre détruisit les murs de la ville ; la population effrayée demanda à l'abbé de prendre à sa charge les frais de réparations. Il refusa et les habitants furieux se soulevèrent et saccagèrent le monastère ; le conflit dura plusieurs années. Enfin au mois de février 1212 une transaction intervint ; mais l'abbé fut contraint de traiter non seulement avec les consuls, mais avec un certain nombre de notables comme nous l'apprend la Convention signée le 27 décembre 1215 (1).

La commune de Limoges était donc reconnue officielle-

(1) Ch. de Larteyrie, *L'abbaye de Saint-Martial de Limoges*, p. 117 et suiv.

ment. Depuis lors son importance ne fit que s'accroître. A la suite du traité de Londres en 1259 le roi d'Angleterre Henri III reprit possession de la vicomté et sut gagner les bonnes grâces des habitants du Château, alors que le vicomte de Limoges se déclarait vassal du roi de France. Un arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} juin 1275, condamna Henri III, et les habitants perdirent alors tous privilèges et libertés. Mais ils prirent leur revanche lorsqu'après le traité de Brétigny le Limousin fut rendu aux Anglais ; Edouard III se hâta de récompenser les habitants et, en 1363, il confirma solennellement leurs Coutumes en nommant *un conservateur des droits, libertés et franchises de la commune*. Ce fut à Limoges l'occasion de grandes fêtes dont l'avocat Etienne Guibert nous transmet le récit dans son *Commentaire*. Thomas de Rooz, sénéchal du roi d'Angleterre, se rendit en grande pompe devant les consuls et le peuple assemblé ; lecture fut donnée de l'acte d'Edouard III confirmant les privilèges des habitants. Un des consuls fut solennellement investi au nom du roi « de toute juridiction et seigneurie sur le Château de Limoges ». L'autorité consulaire était alors à son apogée. Quand la vicomté de Limoges fit retour à la couronne en 1371, les privilèges et coutumes furent confirmés par le roi ; mais en 1471 le roi Louis XI supprima les consuls et érigea à leur place un office de maire ; ce fut pour la commune le commencement de la décadence qui se poursuivit lentement jusqu'en 1789.

§ 2. — La Coutume. — Son étendue d'application.

Ses différents textes.

Nous avons ainsi parcouru l'histoire du château de Limoges, véritable territoire de la Coutume ; territoire en vérité très restreint puisqu'il comprenait seulement une partie de la ville, laissant de côté toute l'ancienne cité épiscopale, qui s'étendait sur les bords de la Vienne. On pourrait supposer que la Coutume s'appliquait encore au delà des faubourgs, dans la banlieue immédiate de la ville, et chez les tenanciers ruraux de l'abbaye. Mais il n'en est rien ; les documents que nous avons parcourus nous montrent que dans les familles rurales, le droit écrit reprend presque partout son empire. L'avocat Etienne Guibert, dans son *Commentaire de la Coutume*, s'était posé la question à propos du droit à la restitution de la dot. « Hic oritur difficultas, an
« hoc lucrum statuarum obtineat extra muros, et in subur-
« biis, quia quamvis regula et statuta quae vigent in una
« civitate, dicuntur, vigere in villis, castris suis, suburbiis
« proximis... tamen non debet quod solis habitantibus, cas-
« trum, tempore contractus concessum est, id ipsum aliis
« temere publicari. »

Pour lui par conséquent, l'application de notre Coutume devrait être strictement limitée à l'enceinte du château.

Les privilèges, uzages, coutumes et libertés de Limoges comprennent 88 articles. Comme cet ensemble constituait tout le Code de la communauté bourgeoise, il y est surtout question de droit municipal. On y organise l'élection des

consuls, on y réglemente leurs pouvoirs judiciaires, et de police ; le Château était devenu un centre commercial important : on y prévoit un contrôle minutieux des foires et des marchés ; on y trouve, en outre, de nombreux articles sur des questions de voirie, de servitude et de voisinage.

Une douzaine d'articles seulement se rattachent plus spécialement à l'objet de ce travail (1).

Nous possédons divers textes de la Coutume ; les uns sont rédigés en langue romane, les autres en latin. A ce sujet une question intéressante se pose : quelles sont de ces diverses versions les plus anciennes et celles par conséquent qui nous donnent le plus de garanties d'exactitude ? Les recherches faites par un érudit limousin, M. Louis Guibert, qui s'est spécialement occupé de la question (2), l'ont amené à penser que les textes romans sont les plus anciens ; en effet tous les documents municipaux du XIII^e siècle sont rédigés en langue vulgaire ; de plus la rédaction de la Coutume a dû être faite par enquête et on s'est sans doute borné à transcrire les dépositions des témoins dans leur idiome propre. D'autre part, dans les textes latins, on rencontre parfois quelques expressions romanes ; ils ne seraient donc que de simples traductions.

Voici quels sont les manuscrits en langue romane qui nous sont parvenus.

(1) Voir appendice I la liste de ces différents articles.

(2) Louis Guibert, *Notes sur les différents textes, manuscrits et imprimés de la Coutume de Limoges*, *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, année 1883.

1° Celui que contient le premier des registres du consulat, conservé à la bibliothèque de l'hôtel de ville de Limoges. Il remonte à la fin du xiii^e ou au début du xiv^e siècle. C'est le plus complet que nous possédions. Il a été édité en 1895 par M. C. Chabaneau (1).

2° Un texte assez incomplet, conservé aux archives départementales des Basses-Pyrénées. Il remonte à une époque un peu postérieure.

3° Un texte provenant de la Bibl. nationale : collection Gaignières.

Les textes latins sont plus nombreux.

1° Le plus ancien porte en tête la date de 1269. Ce serait, croit-on, la première copie en langue latine de la rédaction primitive.

2° L'avocat Etienne Guibert, dans son *Commentaire sur la Coutume de Limoges*, publié en 1628 (2), nous donne une copie latine qui se rapporte assez exactement au texte des registres consulaires. C'est celui des textes latins auquel nous nous reporterons le plus souvent dans le cours de ce travail. Ce Commentaire, le seul qui ait jamais été écrit sur la Coutume du Chasteau, bien qu'empreint d'emphase et de verbiage, nous sera fort utile par les renseignements qu'il nous donne, en particulier sur la jurisprudence et ses tendances au xvii^e siècle.

(1) *Revue des langues romanes de l'université de Montpellier*, année 1895, t. VIII. C'est à lui que nous nous référerons dans le cours de ce travail.

(2) Bibl. nat. nouv. acquisitions latines, n° 1288.

3° Le texte inséré dans le Coutumier général de Bourdot de Richebourg en 1724. Il n'est pas très complet et ne concorde pas avec les précédents.

4° Enfin je ne citerai que pour mémoire une copie qui fait partie de la collection Moreau à la Bibliothèque nationale. Ce texte, rédigé en Angleterre au xviii^e siècle, ne diffère que très peu des précédents.

PREMIÈRE PARTIE

DU DROIT MATRIMONIAL

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONSTITUTION DE DOT.

Les biens que la jeune fille apportait en se mariant à son fiancé constituaient la dot, *la pégulieyre* suivant l'expression même de la Coutume.

Cette constitution de dot forme le substratum du régime matrimonial dans notre Coutume. Ceci s'explique tout naturellement, puisque la région limousine, du moins dans les environs de Limoges, et dans la partie sud du département de la Haute-Vienne, était soumise au droit écrit. La proximité relative des régions wisigothiques avait dû rendre familiers aux praticiens les principes romains, et au moment où les glossateurs firent leur apparition, ils durent y trouver un terrain tout préparé, puisqu'aussi bien la situation géographique de Limoges l'avait mise à l'abri des invasions franques et puisque le droit germanique n'y avait eu aucune prise.

Au moment où la Coutume de Limoges fut rédigée, à la fin du ^{xiii}^e siècle, la famille limousine constituait alors un groupe particulièrement homogène et patriarcal, un peu comme l'antique familia romaine, sous l'autorité parfois assez rude du chef de famille ; la puissance paternelle s'était maintenue en Limousin et avait conservé assez nettement

les principes de l'ancienne « *patria potestas* », en tenant compte bien entendu des adoucissements inévitables que le christianisme et le progrès des mœurs devaient y apporter. Les enfants étaient le plus souvent tenus en dehors des projets d'union que concevaient pour eux leurs parents. Ceux-ci préoccupés, avant tout, d'assurer la prospérité de la famille célébraient très tôt les cérémonies des fiançailles (1) : elles précédaient d'ailleurs de plusieurs années le mariage pour lequel l'article LIII de la Coutume exigeait formellement l'autorisation des parents : Le voici.

« Cosduma es en esta villa que, si us prosdom, a filha,
 « negus homne la deu donar ses commendament deu pro-
 « dome ; e isi lo prosdom more la laissa a sos almoniers, li
 « almosniers lo deven donar de las chاوزas au prodome. E
 « si lo prosdom non aira almosniers, no deu esser raubada,
 « mas donada per cosseil de sos amics. E isi prodome qui
 « aia fil, mo loil deu hom sostrair de maridatge ses son
 « commendament. E si lo prosdom muria e laissa sos effantz
 « a son almosniers no los deu hom maridar ses commenda-
 « ment deus almosniers tant quant en baillatge seran ; e si
 « lo prosdom non avia almosniers, no deu hom sos effans,
 « lassar de maridatge, ses cosseils de lor amics, si d'estat
 « non heren. E hom es de esdat qui aura XIII ans. »

C'était alors seulement que la dot était remise à la famille, *tempore debito et nubili*, suivant l'expression des actes de l'époque. Le fils lui-même restait soumis à la puissance pa-

(1) Souvent dès l'âge de 12 ans pour les filles.

ternelle jusqu'à un âge souvent assez avancé. Le mariage n'entraînait pas par lui-même l'émancipation. Si le père voulait accorder à l'enfant sa liberté, il devait employer une formule spéciale et lui déclarer expressément qu'il lui remettait sa pégulhieyre avec la faculté d'en disposer librement (1).

La dot était le plus souvent constituée par les parents, soit par le père en qualité de chef de famille, soit par la mère et le père conjointement ; à la mort des parents, les frères donnent leur autorisation au mariage et constituent une dot à celui d'entre eux qui est fiancé.

Parfois, s'il est déjà doté, on lui constitue un supplément de dot, avec une part de la succession.

(1) Formule d'acte d'émancipation en date du 23 février 1701 [*Archives départementales de la Haute-Vienne*, fonds des notaires].

Aujourd'hui vingt-troisième février mil sept cent-un au bourg d'Isle par devant nous Pierre Faulte, sieur de Poulouzat, juge de la salle épiscopale et chatellenie dudit Isle, se sont présentés sieur J. X., bourgeois et demoiselle L. X. sa fille, habitante dudit bourg, laquelle demoiselle a dit et exposé aud sieur son père, être parvenue à majorité, et avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans complet suivant son extrait baptistère, icy exhibé du 22 février 1676, aussi désire agir et contracter et disposer à son particulier pour la recherche de ses droits, son établissement et autrement, ainsi qu'elle verra être à faire comme personne libre, majeure, usant de ses droits ; a requis et supplié ledit sieur son père de la vouloir émanciper et mettre hors de sa puissance paternelle, promettant de lui porter toujours le respect qu'elle lui doit, et de l'assister dans ses nécessités, si besoin est, et à cet effet, elle s'est mise à genoux devant lui, les deux mains jointes la prie et requis de bien vouloir l'émanciper comme dessus, à quoy ledit sieur après avoir disjoint les mains de ladite demoiselle sa fille et faite lever de terre, l'ayant embrassée et pour l'amitié qu'il lui porte, l'a émancipée et mis hors de sa puissance paternelle.

La Coutume de Limoges avait admis le principe d'exclusion des filles dotées de la succession des ascendants, elles étaient en effet considérées comme ayant déjà reçu leur part successorale.

La même solution était admise d'ailleurs par la Coutume d'Auvergne dans son article 19.

Nous nous bornerons ici à indiquer la question pour la traiter plus à fond quand nous étudierons les successions.

On convenait généralement d'une ou même de plusieurs annuités de paiement. Le Château était habité surtout par des commerçants ; leurs fortunes étaient bien entendu livrées à l'aléa des affaires, et ils devaient se trouver parfois en présence d'embarras d'argent momentanés, ou de difficultés de paiement. Dans ce cas on s'arrangeait entre les deux familles et on engageait comme garantie du paiement le revenu de certains biens. Nous en avons un exemple typique dans le *Livre de raison* d'Etienne Benoist, bourgeois de Limoges, qui ne remonte il est vrai qu'au x^e siècle (1426)(1).

Voici ce qu'il nous rapporte à propos du mariage de Guillaume Benoist son fils : 23 janvier 1445. « Soit mé-
« moire que le jour ci-dessus rappelé de ses noces lesdits
« J. Grégoire, et G. Grégoire son frère, vendirent et cédèrent
« à mondit fils Guillaume, pour la somme de 160 royaux
« qu'ils lui devaient donner la veille desdites noces.

« En premier lieu le domaine du Meynieu situé dans la

(1) Louis Guibert, *Le livre de raison d'Etienne Benoist*, 1426, Limoges, 1882, p. 87.

« chatellenie d'Aixe ; plus une certaine part de la saline de
« sel qui se lève au château de Limoges, plus vingt setiers de
« froment, etc., etc... »

A l'époque de notre Coutume les dots des futurs époux étaient-elles considérables ? Elles ne dépassaient sans doute pas une limite raisonnable, si nous en jugeons par les habitudes d'épargne et d'économie qui se sont conservées jusqu'à nos jours dans la plupart des familles limousines ; le *Livre de raison d'Etienne Benoist* que nous venons de citer pourra peut-être sur ce point fixer encore nos conjectures.

L'auteur du *Livre de raison* lui-même, Etienne Benoist, s'était marié au début du xv^e siècle ; sa femme, Valérie Din-nematin lui apporta en dot 400 écus d'or ; lorsqu'il se remaria en 1428, Jeanne Colomb qu'il allait épouser, se constitua une somme de 500 écus (1). Ce sont des sommes à peu près équivalentes qui composaient les dots de ses filles et belles-filles. Outre cette dot en numéraire, la jeune fille recevait un trousseau qui comprenait : d'abord les vêtements, ensuite un « lit garni », ce qui comportait sans doute un mobilier, parfois même mais bien rarement un bijou. La simplicité de ces trousseaux s'expliquent par des raisons locales. Limoges fut aux xii^e et xiii^e siècles, un centre où se forma une colonie assez importante de riches marchands vénitiens. Ils y importèrent évidemment, avec l'usage de vêtements de plus grands prix, des habitudes de luxe que

(1) Valeur approximative de 20.000 francs au cours de notre monnaie actuelle. *Le livre de raison d'Etienne Benoist*, p. 16.

les dames et bourgeoises de la ville s'empressèrent d'imiter. Les consuls, voulant réagir, édictèrent plusieurs règlements somptuaires aux XIII^e et XIV^e siècles. L'un de ces règlements, que les registres du consulat nous ont conservé (1), avait fixé une valeur légale pour la ceinture, l'aumonière et les bijoux que devaient porter les jeunes mariées ; le tout ne devait pas dépasser 60 sols, un peu plus de 200 francs de notre monnaie d'aujourd'hui.

« Cosduma es en esta villa e chauza establida per los
« cossols et per los prohomes de l'Ospital et per los altres
« prohomes de l'Ospital et per los altres prohomes d'esta
« Villa que l'ornemens den chap de la dompna puicella,
« quand peura marit la garlanda et li orfre tot essempts no
« deu valer mas XX sols sempts plus, et d'aqui enjos segun
« ques er richa fempna, et le centura e lo fermails et la borna
« six sols sez plus. O d'aqui en jos. »

A ces causes d'ordre local qui forçaient les parents à se maintenir dans des limites modestes, en dotant leurs enfants, se joignaient aussi des raisons d'ordre plus général. Le Limousin fut plusieurs fois dévasté et ruiné par les guerres anglaises. Le Château fut à divers moments occupé, et chaque fois le vainqueur exigeait une nouvelle rançon : autant d'événements qui certainement eurent leur contre-coup sur la fortune des familles.

(1) Mémorial du Consulat, art. 123, édition Chabaneau, *Revue des langues romanes de l'université de Montpellier*, 1895.

La même réglementation se retrouve à Montpellier. *Thalamus parvus*. Edition de 1836, p. 145. « Establimens que n'eguna dona non porte en sos vestimens fres d'or ni d'argent. »

Il arrivait très rarement qu'un père constituât un immeuble en dot à sa fille ; bien que l'égalité des enfants fut absolue dans la Coutume, et qu'elle excluât tout droit d'aînesse, en fait l'aîné des fils qui secondait son père dans les affaires, conservait pour lui la maison de famille, à laquelle se joignait le plus souvent le centre de l'exploitation commerciale. Il pouvait arriver également à cette époque de foi particulièrement vive que le fils aîné fut consacré à l'Eglise ; les immeubles de famille pouvaient alors revenir en dot à une sœur.

Le paiement de la dot était, suivant la règle adoptée habituellement en pays de droit écrit, soumis à la prescription de trente ans ; si la fille mourait sans avoir touché sa dot, la prescription continuait à courir contre ses héritiers.

La situation de la ville et l'esprit essentiellement imprégné de dotalité du Limousin, ont fait du régime dotal le régime le plus habituellement adopté à Limoges (1) ; mais était-il alors régime légal ? Quand les époux n'avaient pas expressément réglé par contrats leurs conventions matrimoniales, leurs biens devaient-ils être tous considérés comme dotaux ?

(1) Nous avons trouvé une stipulation du régime de communauté dans un acte du 5 juin 1700 ainsi conçu :

« Et pour supporter les charges ont été faits et arrêtés les articles et conventions qui s'ensuivent. . . . »

« De plus donne lad. demoiselle au futur époux préstipulant et acceptant tous et chacuns de ses biens présents et à venir pour recueillir les acquêts qui auront été faits pendant son mariage avec le dit futur époux. . . . et seront les dits futurs époux communs en acquêts et conquêts que Dieu leur fera la grâce de faire pendant le dit mariage. . . . »

La question est délicate : en effet la Coutume garde sur ce point un silence absolu à l'encontre de deux Coutumes limitrophes, la Coutume de la Haute-Marche et la Coutume d'Auvergne qui, elles, considèrent le régime dotal comme régime de droit commun.

« S'il n'y a dot particulière constituée au temps du mariage, tous les biens que la femme a au temps de ses fiançailles sont dotaux (Coutume de la Marche, art. 302 ; Coutume d'Auvergne, ch. 14, art. 8). »

En droit romain, au contraire, la constitution de dot devait être expresse, sinon tous les biens étaient considérés comme paraphernaux.

La Coutume n'a pas voulu, sans doute, se départir de la règle habituelle (1) ; les contrats de mariage portent d'ailleurs, à peu près tous, une constitution de dot expresse. Quelquefois le contrat de mariage est plus détaillé. Il précise davantage les obligations imposées tant au constituant qu'aux futurs époux.

Quand la dot ne peut être entièrement payée aux futurs époux, le constituant s'oblige parfois à leur donner l'hospitalité, à eux et à leurs descendants, pendant un certain nombre d'années. Cet usage se maintint même très tard ; nous en avons retrouvé la trace dans des contrats de mariage, jusqu'au XVIII^e siècle. Entr'autres dans un contrat de mariage en date du 14 may 1701.

(1) On ne doit considérer comme dotaux que les biens qui sont expressément constitués en dot.

« En considération dudit mariage, ledit X. a donné par donation entre vifs et à jamais irrévocable pour cause d'ingratitude, ni autrement, audit X., la somme de 3.000 livres à prendre sur tous ses biens présents et à venir ; ledit sieur X. est tenu de nourrir et entretenir en sa maison et compagnie lesdits futurs conjoints et ce qui proviendra de leur mariage, en la même compagnie (1). »

C'est ainsi que se formaient peu à peu ces petites communautés de famille, si répandues à Limoges au moyen âge et où chaque nouveau ménage apportait sa contribution à la prospérité commune.

(1) *Archives départementales de la Haute-Vienne*, C. 15.718. *Id.* Contrat de mariage du 26 août 1645.

CHAPITRE II

DE L'INALIÉNABILITÉ DOTALE ET DES POUVOIRS RESPECTIFS DES ÉPOUX SUR LES BIENS DOTAUX. — ARTICLE XLVIII.

Ce point n'est prévu que par un seul article de la Coutume, l'article 48, qui traite plus spécialement des pouvoirs d'aliénation du mari sur les biens dotaux.

En dehors de ce point spécial, qui est, il est vrai, le plus important de tous, quand on étudie les pouvoirs respectifs des époux nous devons donc nous reporter au droit commun, en pays de droit écrit.

Dans le droit romain classique, la constitution de dot équivalait toujours de la part de la femme à un transfert de propriété, soit par tradition, soit par mancipation. Le mari, en échange du dominium qui lui était reconnu, devait supporter les charges du ménage et subvenir à l'entretien de la femme. Le droit de propriété qu'il exerçait sur la dot trouvait là sa raison d'être. On pourrait presque dire, sa fonction sociale ; ce droit était alors absolu.

La dot ne pouvait parvenir aux enfants que par ce transfert de propriété au profit du mari, puisqu'ils n'avaient aucun droit sur la succession de leur mère.

Après la conquête de Carthage, le luxe pénétra peu à peu dans les habitudes romaines, les mœurs se relâchèrent et le

divorce passa pour ainsi dire à l'état habituel. Une fois la dissolution du mariage accomplie, la femme n'avait aucun moyen pour reprendre sa dot entre les mains du mari ; la pratique intervint. Au moment du mariage, la femme elle-même ou le constituant stipulèrent du mari une obligation de restituer la dot au cas où le mariage viendrait à se dissoudre. Cette stipulation était sanctionnée par l'action « *ex stipulatu* ». Puis le préteur accorda l'action *rei uxoriae*. Le mari conservait toujours la propriété de la dot, mais peu à peu son droit se restreignit ; sous Auguste, la loi *Julia de Adulteriis* l'oblige à demander l'autorisation de la femme, pour l'aliénation des immeubles dotaux ; l'hypothèque était interdite, même avec le consentement de la femme.

Justinien fortifia singulièrement la situation de la femme à la dissolution du mariage.

Les deux actions prétoriennes, *rei uxoriae* et *ex stipulatu*, furent transformées en une seule action *ex stipulatu*, par laquelle la dot devait être restituée dans un délai rapide. D'autre part la femme reçut en 529 et en 531 une hypothèque tacite et privilégiée, sur tous les biens du mari, primant ainsi les autres créanciers.

Mais quelle était la nature du droit que le mari exerçait sur les biens dotaux ? Il semble bien qu'il soit resté, même alors, véritable propriétaire de la dot. Il y aurait cependant une forte raison de douter, qui a poussé certains interprètes à contester absolument au mari ce droit de propriété. La constitution de 529 accorda à la femme une hypothèque

privilégiée sur les biens dotaux et lui accorda en même temps une action en revendication (1).

« In rebus dotalibus sive mobilibus, sive immobilibus, seu
« se moventibus, si tamen extant..... mulierem in his vindi-
« candis omnem habere postdissolutum matrimonium, prae-
« rogativam jubemus. » L'expression « si tamen extant » peut
laisser supposer que les biens ont été vendus et que la femme,
en aurait eu par conséquent la libre disposition. Mais cette
opinion ne tient pas compte des constitutions de 530 et de
531 qui ont donné à la femme une hypothèque privilégiée.
A quoi servirait l'hypothèque sinon à protéger un droit de
créance de la femme contre le mari ? La législation de Jus-
tinien n'a donc pas modifié la nature du droit du mari
qui reste un droit de propriété, mais assez restreint pour
se rapprocher en fait, de l'usufruit.

Ce sont les glossateurs qui énoncèrent les premiers l'idée
d'une dualité bien nette de pouvoir entre les époux sur les
biens dotaux, en interprétant la loi 21 C. *De donationibus*.

« Constante matrimonio, dotem penes maritum suum
« constitutam avia tua tibi donare non potuit. »

Cujas s'appuya sur la constitution de Justinien de l'an 529
qui attribuait à la femme le « dominium naturale » et au mari
le « dominium civile ». Le texte de Justinien porte en effet :
« Volumus,..... ut sive ex naturali jure mulieris res esse in-

(1) C. 5.12, *De Jur. dot.*, 30.

« telligantur, sive secundum legum subtilitatem ad mariti
« substantiam pervenire videantur. »

Les pouvoirs d'usufruitier, d'administrateur des biens dotaux que nous reconnaissons aujourd'hui au mari sont admis par le cardinal de Leca qui donnait au mari le « dominium directum », et qui voyait en lui le « legalis administrator » des biens dotaux ; de vrai propriétaire, le mari devint simple usufruitier. C'est le rôle qu'il devait conserver depuis lors dans les pays de droit écrit.

L'article 48 de notre Coutume est ainsi conçu :

« Conduisma es en esta villa que, si us prosdom dona sa
« filha a autre, ab aver i ab terra lo maritz non es poderos
« de la terra de la moiler vendre, tant quant lo pair vivra
« qui l'ail aura donada, si per voluntat deu pair non o fazia.
« Ma si la domna a agut fant deu marit, lo maritz lo po
« vendre per voluntat de l'ei, E si ia filha que lo pairaia a pegu
« lairada, e mor lo pair, e li frair, per l'onor deu mors creis-
« sen a la filha terra y aver, d'aquela creissensa, no pot far
« la femna ni lo maritz, sa voluntat, tant quant li frair vei-
« ran, si per voluntat d'eus non of azien o si la dompna, efan
« deu marit non avia agut... »

Ce texte est le plus ancien, celui que contient le mémorial du consulat ; il nous révèle déjà l'esprit de précautions qui animait les habitants de Limoges quand il s'agissait de la conservation d'un bien dotal ; et si nous y trouvons les principes et les formalités essentielles de protection, c'est seulement le texte de la Coutume rédigée, qui nous

révèle le système complet. Dans ce second texte, un principe important apparaît, c'est le concours nécessaire de la femme à l'aliénation conformément au système romain de la loi Julia. Voici le texte rédigé définitivement et confirmé en 1365.

« Item, Accosdumat eys que li marit no poden alienar o
« vendre las pegulhieyras que estant en chاوزas immovat-
« blas, los payres vivent e contra la voluntat de los molhers,
« adonc de lor voluntat poyrian vendre las chاوزas qui
« s'apartenen au douayre ; e si se endevenia que lo payre,
« aia sa filha dotada, a liey, per honor, de lor, la dot aumen-
« tarian o crescherian, en terra, o en pecunia, o en outra
« manieyra que ela ny son marit no podar vendre la creys-
« sance de la dot dessus dica, viven lo frayrs, ni contra la
« voluntat, sino que la molher, aya agut effans de son
« marit. E mort lo payre, po faire a la soa voluntat de la
« dot, quant a totas las chاوزas movatblas, o no movatblas,
« en sa vida, e en...

« Li marit no poden alienar o vendre las pegulhieyras
« qui estant en chاوزas immovatblas, il contra la voluntat
« de los molher. »

C'est bien là le principe de la loi Julia, principe de droit commun en droit écrit, qui trouve ici sa confirmation ; le mari ne peut sans le consentement de sa femme aliéner les immeubles dotaux. Ce consentement s'exprimait d'ailleurs sous la forme du concours que la femme donnait à son

mari dans l'acte d'aliénation. Le cartulaire de l'abbaye d'Aureil dont les domaines s'étendaient aux portes mêmes de Limoges, nous en a conservé plusieurs exemples. Voici un acte daté de 1140, un demi-siècle à peu près avant la rédaction de la Coutume, qui nous paraît bien indiquer la part que la femme prend dans l'acte passé par son mari.

Il s'agit dans l'acte de la donation, d'un verger et d'un jardin faite à l'abbaye d'Aureil, aux environs de l'année 1140 (1).

« Ego Geraldus et uxor mea Agnes de qua movet donamus Deo et sancto Johanni de Aureil apud Vizium unum viridarium et unum hortum, pro animabus nostris. »

Le mari reconnaît donc expressément les droits de sa femme sur les biens dont il dispose.

La Coutume ne se contente pas du consentement de la femme et elle restreint encore la liberté du mari en exigeant l'autorisation du père de famille qui a constitué la dot.

« Lo marit no poden alienar o vendre las pegulhieyras, « que estant en chauzas immovatblas los payre vivens. »

Comment expliquer cette nouvelle et grave restriction au droit de disposition du mari ? Il nous semble qu'il faut y voir une conséquence du principe qui, nous l'avons déjà fait remarquer, dominait alors les esprits ; respecter les droits en quelque sorte sacrés de la puissance paternelle et assurer en même temps, la perpétuité et la prospérité future de la famille ; ces idées cadraient bien avec l'esprit très reli-

(1) *Cartulaire de l'abbaye d'Aureil*, publié par M. de Senneville.

gieux et très pratique à la fois de la bourgeoisie limousine de l'époque.

Or nous avons vu que le chef de famille qui dote sa fille confie à son gendre la « pégulhieire » en dépôt ; celui-ci n'en a que la gestion temporaire. La dot devait en effet, quand la fille mourait sans enfant, revenir au constituant. Ce droit de retour est un des principes essentiels de notre Coutume, et c'est par exception qu'elle permet au mari survivant de retarder son échéance dans certains cas déterminés. Il est donc tout naturel qu'on ne puisse disposer du bien dont il a gratifié sa fille sans son consentement ; et il faut voir dans ce droit du père non seulement un acte de déférence, mais une nécessité juridique, puisque le consentement qu'il donne à la vente constitue de sa part une renonciation à son droit ; son intervention pouvait même quelquefois s'exercer utilement pour diriger son gendre qui, dans son inexpérience, pouvait être tenté de jouir trop vite de sa dot, et de la détourner du but auquel elle était destinée : subvenir à l'entretien du ménage.

Quand un enfant vient à naître du mariage, la situation se modifie ; en effet le constituant perd son droit à la reprise de la dot, qui revient de droit à l'enfant héritier de sa mère. De là la décision prise par les rédacteurs de la Coutume.

« Si lo marit an agut effans leals de la molher, adonc de
« lor voluntat porrian vendre las chauzas qui s'appartenen
« au douayre. »

Mais à la mort de l'enfant, le constituant devrait logiquement pouvoir reprendre son droit d'intervention ; il n'en est

rien cependant, et il suffit que l'enfant ait vécu vingt-quatre heures pour que le père conserve entièrement son droit de libre disposition. Peut-être voulait-on reconnaître ainsi son titre nouveau de paterfamilias.

Mais l'on explique moins facilement que ce droit de contrôle du père de famille ait été accordé par la Coutume aux frères de la jeune fille dotée. Nous avons vu qu'à la mort du père, les frères assumaient la charge de marier leur sœur ; si à ce moment la jeune fille était déjà mariée et dotée, ils pouvaient soit de leur plein gré, soit pour lui compléter sa part héréditaire quand elle n'avait pas renoncé, augmenter sa dot ; ils ont alors eux aussi d'après la Coutume, le droit d'intervenir dans la vente des immeubles dotaux pour la part qu'ils ont constituée.

« E si se endevenia que lo payre aia sa filha dotada a liuy
« per honor de lor, la dot aumentarian, o crescherian en terra,
« o en pecunia o en outra manieyra que ele ny son marit no
« poden vendre la creyssance de la dot, dessus dicha vivent
« lo frays, ni contra la voluntat, sino que la molher aya
« agut, effans de son marit. »

Il y a là peut-être une survivance de l'idée de propriété collective et familiale, qui s'est plus nettement manifestée dans la Coutume sous la forme du retrait lignager.

Les biens dotaux constituaient ainsi, pendant un certain temps, une catégorie spéciale de biens dont la condition rappellerait de très loin il est vrai celle de la *terra aviatica* des Coutumes germaniques.

La Coutume de Limoges ne constitue pas d'ailleurs une singularité en cette matière. Les statuts municipaux de Montpellier, antérieurs de quelques années à ceux de Limoges — ils ont été rédigés en 1205 — rendent encore plus difficile l'aliénation des immeubles dotaux par le mari.

« Fundus dotalis, alienari non potest ab aliquo marito — rum nisi cum consilio parentum mulieris, vel eis deficientibus, proximorum ejus, valet alienatio. »

Ce texte apportait encore plus d'entraves que le nôtre à la libre disposition des biens dotaux : la naissance d'un enfant ne permettait pas au mari de faire une aliénation valable, et d'autre part à la mort des parents, c'était à une sorte de conseil de famille « *eis deficientibus, cum consilio proximorum ejus* », qu'incombait la charge d'intervenir à l'aliénation de l'immeuble dotal.

Peut-être ces cités de commerçants et d'hommes d'affaires ont elles-voulu, par un surcroît de précaution, protéger plus efficacement la dot contre les entreprises plus ou moins hasardeuses du mari.

Outre ses biens dotaux, la femme pouvait avoir un certain nombre de biens paraphernaux. La coutume est muette sur leur compte ; ils étaient donc soumis au droit commun en pays de droit écrit. Ils appartenaient à la femme qui en avait seule l'administration à l'exclusion du mari.

« Vir his rebus, quas extra dotem mulier habet, quae Graeci parapherna dicunt, nullam, uxore prohibente, habeat communionem, nec aliquam ei necessitatem imponat(1). »

(1) Constit. 8, Code, *De pact. convent.*, tit. XIV.

Par exception, la femme pouvait donner à son mari mandat d'administrer ses biens, mais la jurisprudence se basant sur le droit romain (1), exigeait que le mandat fût expressément constitué.

Le mari avait par contre, l'administration des biens dotaux ; il en percevait les fruits et touchait les revenus. Ces pouvoirs allaient même jusqu'à l'aliénation de l'immeuble dotal avec le consentement de la femme ; il devait alors en remployer le prix. Nous avons trouvé quelques traces de ces actes de remploi de terres dotales, que les époux avaient, conformément à la Coutume, aliénées conjointement (2).

Voici donc quelle était de par la coutume, l'organisation à Limoges du régime dotal. Le mari n'a sur les biens dotaux que l'usufruit, l'aliénation des immeubles dotaux lui est interdite en principe ; cependant s'il a des enfants, il pourra les aliéner valablement avec l'autorisation de la femme et du constituant, que ce soit le père ou le frère de la femme. — Celle-ci a la libre disposition de ses paraphernaux.

L'article 48 avait ainsi établi une dotalité assez particulière qui ne garda pas toujours sa rigidité première.

(1) « *Maritus citra mandatum in rebus uxoris, cum solemnī satisfactione, et alla observatione intercedendi liberam habeat facultatem* » (Const. 21, Code, *De pactis*)

(2) Acte du 21 mars 1291, *Archives départem.*, c. 8380 ; *Mémorial du consulat de Limoges*, édition Chabaneau, n° 93.

« Renembransa sia que com A dem Peirat aguessa vendut XL S. P. redens de la dompna n'almoys si molhers, filha que fo d'Hicheduoielh, de sa pegulhieyra, en li assignet aquetz XL les redens en sa vinha pairal am lo troilh de part lo pont S. Marsal. »

Datum mense Martio anno domini M° CC° quinquagesimo.

A partir de la seconde moitié du ^{xv}e siècle, l'aisance et le luxe se répandirent peu à peu dans la population limousine ; la discipline familiale se relâcha et ce changement dans les mœurs et les habitudes des familles amena certainement dans la pratique, l'abandon des formalités, un peu compliquées de la législation municipale. Les mariages ne se contractaient plus dans un cercle aussi restreint et l'on vit fréquemment de jeunes seigneurs des environs ou des membres de la petite noblesse de robe descendants des anciens viguiers de la vicomté, s'allier aux filles de riches marchands de la ville tels que les Guibert ou les Benoist. Ces jeunes gens entrant dans un milieu différent du leur, n'étaient sans doute pas fâchés de secouer un peu le joug étroit de la Coutume.

Les désirs de réforme furent favorisés aussi par des causes d'ordre plus général. Le droit romain se répandait peu à peu dans la région. Les praticiens durent s'inspirer du *Breviarum in Codicem*, de Jean Faber (1), peut-être aussi de la *Practica forensis* de Masuer et puiser auprès de ces auteurs des idées nouvelles. Celles-ci devaient pénétrer d'autant plus facilement dans les esprits, qu'on avait l'habitude d'envoyer les jeunes gens compléter au dehors leur instruction, à Toulouse ou à Bordeaux.

(1) Jean Faber, romaniste de la fin du ^{xiii}e siècle, fut professeur à Montpellier, puis sénéchal de La Rochefoucauld (Angoumois). Son livre était un livre de pratique destiné aux gens d'affaires. Il le présente lui-même en ces termes au lecteur : « *Breviarum in Codicem quem quia brevis et pro itinérante et negociante et ut plurimum extra librorum presentiam factus est, judicavi breviarum nuncupari* ».

En 1462, Louis XI créa dans cette dernière ville un Parlement. La poussée du droit romain va devenir irrésistible. Ce sera la jurisprudence de ce Parlement, la doctrine de ses conseillers et de ses avocats qui, battant continuellement en brèche les statuts locaux, arriveront à réduire l'importance du droit municipal limousin.

Cette influence s'exerça très vite sur la matière régie par l'article 48. On admit bientôt en jurisprudence, que l'intérêt de la famille pourrait permettre de restreindre dans certains cas la protection dotale de la femme.

Quand il s'agissait par exemple de doter ou d'établir un enfant commun, la Coutume elle-même permettait aux parents de vendre un bien dotal, sans l'autorisation du constituant. Mais la jurisprudence permit même à la femme de procéder seule à l'aliénation, pour racheter son mari prisonnier ; toutefois le Parlement de Bordeaux établit une distinction importante ; l'autorisation n'était donnée que si l'emprisonnement avait pour cause une condamnation criminelle ; il fallait, en effet, permettre à la femme de racheter, en délivrant son mari, l'honneur de la famille. Si au contraire la condamnation avait été prononcée pour dettes, la femme ne pouvait s'engager au mépris du Velléien, et l'aliénation qu'elle avait faite était annulée (1). L'aliénation était encore reconnue valable, au cas où elle était consentie par la femme dans la nécessité de payer une pension alimentaire à un ascendant ; c'était encore là un intérêt de famille.

(1) Automne, *Commentaire sur la Coutume de Bordeaux*, article 53, n° 16.

On finit enfin par admettre que la femme pourrait aliéner un immeuble, pour le paiement d'une dette antérieure au mariage (1).

La protection dotale se radoucit, s'humanisa ainsi peu à peu, au cours des xvi^e et xvii^e siècles.

La Coutume n'avait pas prévu de règle légale pour la gestion de la dot mobilière ; le mari pouvait-il en disposer valablement ?

Ce fut une question très vivement discutée en pays de droit écrit pendant tout l'ancien droit ; la jurisprudence variait sur ce point d'un Parlement à l'autre, et la doctrine prit, elle aussi, une part importante à la discussion. Nous croyons cependant qu'à Limoges, la question ne passionna pas l'opinion. En effet le commentaire qu'Etienne Guibert a publié sur la Coutume ne paraît pas la soupçonner. Elle a pu cependant y être connue et nous croyons devoir la résumer.

Un intérêt particulier s'y attache ; c'est un des rares points en effet sur lesquels l'esprit du droit coutumier a essayé de pénétrer en droit écrit et il y a presque réussi.

Comme nous l'avons dit plus haut la loi Julia ne s'appliquait qu'aux immeubles dotaux ; elle ne protégeait donc pas la dot mobilière. Le droit de Justinien ne contient pas non plus sur ce point de disposition expresse, mais il améliorera cependant la situation de la femme. Les constitutions

(1) Salviat rapporte une attestation du barreau de Bordeaux de 1684 permettant à la femme d'hypothéquer le fonds dotal pour libérer son mari prisonnier. *Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, p. 498.

de 529 et de 531 lui accordèrent en effet une hypothèque générale et privilégiée sur les biens du mari, qui lui permit de réclamer au besoin sa dot mobilière. Mais en pays de droit écrit, ce droit de la femme était paralysé par le principe coutumier « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque » qui avait dépassé les limites des pays de Coutumes. La femme était donc complètement désarmée vis-à-vis des tiers, et le mari pouvait librement dilapider sa dot mobilière. La pratique eut alors l'idée de recourir au sénatus-consulte Velléen ; on sait qu'il avait pour but d'empêcher les femmes d'intercéder pour autrui. La renonciation au droit d'hypothèque que l'usage imposait aux femmes fut considérée comme prohibée par le sénatus-consulte. Elles purent ainsi réclamer valablement aux tiers la restitution des valeurs mobilières aliénées par le mari.

Cependant on n'admettait pas sans conteste l'inaliénabilité. Dès le ^x^e siècle, un recueil de compilations justiniennes, les *Exceptiones Petri* (1), permettait au mari de disposer de la dot mobilière, en l'obligeant toutefois à rendre compte de ses actes.

La question se posa dans les parlements à propos des pouvoirs du mari. L'opinion était unanime en effet pour reconnaître que la loi Julia s'appliquait à la femme. La question ne se plaidait plus à Toulouse depuis le 2 janvier 1637. Le Parlement annula ce jour là une donation de la loi mo-

(1) « *Maritus dotem alienare possit, si mobilis, est etiam sine consensu uxoris. Aestimatione tamen reddenda uxori.* » *Exceptiones Petri*, chap. 34, § 1. *De alienatione dotis*; Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, t. II.

bilière, qu'une veuve avait consentie en faveur de son frère,

Pour le mari, au contraire, la question était vivement débattue au sein de ce même Parlement. Les avis étaient très partagés. [Certains prétendaient que « le mari étant maître « absolu des obligations dotales... ses créanciers peuvent « faire saisir et arrêter les sommes dotales, le mari peut en « paiement de ses dettes propres céder les obligations qui « lui ont été concédées en dot ».

Un arrêt du 20 juin 1668 décida qu' « après la cession « que le mari a faite de ses obligations dotales, et après « l'acceptation par le débiteur, la femme, quelque privilège « qu'elle puisse avoir, ne pourra pas agir sur ces obligations « ni les saisir (1) ».

On ne pouvait reconnaître de façon plus formelle le droit du mari.

D'ailleurs au XVIII^e siècle, un magistrat du Parlement de Toulouse, le conseiller de Juin, et un professeur de Montpellier, Serres, admirent franchement la même opinion (2).

Dans toute cette campagne en faveur de l'aliénabilité de la dot mobilière, le Parlement de Bordeaux conserva toujours nettement la tradition romaine et il se refusa toujours à admettre cette aliénabilité en faveur du mari ; sa ju-

(1) Sincholle, *De l'inaliénabilité de la dot mobilière en droit romain et en droit français*, 1867, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 141. Ils se basaient, entr'autres textes, sur la loi 2, C. livre IV, t. X, *De obligationibus et actionibus*. Ce texte donne au mari, sans convention préalable, une action utile contre le tiers qui a promis en dot le montant de ces dettes. On en conclut qu'il peut les céder valablement, après les avoir recouvrées.

jurisprudence a toujours été particulièrement nette sur ce point : « Il n'y a peut-être pas dans le droit de principe « aussi assuré et aussi certain que celui qui prohibe l'aliénation du fonds dotal en pays de droit écrit », disait Salviat, résumant ainsi l'opinion de ses confrères du barreau de Bordeaux. La jurisprudence considérait comme nulle l'autorisation d'aliéner donnée par le mari (1).

Le 4 décembre 1686, une attestation des avocats du Parlement déclare que, pendant le mariage, le mari et la femme ne peuvent conjointement, ni séparément, faire aucun acte qui puisse nuire à la dot, et en 1713 une autre attestation officielle du même barreau déclare, contrairement à l'opinion du Parlement de Toulouse, que « la dot n'est jamais « sujette aux dettes du mari, que ses créanciers ne peuvent jamais saisir ni arrêter les capitaux des sommes dotales » (2).

Cette jurisprudence était nécessaire dans une ville d'affaires, où les fortunes étaient considérables, et où la dot pouvait être constituée en argent liquide. A Limoges grâce à l'habitude qu'avaient les parents de laisser généralement leurs immeubles à leurs fils, les dots des filles étaient assez souvent mobilières et on dut y suivre tout naturellement l'exemple du Parlement de Bordeaux.

Malgré toutes ces modifications, la Coutume n'était sans

(1) Salviat, *Jurisprudence générale du Parlement*, p. 200.

(2) *Ibid.* Attestation du « 17 août 1672 ». Les dots sont considérées comme inaliénables.

doute pas encore oubliée au XVIII^e siècle. Peut-être pourrait-on attribuer à un sentiment de réaction contre les tendances par trop larges de l'époque, plus encore qu'à une habitude traditionnelle, cette clause insérée dans un contrat de mariage passé à Uzerche en 1754 entre Pierre V..., avocat au Parlement, et Louise C...

« La future épouse permet et donne pouvoir au futur
« époux d'aliéner les biens immeubles d'icelle; sous con-
« dition que lesdites aliénations seront faites tant du consen-
« tement de ladite future épouse que de son oncle le sieur X
« constituant. »

N'est-ce pas, à quatre siècles de distance, l'ensemble de formalités exigées par la Coutume ?

(1) Eyquem, *Le régime dotal, son histoire*, p. 55-56.

CHAPITRE III

DE L'APPLICATION DU SÉNATUS-CONSULTE VELLÉIEN ET DE L'AUTHENTIQUE « SI QUA MULIER ».

La protection que le régime dotal accordait à la femme était complétée, en droit romain, par une série de mesures destinées à garantir la femme contre ses engagements inconsiderés.

Le sénatus-consulte Velléen (1), en effet, promulgué en 46 après Jésus-Christ, annule en principe tous les engagements contractés par une femme vis-à-vis d'un tiers.

Cette incapacité fut précisée et complétée dans le droit de Justinien par l'authentique « *si qua mulier* » (2) qui protégeait la femme mariée contre ses engagements vis-à-vis de son mari.

Les pays de droit écrit connaissaient cette prohibition.

Nous la retrouvons en effet dans la *Lex Romana Wisigothorum* (3).

(1) D.L. 16, t. I, C. liv. 4, tit. 29, *Ad senatus consultum Velleianum*.

(2) C. liv. 4, tit. 29, *Ad senatus consultum Velleianum*, Const. 22 Nov. 134, C. 8, an 556, ap. Jésus-Christ.

« Si qua mulier crediti instrumento, consentiat proprio viro, aut scribat, et propriam substantiam, aut seipsam obligatam faciat, jubemus hoc nullatenus valere. »

(3) *Lex Romana Wisigothorum*, éd. Haenel, 1848, *Pauli sentent.*, . 2, tit. XI, *ad senatus consultum Velleianum*, p. 360.

« In omni genere negotiorum et obligationum tam pro vi-
« ris quam pro feminis intercedere mulieres prohibentur. »

Par l'intermédiaire de cette loi, la prohibition dut apparaître en Limousin dès le ix^e ou le x^e siècle. Mais ce n'est là qu'une simple supposition, car nous n'avons sur ce point aucun document précis.

L'application de l'Authentique qui venait si bien compléter l'organisation du régime des biens dans le mariage, s'étendit rapidement à tous les pays de droit écrit, grâce aux travaux des glossateurs.

Les statuts de Montpellier avaient admis la nullité de l'intervention de la femme dans leur article 38, qui en reconnaît le principe

« Si mulier fidejusserit pro aliquod vel pro aliquo, tene-
« tur his casibus in quibus leges permittunt (1). »

Mais un mouvement se dessina bientôt contre toute incapacité velléienne, et des récriminations assez vives ne tardèrent pas à se faire jour en pratique, surtout dans la population urbaine où les maris voyaient leurs affaires paralysées par l'application de l'Authentique ; la prohibition qu'elle établissait, correspondait, au moment de sa promulgation, à la tendance générale de la législation romaine : protéger, avant tout, la dot de la femme.

Cependant, le commerce s'était peu à peu étendu et, dans les villes du Midi en particulier, le commerce de banque

(1) Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français*, t. I, p. 47.

s'était établi aux XIII^e et XIV^e siècles, précisément à l'époque où les glossateurs, et les professeurs de droit romain, allaient développer les principes de l'incapacité velléienne. Il y eut alors lutte entre les deux idées de protection et de liberté de la femme.

La lutte ne tarda pas à devenir inégale ; comme cela se produit, pour toutes les institutions juridiques ou politiques qui ne puisent pas dans la vie pratique une force nouvelle, une nouvelle raison d'être, le Velléien devait finir un jour ou l'autre par disparaître.

Déjà au XIII^e et au XIV^e siècles, les notaires inséraient couramment, dans les actes de mariage, des clauses de renonciation au Velléien et à l'Authentique, et peu à peu la pratique s'en détacha. Il se produisit alors dans les idées juridiques du temps un fait digne de remarque : le droit romain incarnait en général, à travers les écrits des glossateurs, des idées de progrès et d'émancipation, par rapport à la législation coutumière plus imprégnée d'esprit féodal. Par les restrictions qu'il imposait à la capacité de la femme, il conquiert cependant moins facilement les esprits, et les résistances sérieuses qu'il suscita l'empêchèrent d'être unanimement adopté, même en pays de droit écrit.

Les canonistes se montrèrent des adversaires déterminés du Velléien. Ils permirent de sanctionner la renonciation par serment, et cette doctrine fut même confirmée par une décrétale du pape Alexandre III (1).

Par contre le sénatus-consulte trouvait dans la doctrine d'ardents défenseurs. Jean Faber se plaignait des clauses de

(1) Paul Gide, *Etude sur la condition privée de la femme*, t. I, p. 408.

renonciation qu'avaient insérées, dans les contrats de mariage, de nombreux praticiens.

« Si mulier possit renuntiare, *dit-il*, videtur quod frustra sunt ita senatus consulto introducta : quia semper mulier renuntiabit. »

Masuer l'admettait aussi en ces termes :

« Item et similiter res dotalis, non potest obligare, et jam de consensu mulieris, et hoc pro facto, vel ad commodum viri sui ».

C'est certainement à son influence, qu'est due la persistance de l'incapacité velléienne en Auvergne, jusqu'à son abrogation.

Le mouvement d'opinion que nous venons de retracer s'était traduit par quelques prohibitions législatives ; les coutumes de Toulouse entr'autres, à l'encontre de celle de Montpellier, validaient toute intercession de la femme, même vis-à-vis du mari, et supprimaient purement et simplement toute incapacité (art. 68) (1).

Aucune disposition de la Coutume de Limoges ne traite du Velléien, et nous n'avons pu trouver malheureusement aucun acte le concernant dans le registre des délibérations du consulat. Nous en sommes donc réduits à des conjectures sur ce point.

(1) *Coutumes de Toulouse*, Ed. Tardif, p. 34, 2^e partie, tit. I, *De debitiis*, § 68.

« Item est usus et consuetudo Tholosae quod Uxores se possunt obligare creditoribus cum marito seu pro maritis ad debitum seu debita solvenda et tenentur et sunt obligatae ad solutionem unde faciendam de bonis suis, in defectu bonorum suorum maritorum et valet eorum obligatio et obtinet, quamvis in obligatione non prestiterunt juramentum nec specialiter aut generaliter renunciaverunt juri suo. »

La capacité de la femme dut subir, à Limoges, les mêmes restrictions qu'ailleurs, mais les praticiens durent sans doute aussi les diminuer autant que possible, dans l'intérêt de leurs clients, et les bourgeois limousins, hommes d'affaires pratiques avant tout, ne s'y soumirent certainement qu'avec peine.

Nous avons retrouvé dans des contrats, qui se rapportent il est vrai à des habitants du Bas-Limousin, des exemples de ces renonciations.

En 1272, Guillehlme, fille de Bernard Redon, dans un acte de vente, passé avec un certain Gui Roger, déclare renoncer d'elle-même, au bénéfice du sénatus-consulte.

« Dicta Guilhelma recognovit et confessa fuit se gratam
« suam a dicto Guidone, plenarie habuisse, in pecunia nu-
« merata, omni exceptioni, non numeratae pecuniae, non
« habitae, non receptae, renunciando expresse, juri dicendi
« omnem generalem, renunciationem, non debere, valere,
« et Velleyano introducto, omnique juri in favorem mulie-
« rum (1). »

L'auteur de l'acte paraît même renoncer pour l'avenir à se prévaloir de la nullité de cette renonciation.

Quelques années plus tard, dans le contrat de mariage de Gaucelme Gungand, et de Marguerite Malbernard, en date du 24 mai 1310, les futurs époux renoncent l'un et l'autre à invoquer des droits spéciaux; la jeune fille renonce même par avance à se prévaloir de la loi Julia, et du principe de l'inaliénabilité dotale.

(1) G. Clément-Simon, *Archives historiques de la Corrèze*, t. II, Paris 1903.

« Renuntiant hinc inde dictae partes, omni exceptioni
« doli mali, et beneficio senatus consulti Velleyani et legis
« Juliae (1). »

On peut voir dans ces clauses une tentative de réaction, contre la doctrine des glossateurs, et contre le droit romain envahissant. Mais peut-être serait-ce leur attribuer une portée trop grande et il peut se faire aussi qu'il y ait eu là simplement une occasion pour un notaire, de faire montre de son érudition, en groupant dans une même formule tout ce qui aurait pu nuire aux futurs époux.

L'édit d'abrogation du Velléen rendu par Henri IV, ne fut probablement jamais appliqué en Limousin. En effet le Parlement de Bordeaux fidèle à sa doctrine refusa toujours de l'enregistrer (2).

La jurisprudence de ce Parlement n'admettait pas d'ailleurs la nullité de plein droit pour l'engagement de la femme. C'était à elle à se prévaloir du bénéfice de l'Authentique. Quand l'engagement était effectué sur des biens dotaux, la prescription était suspendue au profit de la femme, jusqu'à la dissolution du mariage ; on craignait en effet l'influence du mari qui pouvait intervenir comme administrateur des biens dotaux.

Si au contraire la femme n'a engagé que ses parapher-
naux, il n'y avait plus aucune raison pour suspendre la
prescription qui courait immédiatement contre elle.

(1) *Archives historiques de la Corrèze*, t. II.

(2) Salviat, *Jurisprudence générale*. Voy. notamment, attestation du
barreau de Bordeaux, 13 novembre 1676, 20 juin 1684, 18 novembre
1692.

CHAPITRE IV

EFFET DE LA SÉPARATION DE FAIT SUR LE RÉGIME DES BIENS ENTRE ÉPOUX (article LXXIV).

Par la séparation de corps, nous n'entendons pas une séparation judiciaire et légale qui était presque inconnue au moyen âge, mais bien la situation de fait résultant de la répudiation de la femme par le mari, à la suite d'une faute qu'elle aurait commise. Cette situation entraîne certaines conséquences sur le régime des biens visées par la Coutume dans son article LXXIV ; nous allons l'étudier maintenant.

La Coutume aurait pu, comme d'autres statuts locaux, ceux d'Auch par exemple, prononcer contre la femme coupable une peine plus sévère. Mais comme le remarque très justement l'avocat Guibert, dans son commentaire, le mari est seul juge de la conduite de sa femme : « *Mariti enim soli mulierum mores excutiunt* ».

L'esprit très pratique et, il faut bien le dire, un peu terre à terre de la Coutume et de ses rédacteurs, était sollicité par une autre question plus pressante. A qui incombera la charge des dépenses de la femme après sa répudiation ?

Voici la solution de l'article LXXIV.

« De que es tengut lo marit, quant la molher de se deviza
« vel retorner. »

« Item. Accordumat que si le marit, expellat sa molher per se colpa de liey, ocla per sa folta e auzardaria de « lui se partia, lo dich marit, no es tengut los deptes, ni lor « despens payar, los quals faria, or fach auria tant quant « sens luys estaria, suppouzat que lo marit a prop a se la « reconcilier e am se retornes (1). »

La Coutume décide donc que le mari sera dispensé de payer les frais faits par sa femme jusqu'au jour où, à la suite d'une réconciliation, elle aura réintégré le domicile conjugal.

Il est à croire que cet article était encore appliqué assez fréquemment au début du xvii^e siècle ; c'est un de ceux en effet que l'avocat Guibert étudie le plus volontiers dans son commentaire. Après avoir exposé, dans un style pompeux et grandiloquent, les inconvénients inhérents à la vie conjugale — peut-être parlait-il par expérience — il démontre qu'après l'enthousiasme des premiers temps, les diversités de caractère reparaissent : « saepe domi divortia nascuntur, dum laesus amor irascitur, et plerumque conjugalibus, conviciis, tota constrepit domus ». Il en tire comme conclusion une explication assez fantaisiste des motifs de l'art. LXXIV.

Pour éviter une séparation qui aurait pu se renouveler

1) Le mémorial du consulat (édition Chabaneau, 1895) reproduisit un second texte de l'article, qui diffère très peu du premier.

Condumnes es en esta villa, que si lo mariz geta, si molhers de se, per la foldat de liei, osi la donna s'en eis per sa voluntat faidide qui re li prestara, nil manleva, domentre que la sera feidida, lo mariz non es tengutz de re pauiar, si nos vol, si toz las torna pois abse. E li cossol deven gardar, aquesta cosdume a bona fe.

trop souvent au mépris de la dignité des époux, et au détriment de la bonne tenue de la maison, on aurait décidé que la coupable, cause de la séparation, devait supporter, à ses frais, les dépenses du ménage, les charges résultant de l'entretien des enfants, pendant son absence. L'article établirait donc, en quelque sorte, une peine dont le montant serait arbitraire ; cette explication n'est pas digne de nous arrêter. Aussi bien, le commentateur fait-il dire au texte autre chose que ce qu'il dit en réalité ; la Coutume parle uniquement des dépenses personnelles que la femme pourrait faire après sa répudiation, et il n'est nullement question dans le texte de subvenir aux dépenses du ménage, et aux frais d'entretien des enfants. Au surplus, la raison invoquée peut paraître assez contestable, si l'on songe aux tendances générales de l'époque ; l'idée de maintenir la fidélité de la femme et la paix du ménage, par de simples considérations d'intérêt pécuniaire ne paraît pas en harmonie avec les habitudes d'esprit si profondément religieuses de nos ancêtres.

On pourrait peut-être chercher moins loin et trouver un motif plus juridique à l'article LXXIV.

A la suite du départ de la femme ou de sa répudiation, le mari conservait l'administration des biens dotaux, laissant la femme libre de disposer de ses paraphernaux. Mais il est toujours chef du ménage, et c'est en cette qualité qu'il pourrait avoir à régler les dépenses de la femme. Or, dans le cas que prévoit le texte, elle ne fait plus partie de la famille, puisqu'elle a abandonné son foyer. Le mari peut

donc la considérer comme une étrangère, jusqu'au jour où, décidée à reprendre la vie commune, elle vient lui demander de nouveau aide et protection.

C'était aussi la solution de Beaumanoir (1).

« Si fame se pare d'entour son mari, sans les coupes de
« son mari, si com li aucunes qui s'en vont pour fare folie
« de leurs cors, en tout ten cas, se ele requiert a avoir des
« biens son mari pour sa soustenance, l'en ne l'en doit rien
« bailler. »

Peut-être pouvait-on voir dans la solution de l'article LXXIV une application intéressante, bien qu'elle ne soit pas pleinement affirmée, de l'idée que le mari, qui autorise les actes de sa femme, doit être considéré comme responsable, vis-à-vis des tiers. Il fallait donc spécifier que dans le cas où le mari avait été dans la nécessité de répudier sa femme, il n'avait plus à intervenir. On ne pouvait donc se retourner contre lui.

Admettait-on donc à Limoges la responsabilité du mari comme ayant autorisé sa femme ? Il n'y aurait à cela rien d'impossible. Certaines villes du midi, entr'autres Bayonne et Toulouse, avaient inséré le même principe dans leurs statuts.

(1) Beaumanoir Ed. Salmon, chap. LVII, *Des mautaleus qui meuvent en mariage*, 1628, p. 332.

CHAPITRE V

DE LA DOT A LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

DES GAINS NUPTIAUX. — ART. LXXVI.

Nous avons étudié, dans les chapitres précédents, la constitution de la dot et les pouvoirs que, d'après la Coutume, les époux pouvaient exercer sur elle durant le mariage.

Mais que devenait la dot lorsque le mariage était dissous par la mort de l'un des conjoints ?

C'est en effet le seul mode de dissolution que nous ayons à envisager ici.

La dot s'analyse juridiquement comme une donation faite aux futurs conjoints dans l'intérêt du ménage. En principe elle était donc, comme toute donation, soumise au droit de retour en faveur du donateur. A Limoges, comme en pays de droit écrit, on appliquait le retour légal tel que le reconnaissait le droit romain, aussi bien pour la dot (1) que pour la « *donatio propter nuptias* » (2). C'est d'ailleurs un

(1) Pomponius, D. L. XXIII, tit. III. *De jure dotum*, 36, princ.

« *Jure succursum est patri, ut filia amissa, solatii loco cederet, si redderetur ei dos ab ipso profecta ; ne et filiae amissae, et pecuniae damnum suntiret.* »

(2) Celle-ci n'était soumise au retour que dans le cas de divorce. Constitution de Théodose et Valentinien, C, 5.17. *De repudiis et jud. de moribus sublato*, 8.

des points sur lesquels l'esprit du droit romain s'est manifesté le plus complètement dans l'ancien droit.

La jurisprudence contribua à en élargir le domaine, en l'appliquant à la mère et aux ascendants maternels. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, de nombreux contrats de mariage le mentionnent expressément (1) et c'est peut-être, aujourd'hui encore, le principe juridique le plus respecté dans les familles limousines.

Le principe du retour de la dot comportait cependant des exceptions qui permettaient à l'époux survivant d'exercer un droit quelconque sur la dot. Ce gain de survie était le plus souvent prévu dans le contrat de mariage, il portait alors le nom de gain nuptial.

Ce sont ces conventions, destinées à modifier le régime légal de la dot à la dissolution du mariage, que nous allons maintenant étudier.

Le gain nuptial est une des institutions qui par leur intérêt pratique, ont, dans tout l'ancien droit, soulevé le plus de controverses doctrinales et donné lieu, en même temps, à de nombreux procès et à des difficultés considérables.

On peut grouper les gains de survie en deux catégories ; les uns étaient établis par les Coutumes locales, ou les statuts municipaux qui leur donnaient un caractère légal ;

D'autres, purement conventionnels, étaient insérés au gré des parties, dans les contrats de mariage.

(1) Généralement dans la forme suivante :

. « Ledit futur époux oblige tous ses biens présents et à venir, pour rendre ce qu'il aura reçu au cas de restitution, ce qu'à Dieu ne plaise. »

La plupart des Coutumes de la région du Midi avaient organisé, au profit de la femme, un gain de survie proportionnel à la dot qu'elle avait apportée; il constituait l'augment de dot.

D'autres statuts, peut-être moins nombreux, accordaient au mari un droit correspondant sur une part de la dot, au cas de prédécès de la femme. On le désigne généralement sous le nom de contre-augment, ou augment du mari. Notre Coutume l'avait établi dans son article LXXVI et nous l'examinerons en détail.

Mais ce contre-augment n'est pas le seul gain de survie usité à Limoges, et dans la région; la pratique en connaissait un autre. C'était une donation de survie que le mari faisait à la femme dans son contrat de mariage. Cet usage purement conventionnel et que la Coutume ne mentionne pas, était très répandu dans l'Ouest et le Sud-Ouest, sous le nom d'oscle ou osclage. Il existait en Limousin, bien avant la rédaction de la Coutume, et il a subsisté à Limoges, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Il peut être intéressant, avant d'en commencer l'étude de détail, de rechercher quelle a pu être, en droit romain, l'origine de ces divers avantages faits à l'époux survivant et quelles modifications ils ont pu subir jusqu'à l'époque de la Coutume (1).

En principe, la femme n'avait à l'origine, en cas de prédé-

(1) V. M. Esmein, « *Le testament du mari et la donation ante nuptias* », *Nouvelle Revue historique*, année 1884, p. 21-31.

cès du mari aucun droit sur ses biens. Mais le mari corrigéait généralement cette situation, en l'instituant héritière. Il lui apportait, en outre, le plus souvent à titre de présent de noces, une somme d'argent qui constituait la donation *ante nuptias*. Peu à peu cet usage de la *donatio ante nuptias* devint général et, s'il n'était pas encore sanctionné légalement, il était du moins complètement entré dans les mœurs, et le fiancé était moralement obligé d'en tenir compte.

Nous en trouvons la preuve dans une constitution de Théodose et de Valentinien, insérée au Code Théodosien.

« Si donationem ante nuptias, vel dotis instrumenta de
« fuerunt, pompa etiam, aliæque nuptiarum celebritas om-
« mitatur, nullus estimet ob id deesse recte alias invito
« matrimonio firmitatem (1). »

La femme trouvait ainsi à la mort du mari un bénéfice qui venait s'ajouter à sa dot et qu'elle pouvait valablement réclamer aux héritiers (2), en même temps que la dot elle-même.

Il y avait d'ailleurs, pendant le mariage, confusion de fait entre les mains du mari, de la dot et de la donation. La jeune fille qui avait reçu comme présent de noces, une somme d'argent, l'ajoutait à la dot (3) et le mari avait sur cette somme un droit de jouissance absolu.

(1) L. 3, C. Th. III, 7 (A. 428). M. Esmein, *Nouv. Revue hist.*, 1884, p. 27.

(2) C. L. V, tit. 3, *De donationibus ante nuptias*, 14.

Si consentiente matre sua, sponsus filiae tuae mancipia donavit ; et his acceptis in dotem non estimatis, in matrimonio post decessit : mater eademque heres ejus pretium offerens, restitutionem eorum improbe recusat.

(3) Const. 9, Code, L. V, tit. XIV, *De pactis conventis*.

« Ex morte cujuscumque personae, sive mariti, sive mulieris, eam-

C'était bien là un véritable augment de dot (1).

En 468 une constitution des empereurs Léon et Anthémios décida que la part de la femme sur la donation devrait toujours égaler la part de la dot qui revient au mari survivant.

Enfin Justinien décida, par une constitution de 530, que la donation *ante nuptias* serait désormais obligatoire, pour le père du jeune homme (2). On avait fini par admettre en outre, qu'elle pouvait être constituée pendant le cours du mariage ; elle avait alors pris le nom nouveau de donation *propter nuptias*.

On n'admit jamais complètement en Occident, et dans le Midi de la Gaule, de connexité obligatoire entre la dot et l'augment. Ils y furent considérés comme indépendants l'un de l'autre, ce qui permit au taux de l'augment de varier suivant les régions.

§ 1. — De l'augment de dot.

Le droit de la femme à une part des biens du mari à titre d'augment, avait donc pénétré, avec la « *donatio propter nuptias* », dans les habitudes des populations du Centre et du Midi. Il fut bientôt d'un usage courant, en pays de droit

dem partem, non pecuniae quantitatem, tam verum ex dote, quam mulierem ex ante nuptias donatione lucrari decernimus. »

(1) Si le mari en abusait la femme pouvait en réclamer la restitution, C. L. V, tit. 12, *De jure dotum*, L. 29.

(2) Const. 7, C. L. V, tit. 11, *De dot promiss.*

« ... Neque enim leges incognitae sunt, quibus cautum est omnino paternum esse officium, dotem vel ante nuptias donationem pro sua dare progenie. »

écrit ; les statuts municipaux, les Coutumes rédigées ne s'y opposèrent pas et le confirmèrent au contraire le plus souvent.

Les Coutumes de la Viguerie de Toulouse (1) portent un titre III, au chapitre du mariage, intitulé « Des choses nécessaires à l'entretien des femmes veuves ». Il était d'application assez importante, pour que nous croyions devoir le reproduire.

« Noverint quod consuetudo est Tholosae, sive usus quod
 « mulieres, mortuis maritis earumdem, debent habere sua
 « necessaria victus et vestitus, de bonis maritorum suorum,
 « sine dotis et dotalibus diminutione ipsarum mulierum,
 « donec per heredes, seu spondarios, vel aliquas personas
 « alias, de dote vel dotalitiis earum, fuerit plenarie eisdem
 « mulieribus satisfactum, vel donec praeperita vel oblata
 « fuerit dicta dos, et dotalicium, eisdem mulieribus cum
 « effectu, nisi forte ipsae mulieres, viventibus maritis,
 « crimine adulterii fuerunt condemnatae, et post eandem
 « condemnationem, quod mariti earum fuerunt condemna-
 « tae (1). »

La Coutume de Toulouse était appliquée, [en temps que Coutume matrimoniale, dans certaines régions environnantes, et l'augment était connu à Montauban et dans le Lauraguais.

Mais alors que, dans la Coutume de Toulouse, la quotité de l'augment n'était pas fixée, certaines autres lois lui assignaient au contraire un taux légal ; c'est ainsi que dans la Coutume d'Albi, la femme survivante avait droit à la

(1) *Coutume de Toulouse*, édit. Tardif, tit. III, p. 55.

moitié de la dot en propriété, l'usufruit restant au mari. Dans le comté de Foix, son droit se montait seulement au quart de la somme dotale.

Quelques Coutumes générales consacrèrent à leur tour le droit à l'augment ; la Coutume d'Auvergne le limitait cependant aux objets composant le mobilier personnel de l'épouse survivante.

« Item, in casu contrario, si vir premoriatur, uxor lucratur
« lectum et raupes nuptiales cum pejoramentis... nullum
« autem aliud lucratur lucrum seu dotis augmentum, nisi
« aliud fuerit conventum, fiet tamen ei restitutio dotis suae..
« sine deminutione, quando apparet quod dos erat solven-
« da (1). »

C'était là tout le droit de la femme, légalement du moins. En dehors des objets de parure, et de ceux qui représentaient pour elle un présent du mari, dont la Coutume lui reconnaissait la propriété, la femme était libre de régler conventionnellement son droit en cas de survie. *Nisi aliud fuerit conventum*, dit le texte.

La Coutume de Bordeaux dans son article 47 fixait en même temps les droits de deux époux en cas de survie. L'augment de la femme était assez particulier, il était évalué au double de la dot mobilière.

« Ainsi la femme doit gagner le double de sa dot, quand
« le mari va de vie à trépas avant la femme ; mais ne ga-
« gnera le double de ce qui aura été baillé pour employer
« en rente ou en terre (2). »

(1) Bourdot de Richebourg, *Coutume générale d'Auvergne*, t. IV, p. 107.

(2) Bourdot de Richebourg, t. IV, p. 896.

La Coutume de Limoges s'était-elle inspirée de celle de Toulouse et avait-elle garanti les droits de la veuve en cas de survie ?

Nous n'avons pu, dans aucun des divers textes de la Coutume, trouver trace d'un augment de dot quelconque, et la femme paraît avoir été complètement oubliée par ses rédacteurs, contrairement au mari dont les intérêts ont été minutieusement prévus dans l'article 76 ; mais un passage du *Mémorial du consulat de Limoges* nous fait présumer qu'il y avait eu sans doute en ville un ancien usage accordant à la femme un droit quelconque sur la dot.

Cet usage serait d'ailleurs antérieur de quelques années à la première rédaction de la Coutume. Voici le passage auquel nous faisons allusion (1).

« Cosduma es en esta villa de fempna quand a offan et
« effer vinh un jorn, e noch, es ganhada la pegulhieira, et
« lo jorn que neissera, e la noch que neissera son comptat
« chabal a qu'al qu'ora qu'en nasha. »

La naissance d'un enfant vivant, au cours du mariage, était une condition exigée pour que la femme puisse exercer un droit sur la dot, après la mort de son mari.

Nous verrons plus loin que la Coutume exigeait aussi la présence d'enfants nés du mariage, pour que le mari puisse obtenir un gain de survie, à la mort de sa femme.

Les deux gains de survie étaient, sans doute, destinés l'un et l'autre à consacrer la naissance de l'enfant et à en conserver le souvenir.

(1) *Mémorial du Consulat*, édition Chabaneau, n° 181.

La femme devait avoir droit de jouir de cette part de la dot en pleine propriété ; ce n'est cependant là qu'une conjecture. Le texte fait en effet simplement allusion au gain de la dot, et ne parle pas d'usufruit.

Les Coutumes, au contraire, réduisaient généralement le droit d'augment à un simple usufruit, dont la nue propriété revenait aux enfants nés du mariage.

Le droit d'usufruit, ainsi reconnu à la femme, ne constituait pas pour elle un droit de succession ; aussi ce n'était pas à titre d'héritière que la femme touchait le montant de l'augment, c'était par un acte gracieux du mari qui lui permettait de tenir dignement son rang de veuve.

Il y avait ainsi une certaine analogie entre l'augment de dot et le douaire coutumier. Ces deux gains de survie différaient cependant sur certains points. Le douaire était toujours limité à une portion de biens en usufruit. En pays de droit écrit, au contraire, on reconnaissait, en outre, à la veuve une part de biens en pleine propriété, la virile, calculée sur la part qui revenait à chaque enfant sur les biens du père (1). A la mort de la mère cette part revenait de plein droit aux enfants sans qu'ils aient à se porter héritiers.

L'usage constaté par le *Mémorial du Consulat* n'est men-

(1) Cette virile avait été reconnue aux veuves au Bas-Empire, par une constitution de l'empereur Justin insérée à la Nouvelle 187, ch. 3.

« Quia vero mulieres ad secundas nuptias, non venientes, portione aliqua dignas ultra eas, quae secundo nubunt, esse putamus : si quis amisso viro, alterius abstineat nuptiis : habere quidem eam usum antenuptialis donationis, sicut prius sancivimus : habere vero eam, et proprietatis tantum, quantum filiorum quantitas faciat. »

tionné dans aucune des rédactions de la Coutume que nous possédons. Peut-être était-il de règle assez générale, dans la région, pour qu'on n'ait pas cru nécessaire de le consacrer par un article des statuts locaux.

Il est plus probable qu'il s'était peu à peu confondu avec l'oscle, resté lui-même purement conventionnel et que la Coutume écrite avait, lui aussi, laissé de côté.

Le Parlement de Bordeaux ne dut pas d'ailleurs entraver son application, il était lui-même trop favorable à l'augment de la femme. Sa jurisprudence en avait facilité l'application, en permettant au mari de léguer à sa femme une part de ses biens, sans qu'elle perdît pour cela son droit à l'augment. Elle permit plus tard à la femme de réclamer la restitution anticipée de sa part de dot, en cas d'insolvabilité du mari (1).

Toutefois le Parlement crut nécessaire de supprimer le droit à l'augment, au cas où la femme viendrait à se remarier. Il reconnut cependant, que les futurs époux pouvaient valablement prendre une décision contraire, en contrat de mariage.

Cette jurisprudence complétait les mesures prises pour protéger les enfants du premier lit en cas de remariage de leur mère. Dans le Midi, en effet, on appliquait à l'augment de dot, comme à toute autre libéralité, la loi *Hac editacli*, qui interdisait aux parents qui se remariaient, de disposer, au profit

(1) Attestations du barreau de Bordeaux, 11 février 1696-27 mars 1717, citées par Salviat, *Jurisprudence générale* ; Boucher d'Argis, *Traité des gains nuptiaux et de survie*... 1748. Lyon.

du second conjoint, d'une libéralité supérieure à la part revenant à chaque enfant du premier lit (1).

Cette loi s'appliquait même au détriment des créanciers du mari (2).

Mais une difficulté se présenta, pour décider du sort de l'augment à la mort des enfants ; la mère aurait-elle droit rétroactivement à la propriété entière de l'augment ? La question était déjà discutée en droit romain. Alors que le Code (3) semble accorder à la mère un droit de pleine propriété ; dans le droit des Novelles, Justinien paraît, au contraire, vouloir que la propriété passe directement aux héritiers (4).

(1) Const. 6 au C. L. V, tit. XI, *De secundis nuptiis*.

« Hac edictali lege, in perpetuum valitura sancimus, si ex priore matrimonio procreatis liberis pater materve ad secunda, vel tertia aut ulterius repetiti matrimonii vota, migraverit ; non fit ei licitum, novercae vel vitrico testamento vel sine scriptura, plus relinquere..... nec dotis, aut ante nuptias donationis nomine seu mortis causa, habita donatione conferre, quam filio vel filiae. »

(2) Pour les créanciers de la femme, ceux qui prenaient rang antérieurement au mariage avaient seuls un droit à l'augment.

(3) Loi 3, *in fine*, au C. L. V, t. IX, *De secundis nuptiis*.

« Quod si nullum ex priore matrimonio habuerit successionem vel natus native decesserint ; omne quod, quoquo modo, perceperit pleno proprietatis jure obtineat. »

(4) Nouvelle 22, chap. 22, *De secundis nuptiis*.

« Si enim non est soboles infamia mox sequitur..... et neque percipiet aliquid horum, quae a priore relictæ sunt ei consortio : neque fruetur sponsalitia largitate..... sed hæc veniant aut maneant apud heredes defuncti, aut coheredes ejus.... »

Novelle LXVIII, de Justinien.

« Ipsam nos nuper correximus alia quidem statuentes, volentesque ut heredes mortuorum liberorum vel nepotum..... habeant inde aliquod subsidium lucrenturque etiam jure domini per eorum mortem quantum ex pacto, non existentium liberorum erant lucraturi nihil enim a nobis occasione ususfructus immutatum est. »

Ce fut cette dernière solution qu'adopta la jurisprudence des Parlements de Toulouse et de Bordeaux. Elle ne reconnaissait donc à la mère, à la mort de ses enfants, qu'un simple droit d'usufruit.

§ 2. — Du droit d'oscle.

Au Bas-Empire l'Osculum formait une cérémonie essentielle du mariage ; il constituait de la part de la jeune fille l'abandon complet de sa personne à son fiancé. C'est du moins ce que nous rapporte Tertullien.

« ad desponsationem (virgines) velantur quia et corpore et spiritu masculino, mixta sunt per osculum et dextras » (1).

Cette cérémonie était consacrée par une donation que se faisaient les fiancés, *donatio per osculum*, ou oscle. Constantin en reconnut officiellement le principe dans une constitution insérée au Code Théodosien, et adressée au préteur des Espagnes, région où l'oscle était déjà dans les usages. L'empereur décida que si l'un des fiancés venait à mourir avant le mariage, la donation serait néanmoins valable pour moitié (2). On en trouve trace également dans le bréviaire d'Alaric ; il décidait qu'en cas de rupture du projet de mariage, la jeune fille qui avait déjà reçu la donation pouvait la conserver en entier.

(1) *De veland virg.* C. 1.

(2) « Si ab sponso rebus sponsae donatis, interveniente osculo, ante nuptias hunc vel illam mori contigerit dimidiam partem rerum donatarum ad superstitem pertinere recipimus..... osculo vero non interveniente sive sponsus sive sponsa obierit totam infirmari donationem et donatori sponso, sive heredibus ejus restitui. » L. 3 C. th. III.

La donation par oscle s'était, d'Espagne, répandue dans le Midi, mais on ne l'y distinguait pas alors très nettement des autres gains nuptiaux ; c'est ainsi que le contrat de mariage de Guillaume VII de Montpellier, en 1153, comporte la donation d'une somme d'argent, qu'il désigne à la fois sous le nom de *dotalitium*, *sponsalitium* et *osculum* (1).

Dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France, au contraire, l'oscle s'était maintenu comme une institution séparée et originale. La Coutume de Charroux en Poitou, rédigée en 1247, le fixe au tiers des biens des époux (2). La Coutume d'Angoumois le reconnaît à la femme « pour le tiers des deniers seulement en montant, et ce outre les domaines et deniers par elle baillés et payés (3) ». La même quotité se retrouve dans le *Livre des commandements d'offices et de*

(1) Paul de Salvandy, *Essai sur l'histoire et la législation particulière des gains de survie entre époux*. Thèse, Paris, 1855, p. 97.

(2) *Coutumes de Charroux* :

Art. 12. — Et si aucuns home de Charros prent femme, si la prent pucelle il li donet oscle, co est assaver lo ters des meubles que il prent, obliey s'il ne la prent pucelle, li uns donet ocle à l'autre égaulment.

Art. 13. — Et si muret avant liey, ola oura son mariage et lo ters de la rent a son marit e son hebergement per oscle en sa vita tant solament.

(3) *Coutume d'Angoumois*, art. 47.

Par la coutume gardée entre roturiers la femme a son choix de prendre ou les biens immeubles qu'elle y aura portée (en mariage). Auquel dernier cas, elle aura lesdits deniers par elle portés en faveur de son mariage, et pour son douaire ou oscle, aura le tiers des deniers seulement en montant, et ce outre les deniers et domaines, par elle baillés et payés.

justice (1), ouvrage de doctrine, très répandu en Poitou à la fin du xiv^e siècle, et dans la Coutume de La Rochelle (art. 46).

« Ce point d'usage est si constant, ajoute Valin, qui commenta cette Coutume, qu'il est devenu comme de style dans les contrats de mariage, où l'osclage est stipulé. » Mais la coutume rochelaise présentait, en outre, cette particularité que le douaire et l'oscle ne s'y excluaient pas réciproquement ; ce n'était là d'ailleurs qu'une règle théorique et l'article 9 de la Coutume, qui autorise ainsi le cumul, n'était pas appliqué en fait ; on considérait [généralement l'oscle comme un douaire ordinaire.

En Limousin il s'était implanté fortement dans la pratique, sans cependant jamais recevoir de consécration officielle. Ce fut toujours comme Coutume orale, et à titre d'habitude traditionnelle qu'il fut pratiqué. Il n'en conserva pas moins toute sa force d'application jusqu'au droit intermédiaire, et c'est, peut-être, en lui que résidait la particularité la plus grande de notre droit limousin si perdu et si atténué au milieu du droit romain.

Nous trouvons des traces de l'oscle dans des actes bien antérieurs à la Coutume, notamment dans le Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu (2).

(1) *Livre des commandements d'office et de justice*, § 934.

Et est ouscle c'est le tiers deniers de ce que son mari ot en mariage, d'elle en argent et meuble, que la femme doit prendre sur les biens de l'homme après sa mort.

(2) *Cartulaires de l'abbaye de Beaulieu en Limousin*, p. 62-XXX. Testament d'Ebles de Ventadour.... *excepto illo manso ubi Atmarus*

D'autre part si la Coutume rédigée ne nous donne aucun détail, le *Livre de raison* d'Etienne Benoist, postérieur il est vrai de près d'un siècle et demi à la première rédaction de la Coutume, peut nous fournir quelques indications sur la forme et le taux habituel de l'oscle auquel il paraît faire allusion en ces termes :

« Eys costuma que quant la molher a agut effan deu marrit, e li marit mor, ela pot demandar la meyta de touquant lo marit avia (1). »

Peut-être ce droit reconnu à la veuve sur la moitié de la fortune du ménage était-il la forme limousine du droit d'oscle, mais ce n'est là qu'une conjecture, l'expression « costuma » ne s'applique pas, en effet, très exactement à un droit purement conventionnel ; d'autre part on attribue généralement à l'oscle une valeur beaucoup plus considérable. M. Louis Guibert, dans son étude sur *La famille limousine d'autrefois*, en évalue le montant « aux revenus d'une année de la dot (2) », alors que Guibert, le commentateur de la Coutume, le fixe seulement au douzième de cette dot.

Après s'être livré à propos de l'origine de l'oscle à des

visus est manere, quem dimitto S. Mariae Soliaco, omnia quantum ego ipse uxori meae tradidi ad habendum, sive per osculum sive per chartam tradit, omnia post mortem ejus, sancto Petrore maneat, et omnia quantum in istum brevem ei dimitto. — 1165-1170.

Et un acte antérieur d'un siècle au précédent, p. 150.

Quam convenientiam, Galterius transgrediens dedit eam osculo uxori suae Elianae malo ordine et non recte, 1032-1060.

(1) Louis Guibert, *Le livre de raison d'Etienne Benoist*, 1426, Limoges, 1884, p. 31.

(2) Louis Guibert, *La famille limousine d'autrefois*, p. 42.

considérations plus ou moins fantaisistes (1), il nous expose qu'on ne considérerait pas à Limoges cette donation comme un simple avantage pécuniaire entre les fiancés, on y voyait en outre, comme en droit romain, une sorte d'engagement solennel entre les jeunes gens, sanctionné par l'osculum. Il nous donne d'ailleurs sur les motifs de ce gain nuptial une explication assez particulière. L'oscle serait, d'après lui, une donation faite à la veuve par les héritiers du mari, pour lui témoigner les mêmes égards qu'au défunt et la remercier d'avoir bien voulu entrer dans leur famille.

« Ideo sunt preposita præmia quae jure osculi ab heredibus mariti deponuntur ob delibarum florem pudicitiae. »

En un mot les parents du mari reconnaissaient ainsi à la veuve le prix de sa virginité. C'était une sorte de « morgen gab » familial.

Nous avons consulté de nombreux contrats de mariage des xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles et dans presque tous, nous avons rencontré une stipulation expresse du droit d'oscle.

Voici par exemple un contrat de mariage passé à Limoges le 19 janvier 1629.

« Assigne et a assigné en cas de restitution advenant sur tous ses biens la somme de deux cents livres en capital,.... à lademoiselle future épouse, ou à ceux à qui la restitution

(1) Il fait remonter l'origine de l'oscle à un passage de la loi des 12 tables dans lequel Romulus aurait pris des mesures pour empêcher les femmes de se livrer à la boisson.

« Romanorum more sumpsit originem ubi creber et frequens osculorum usus inter proximos, ad id, ni fallor, introductus, si Plinio credimus, ut scirent propinqui an temetum feminae bibissent.

appartiendra, suivant la coutume de Limoges, donnée à entendre aux deux parties, le droit d'oscle expressément stipulé au profit de ladite demoiselle sa femme. »

Le 26 août 1643 le futur déclare : « Et au cas de restitution de dot lad. future épouse a promis de remettre ce qu'il se trouvera avoir reçu sur iceluy.... avec le droit d'oscle suivant la coutume de ladite ville donnée à entendre aux parties. »

La situation ne s'était pas modifiée au XVIII^e siècle. Alors que dans presque tous les contrats de mariage de cette époque, on trouve une renonciation expresse et absolue au droit coutumier local, les actes contiennent, la plupart du temps, une réserve du droit d'oscle.

Dans un contrat de mariage du mois de mai 1740, le futur déclare

« rendre à qui il appartiendra ladite somme de 6.000 livres de dot et les habits et linges de fille, en l'état où ils se trouveront, lors de ladite restitution, le tout suivant l'usage du droit écrit qui régit cette province, auquel les parties se sont volontairement soumises, renonçant à ladite coutume de la présent ville et à tous usages contraires audit droit écrit, en ce qu'il a été convenu que le droit d'oscle demeure par exprès stipulé, au profit de ladite future épouse. »

Les parties avaient sans doute en vue la renonciation à l'article 76 qui organise au profit du mari un gain de survie ou contre-augment que nous allons maintenant étudier.

§ 3. — Du Contre-augment. Article LXXXVI.

Le contre-augment, qui n'existait que dans certains pays de droit écrit, formait, comme son nom l'indique, une contre-partie de l'avantage que l'augment constitue pour la femme. C'est un droit de jouissance sur la dot accordé au mari survivant, droit subordonné d'ailleurs à la présence d'enfants nés du mariage. C'est une dispense de rendre la dot.

Ce gain de survie du mari est prévu par la Coutume de Limoges dans son article 76.

Cet article est dominé par l'état d'esprit qui inspira toujours les rédacteurs de la Coutume : permettre aux parents de supporter grâce à la dot les charges du mariage en maintenant la prospérité du ménage. Le contre-augment permettait ainsi aux pères sans fortune qui conservaient près d'eux leurs enfants de pouvoir, en conservant un droit sur la dot, subvenir aux frais de leur éducation.

Le contre-augment ou augment du mari existait déjà à Rome dans certains cas où on le dispensait de rendre la dot à la dissolution du mariage.

En droit classique, quand la dot était constituée par le paterfamilias, on l'appelait alors dot *profectice*, il avait toujours droit à la restitution s'il survivait à sa fille (1) ; si au contraire la dot était constituée par un étranger, formant

(1) Pomponius. L. 6, Digeste, *princ.* L. III, tit. 3, *De jure dotium*.

« Jure succursum est patri, ut filia amissa, solatii loco cederet, si redderetur ei dos ab ipso profecta ; ne et filiae amissae et pecuniae damnum sentiret. »

alors une dot adventice, le mari avait droit à la dot à la mort de sa femme sans qu'aucune restitution lui fût imposée (1), sauf dans le cas où le mariage était dissous par un divorce, dont il encourait la responsabilité. La restitution prenait alors le caractère d'une peine infligée au mari et n'était plus un droit pour le constituant.

Au Bas-Empire la législation se modifia ; le sénatus-consulte Orphitien ouvrait en effet aux enfants un droit à la succession de leur mère ; le mari n'avait plus aucune raison pour conserver la dot à la mort de sa femme. Justinien l'obligea donc à la restitution complète et absolue par une constitution de 530 (2). Toutefois on admit un correctif dans la Nouvelle 22 ; le mari dont la femme s'était rendue coupable d'adultère, pouvait conserver la dot par devers lui s'il n'avait pas d'enfants. Au cas contraire, ce sont les enfants qui sont propriétaires de la dot. Mais là encore il y a plutôt une peine pour la femme qu'un véritable gain de survie pour le mari.

Voilà donc qu'elle était, au ^{vi}^e siècle, la législation de Justinien telle qu'elle passa dans la Gaule méridionale.

A la mort de la femme le mari doit toujours restituer la dot sans bénéficier d'aucune des restrictions que le droit prétorien avait organisé en sa faveur.

Mais c'était là une législation un peu rude, et qui parfois

(1) Règles d'Ulpien, tit. VI, *De Dotibus*. 3, V.

« Adventicia autem dos semper penes maritum remanet. »

(2) *Institutes*, IV, tit. VI, *De actionibus*, 29. Code, L. V, tit. 13.

pouvait aboutir à des injustices, si la femme apportait une dot considérable, et si le mari, sans fortune personnelle, n'avait pour vivre que le produit de son travail.

Suivant le rôle qui leur est échu, rôle qui consiste à permettre aux règles législatives de s'adapter peu à peu aux besoins des générations nouvelles, les praticiens avaient toujours admis l'usage de stipulations permettant au mari survivant de conserver à titre de contre-augment, certains droits sur la dot de sa femme. Aux ^xⁱ^e et ^{xii}^e siècles, beaucoup de statuts municipaux, qui furent alors rédigés dans les villes du Midi, admirent ce droit pour le mari ; certains le considéraient même comme toujours présumé. C'était la solution à Bordeaux, à Toulouse, à Montpellier. On mettait cependant certaines conditions à l'octroi de ce gain nuptial. Les uns ne reconnaissaient ce droit au mari que quand des enfants étaient nés du mariage ; les autres, sans tenir compte de l'existence des enfants, exigeaient d'autres conditions. Les statuts municipaux de Toulouse se distinguaient particulièrement ; ils exigeaient, en effet, ou que l'union conjugale ait été physiquement consommée, ou qu'il y ait eu tout au moins communauté d'habitation.

Voici ce que dit l'article 3 au chapitre de la dot.

« Item consuetudo tholosae, seu usus, quod maritus uxore
« sua premortuâ, cognitâ per eum carnaliter vel transductâ,
« lucratur dotem et converso, uxor viro suo praemortuo,
« lucratur donationem propter nuptias, seu dotalicium,
« sive decesserunt ipsi conjuges, ut dictum est, liberis
« communibus existentibus seu non existentibus (1). »

(1) *Coutume de Toulouse*, édit. Tardif. *De dotibus*, § 113, p. 34.

L'augment n'avait cependant pas de force obligatoire, puisque la Coutume elle-même invoque sur ce point la liberté des conventions « et hoc nisi aliter actum vel conventum fuerit inter ipsos ». Dans la Coutume de Montpellier, article 118, l'augment du mari est limité aux immeubles dotaux (1).

« Res immobiles quæ in dotem vero traduntur, si premo-
riatur, uxor vir debet uti et tenere in tota vita sua, nisi
pactum in contrarium reclamaverit. »

On retrouvait l'augment du mari à Bordeaux, à Cahors, dans la Coutume de la Marche et dans quelques Coutumes locales auvergnates, dont Etienne Guibert nous donne, dans son Commentaire, l'énumération (2).

L'article 76 de la Coutume de Limoges s'inspirait donc des principes admis dans nombre de statuts municipaux du Midi. La Coutume accorde au mari un droit distinct sur la dot mobilière et sur les immeubles dotaux.

« Item cosduma es en dich chasteau que si la molher, la-
qual a agut effan de son marit mor, lo marit ganha la
pegulhieira en chauzas movatblas e si en chauzas immo-
vatblas la ganha en sa vita, mas que l'effan d'eytal, viva per
l'espazi d'un jorn et d'una noch, en aquesta manieyra que

(1) Giraud, *Essais sur l'histoire du droit français*, t. I.

(2) Coutume de Montpensier (Auvergne), art. 44. Coutume de Cussat (Auvergne). Coutume de la ville de Nezat (Auvergne). Coutume de Vichy (Bourbonnais). L'augment y est fixé à la moitié de la dot.

Coutume de la Marche (art. 255).

« Le mari qui survit gagne lit, robes, bijoux de la femme en faisant faire des funérailles suivant son état ».

« lo jorn enqua l'effan d'eytal naya hom. pren per tot lo
« jorn, eyen meteys de la noch en qualque hore que l'eif-
« fan neichra. »

Après la naissance d'un enfant vivant le mari avait donc droit en cas de survie :

D'une part, à un droit de propriété sur la dot mobilière ; d'autre part, à un droit de jouissance viagère sur les immeubles dotaux. Ceux-ci devaient donc après sa mort revenir à la famille de la femme. Ainsi la dissolution du mariage a amené des modifications aux droits que l'art. 48 reconnaît au mari, pendant la durée de l'union conjugale. Sans doute le droit du mari est toujours basé sur l'existence des enfants. Mais pendant le mariage, le mari peut valablement disposer, avec le concours de sa femme, de tous les biens dotaux sans distinction.

« Si lo marit an agut effans leals de la molher, a donc de
« lor voluntat porian vendre las chauzas qui s'appartenen
« au douaire », dit l'article 48.

Après la dissolution du mariage, le mari peut encore disposer de la dot mobilière, l'aliéner à son gré, s'il s'agit au contraire des immeubles dotaux il n'a sur eux qu'un droit d'usufruit.

Il semble que la mort de la femme puisse expliquer la différence de traitement entre les deux catégories de biens dotaux. La protection plus sérieuse que, dans les idées de l'époque, on accordait aux immeubles dotaux exigeait que le mari, même après la mort du constituant, demandât le concours de sa femme pour les aliéner valablement. Une

fois la femme disparue, on craignit sans doute que le mari, ne se laisse trop facilement entraîner à réaliser ses immeubles, aussi ne lui accordait-on que l'usufruit. La distinction entre les deux catégories de biens était déjà établie au moyen âge par les glossateurs, au dire d'Etienne Guibert, qui écrit lui-même dans son commentaire, « *Mobilium vilis et abjecta possessio dicitur* ».

Il consacre d'ailleurs à l'étude de l'augment du mari, un chapitre très détaillé et il n'envisage nullement l'article 76, comme accordant, d'un côté, un simple droit de propriété, de l'autre, un simple droit d'usufruit. Mais pour suivre son raisonnement, il nous faut tout d'abord reproduire sa traduction latine de la Coutume.

« *Maritus lucratur dotem perpetuo si dos consistat in mobilibus, et si dos consistat in immobilibus lucratur ad vitam, dummodo partus vel proles hujusmodi vixerit per diem et noctem.* »

Pour notre commentateur les rédacteurs de la Coutume ont voulu opposer un droit de propriété ferme, et irrévocable malgré la survenance d'un enfant, à un droit d'usufruit révocable dès que l'enfant est né. La naissance de l'enfant est donc pour lui le point important dans cette question de l'augment du mari.

Il y a donc acquisition définitive de la dot mobilière, exprimée par le mot *lucratur perpetuo*, et il résume aussi sa pensée.

« *Maritus lucratur perpetuo id est quoties cumque et quomodocumque prolem vixerit et susceperit ex viro.* »

Nous ne croyons pas que cette interprétation soit exacte ; elle repose comme nous venons de le voir sur le mot *perpetuo* appliqué à la dot mobilière, et cet adverbe ne correspond à aucun équivalent dans la version romane de la coutume, qui dit simplement ceci : « si la molher, laqual a agut effan deu marit mor, le mari ganha la pegulhieyra. Il est vrai que l'article subit, peut-être, plus tard une modification, sinon il faudrait appliquer à Etienne Guibert le fameux axiome, « traductore, traditore ».

Certaines Coutumes, entr'autres la Coutume d'Auvergne, permettaient aux futurs époux d'écarter l'augment du mari par contrat de mariage ; mais à Limoges on n'admettait aucune restriction.

L'insistance avec laquelle Etienne Guibert traite du contre-augment et les nombreuses questions qu'il soulève, à propos de son application, prouvent tout l'intérêt qu'il suscitait encore en ville plus de quatre siècles après sa promulgation.

Mais pour se maintenir si longtemps en honneur, l'augment du mari dut se modifier plusieurs fois. La jurisprudence tout en reconnaissant toujours le principe, fit aboutir quelques-unes de ces modifications. Elle amena tout d'abord, au témoignage de Guibert, une restriction importante aux droits du mari. Les bijoux, les robes, et tout ce qui, en général, se rattachait au mobilier personnel de la femme, dut à sa mort faire retour à ses héritiers légitimes ; ils ne constituaient pas à proprement parler une dot, ajoute Guibert, mais bien une part de la fortune personnelle de la femme ;

« Mundus autem muliebris... et vestes ceteraque supellex
« feminea usui cultuque destinata uxoris legitimis ejus
« redderetur heredi, propter destinationem, quae facit, ut
« magis destineatur muliebris quam dotis constitutae. »

L'ancienne Coutume d'Auvergne consacrait au contraire formellement le droit du mari sur les bijoux et les vêtements de la femme qui étaient ainsi incorporés à l'augment (1).

D'autres difficultés se présentaient dans la pratique. Le mari, nous l'avons vu, avait, d'après l'article 46, l'administration et la jouissance de la dot mobilière ; il pouvait en négociant ces valeurs acheter des immeubles. Quel droit pourra-t-il exercer sur eux à la mort de la femme ?

Au premier moment, on pourrait croire que le mari ne peut prétendre qu'au droit d'usufruit, que l'article 76 lui reconnaît sur la dot mobilière. Mais Guibert, qui prévoit aussi ce cas nous dit que, sous l'influence des romanistes (2), on avait admis que les immeubles ainsi acquis, devaient être considérés comme faisant partie de la dot mobilière, le mari en conservait donc la propriété.

A l'époque où la Coutume fut rédigée comme pendant tout le moyen âge, les seconds mariages étaient extrême-

(1) « Item de consuetudine Alverniae vir supervivens uxori, lucratur lectum et raupas, id est tunicas nuptiales una cum jocalibus, sed pro his tenetur solvere impensam funerum ipsius defunctae.

Masuerius Chap. *De dote et matrimonio*, § 2.

(2) L. 12, C. *De jure dotium*, L. V, t. XII.

Ex pecunia dotali fundus a marito tuo comparatus, non tibi quaeritur, cum neque, uxori, actionem empti possit acquirere, at dotis tantum actio tibi competit.

ment fréquents, malgré le peu de faveur que leur témoignait l'Eglise. En contractant un second mariage les futurs époux pouvaient songer à stipuler au profit du survivant un avantage quelconque et l'augment coutumier du mari était de droit.

La question n'offrait pas de difficulté si la femme n'avait pas d'enfants du premier lit.

Dans le cas contraire, on devait, bien entendu, appliquer la loi « *hac edictali* » (1), et limiter ainsi à une part d'enfant le droit du second mari sur la dot de la femme. Cette disposition avait d'ailleurs été confirmée par l'édit de François II sur les secondes noccs ; ce texte exigeait en outre que les libéralités faites par le défunt au conjoint qui se remarie soient réservées aux enfants du premier lit.

Mais Guibert nous révèle qu'à l'époque où il écrivait son commentaire, une partie de l'opinion publique voulait aller plus loin et déniait au second mari tout droit à un augment quelconque. Guibert était d'ailleurs lui-même prêt à défendre les droits du mari, en proclamant l'absolue liberté pour la veuve, de disposer de son patrimoine. En voulant pousser plus loin les arguments en faveur de sa thèse, il arrivait à une conclusion complètement fausse ; pour lui aucun conflit d'intérêts ne pouvait s'élever entre le second mari et les enfants du premier mariage, ces derniers n'ayant aucun droit à lui opposer du vivant de leur mère.

C'était méconnaître complètement toute la réglementation législative en matière de secondes noccs.

(1) Const. 6, C. L. V, tit. II, *De secundis nuptiis*.

Dans certains cas, cependant, le droit à l'augment était perdu pour le mari.

Le mari meurtrier de sa femme ne peut plus, bien entendu, invoquer ce droit. Mais Guibert se montre particulièrement rigoureux en le refusant même au mari qui profitant de l'excuse légale, met à mort sa femme surprise en flagrant délit d'adultère. L'impunité est, peut-être alors plutôt une concession qu'une absolution, et notre honnête commentateur considère comme immoral, que le mari puisse, même indirectement, tirer profit de l'adultère de sa femme,

« non tam lege jubetur, quam conceditur, ideoque non
« debet merces suboriri, ubi tanta domi injuria nascitur. »

Le mari n'avait d'ailleurs aucune raison de faire valoir son droit devenu sans fondement. Il était basé en effet sur un sentiment d'affection et d'attachement de sa femme qui ont été démentis par la preuve manifeste de son infidélité. Cela est si vrai, que si la femme avait fait un testament en faveur du mari, le testament était révoqué par le fait même.

À partir du xvi^e siècle l'usage des substitutions, qui s'était peu à peu répandu en Limousin, mit un nouvel obstacle à l'augment du mari. En effet, la femme qui avait reçu en dot un bien grevé de substitution, était tenue de le conserver et de le rendre intact au bénéficiaire. Elle n'en était en effet que dépositaire et le montant de cette dot ne figurait pas à titre définitif dans son patrimoine ; elle ne pouvait, en outre, en disposer librement, n'en étant pas propriétaire. Le constituant qui voulait ainsi grever la dot devait faire mention de

la substitution dans l'acte même ; s'il s'est dessaisi, il n'a plus aucun pouvoir sur les biens constitués en dot et la substitution est nulle.

Elle constituait néanmoins une charge très dure pour les futurs époux et pouvait même parfois faire obstacle au mariage. On demandait alors au bénéficiaire de la substitution de renoncer à ses droits en apposant sa signature au contrat de mariage ; et le mari réclamait valablement son droit à l'augmen .

La multiplicité des questions que soulève Guibert en commentant l'article 76, et qu'il avait eu sans doute à résoudre dans la pratique, prouve combien l'usage de ce gain de survie avait conservé de vitalité, mais il était sans doute aussi cause de bien des abus ; la pratique s'en accommodait mal et Guibert se fait l'écho des plaintes qui s'élevaient de divers côtés dans les familles contre son application ; bien des gens critiquaient cet article des statuts, et, en bon romaniste, le commentateur traduit leurs sentiments d'une façon assez originale.

« Hunc vero nostri moris articulum multi designantur
« tanquam Gothicam. »

Pouvait-on se soustraire à cet article 76 ? Cela était possible à son avis, mais il reconnaissait que c'était, en principe, un tort de vouloir se soustraire à une coutume qui avait été octroyée aux habitants de leur plein gré (1) .

Mais les adversaires de l'article 76 ne se tinrent pas pour

(1) « Praeterquam quod verbis statuti parendum est, quamvis duri, quia sunt, volentibus non inviti imposita. »

battus, ils entamèrent indirectement la lutte, et arrivèrent à supprimer en fait l'application de la coutume sur ce point en la laissant tomber en désuétude. Guibert prit lui-même partie dans la question qu'il pose en ces termes :

« Sequitur saepius agitata questio, an eo casu quo matri
« proles supervixit, tale lucrum competat marito. »

Quand les enfants survivent à leur mère le mari conserve-t-il son droit à l'augment ?

Rappelons tout d'abord le texte de l'article.

« Si la molher laquel a agut effans de son marit mor, lo
« marit ganha la pegulheira en chausas movatblas, e si es
« las chauzas immovatblas, la ganha a sa vita, mas que
« l'eyffan d'egunal, viva per l'espazi d'un jorn et d'una noh. »

Les adversaires de l'augment, qu'on pourrait appeler le parti des parents, invoquaient contre l'application de l'article de nombreux arguments.

L'un de ceux dont ils se réclamaient le plus volontiers devait avoir en pays de droit écrit, beaucoup de force. Ils s'appuyaient sur le principe si respecté du droit de retour pour réclamer la dot en faveur du constituant et de l'ascendant donateur. Le principe de la puissance paternelle domine, disaient-ils, toute la Coutume, et on ne doit pas y porter atteinte ; reprenant l'idée du Digeste, ils ajoutaient : les parents sont d'autant plus intéressants qu'ils viennent de perdre leur fille ; il est inutile et cruel de leur créer d'autres ennuis en refusant de leur rendre la dot.

Ces raisons de sentiment n'avaient pas grande valeur en présence d'un texte exprès ; mais on en opposait une autre

plus juridique bien que, peut-être, un peu trop subtile. L'augment, disait-on, est une partie de la dot ; or la dot fait partie du patrimoine de la femme, et une fois le mariage dissous, on ne peut plus la réclamer à titre de dot, mais bien à titre de succession. La coutume ne réglemente pas le droit successoral, elle n'est donc pas applicable ; l'augment n'a plus de fondement légal, puisqu'il n'est pas reconnu en droit commun.

C'était du même coup supprimer l'article 76.

Le texte de la Coutume était cependant aussi net et aussi précis que possible ; et il n'exige nullement, pour que le mari survivant ait droit à l'augment, que les enfants meurent avant la mère. La seule condition exigée était la présence des enfants nés du mariage ; en exigeant en outre la condition de survie des enfants, on arrivait à empêcher en fait le mari d'user de son droit dans la plupart des cas ; il est, en effet, dans l'ordre des choses que la mort de la mère précède celle des enfants, Guibert fait d'ailleurs très bien ressortir l'illogisme de cette théorie ; l'événement qui fait naître le droit à la dot, la naissance de l'enfant, serait en même temps la cause de sa perte.

« Non debet jactura dotis emergere, unde lucrum emer-
« sit. »

C'était aller entièrement contre l'esprit de la Coutume et contre l'intention de ses rédacteurs qui avaient songé à établir pour le mari survivant un régime de faveur.

La mère de la femme pouvait-elle invoquer son droit de retour sur l'augment au même titre que le père ? La ques-

tion était, elle aussi, discutée, mais en général on admettait la négative, puisque la mère n'était pas investie de la puissance paternelle et qu'il n'y avait par conséquent pour elle aucune obligation de doter ses enfants.

L'opinion publique avait sans doute une raison sérieuse pour réclamer ainsi l'abrogation de l'article 76 ; elle nous est fournie par Guibert dans un passage de ses commentaires.

Au ^{xvii}^e siècle, le Limousin commençait à bénéficier de la période de calme qui avait succédé dans le pays aux guerres de religion. On donnait en dot aux jeunes filles des sommes considérables, et qui n'étaient aucunement en rapport avec la fortune des familles ; certaines la dépassaient même de beaucoup. Notre commentateur regrette que ses concitoyens ne se soient pas conformés aux préceptes romains qui recommandaient de s'en référer pour la constitution de la dot aux ressources de chacun (1) ; il cite l'exemple de Marseille où la dot ne dépassait pas 100 livres ; mais les lois et règlements qui avaient essayé d'arrêter les abus n'étaient pas observés. Guibert reconnaît qu'il est impossible de résister aux habitudes nouvelles et il conclut philosophiquement « *sed prevalent nostra mala remediis* ».

Souvent les parents s'étaient parfois gênés, même ruinés, pour le mariage de leur fille ; trouvant abusif que le mari puisse bénéficier des revenus de la dot pendant son veuvage, ils essayèrent de réagir.

L'augment coutumier ne répondait plus aux besoins et

(1) L. 60, D. Liv. 23, tit. 3. « Modis et facultatibus, et dignitate muliebris statuendus est quousque ratio patitur. »

aux mœurs de l'époque ; n'ayant plus de fondement dans les faits, il ne devait pas tarder à tomber en désuétude. La jurisprudence devait d'ailleurs accentuer encore le mouvement ; l'éditeur des commentaires de Guibert nous apprend, par une note, qu'un arrêt solennel du Parlement de Bordeaux, intervenu en 1656, entre les Disnematin, décida que la dot devrait être restituée quand les enfants survivraient à la mère, du vivant du constituant.

Cet arrêt mit fin à toutes les controverses, et la question ne se plaïda plus.

Nous ne trouvons pas, à Limoges, de gain de survie analogue aux bagues et bijoux du Bordelais. Peut-être aurait-on pu y rencontrer à titre exceptionnel, un droit se rapprochant du droit de deuil et d'habitation qui, dans certaines régions, permettait à la femme de réclamer aux héritiers du mari, les dépenses de ses habits de deuil et un logement pendant une année (1). C'était surtout dans son testament et à titre de legs que le mari prenait de telles mesures.

L'étude de détail que nous avons entreprise des différents gains de survie coutumiers en usage à Limoges, est ainsi terminée.

L'un, dérivant de l'oscle, permettait à la veuve de bé-

(1) Cependant nous avons trouvé dans un contrat de mariage en date de 1680 une stipulation ainsi conçue :

« Et outre le gain nuptial, cy-dessus aura lad, future épouse dans la maison de son mari une chambre garnie, et ustensiles suivant sa condition pendant sa viduité. »

néficier d'une part de la dot à la dissolution du mariage ; grâce à l'augment coutumier, le mari peut, lui aussi, maintenir son rang à la mort de sa femme ; ces deux gains de survie ont eu par la suite des destinées différentes ; alors que l'oscle s'est maintenu dans l'usage, jusqu'au milieu du xviii^e siècle, le contre-augment, avait dû un siècle auparavant, plier devant les décisions nouvelles de la jurisprudence.

CHAPITRE VI

DES DONN MUTUELS ENTRE ÉPOUX.

Le Limousin, pays de droit écrit, ne connaissait pas les donations mutuelles faites entre époux au cours du mariage ; en droit romain, elles étaient en effet interdites. L'*oratio Antonini* avait permis cependant la donation à cause de mort que le donateur ne révoquait pas avant de mourir.

Bien souvent, les futurs époux se reconnaissaient par contrat de mariage des gains de survie réciproques, véritables donations à cause de mort.

On en trouve un exemple dans le contrat de mariage d'Alain d'Albret, seigneur d'Orval, et d'Isabeau de la Tour, veuve de Guillaume de Bretagne, passé au château de Ségur, le 25 novembre 1456.

« Aujourd'hui au traité du mariage pourparlé..... *Item* et
« si advenait qu'il décède avant mademoiselle, elle demeure
« rera dotée après son trépas de place chateau et seigneurie
« de Chateameillan et douze cents livres de rente, et iceux
« tenir en douhaire sa vie durant.

« *Item* ainsi s'il advient la dite demoiselle décéder avant
« mondit seigneur d'Orval son futur époux, elle a voulu
« qu'il demeure doté et lui donne dès à présent au dit cas,
« en faveur du dit mariage, et pour les charges qu'il lui con-

« viendra supporter à cause d'iceluy, la somme de deux mille écus d'or à prendre une fois sur le propre d'elle. »

Dans un autre contrat de mariage de 1680, on trouve également la mention d'un double gain nuptial.

« Lequel prédécès arrivant, ladite future épouse pourra, outre ce qui est dit ci-dessus, prendre par faveur de gain nuptial sur les biens du futur époux la somme de 600 livres, ledit futur en cas de prédécès de la future la somme de 600 livres. »

Dans le ressort du Parlement de Bordeaux, cette double stipulation d'augment et de contre-augment portait le nom générique d'agencement ; ce droit était réduit pour le survivant à un simple usufruit ; mais il n'y avait rien là du don mutuel des pays coutumiers.

(1) Clément-Simon, *Archives historiques de la Corrèze*, t. I, p. 377.

DEUXIÈME PARTIE

DU DROIT SUCCESSORAL

CHAPITRE PREMIER

DE LA DÉVOLUTION AB INTESTAT.

Ce fut le Code Théodosien qui inspira tout d'abord les principes successoraux de la Gaule méridionale. Le bréviaire d'Alaric en avait en effet reproduit les dispositions.

Quand il fut promulgué en 438, l'influence chrétienne n'avait pas encore fait disparaître l'antique conception romaine de la famille civile ou agnatique ; c'est ainsi par exemple que les enfants émancipés devenus étrangers à la famille ne pouvaient pas, même alors, en concours avec les agnats, recueillir leur part entière dans la succession de leur frère.

De pareils principes ne pouvaient subsister longtemps avec le développement des idées chrétiennes, tendant à proclamer toujours les droits de la parenté naturelle. La construction savante et complexe de l'agnation romaine, s'était effritée peu à peu au contact d'idées nouvelles.

Ce sont autant de raisons qui expliquent le vif succès de la Nouvelle 118, lorsque les leçons de Placentin, et les doctrines de l'école de Montpellier la remirent en honneur (1).

Celle-ci substituait purement et simplement à la succes-

(1) Jarriand, « La Nouvelle 118 en droit romain », *Histoire de la Nouvelle 118 dans les pays de droit écrit* (Paris, thèse, 1889).

sion agnatique, le principe d'une succession basée sur les liens du sang. Justinien avait établi l'ordre si clair, si naturel et si logique, que nous suivons encore aujourd'hui. Les héritiers se divisaient en quatre classes :

Les descendants :

Les ascendants avec les frères et sœurs et leurs enfants ;

Les frères et sœurs consangins et utérins et leurs descendants au premier degré ;

Enfin les simples collatéraux.

Les frères et sœurs germains étaient tout d'abord primés par les ascendants ; mais Justinien, dans la Novelle 84, leur concéda le privilège du double lien qui leur permit de primer les autres frères.

Lorsqu'un des héritiers venait à mourir, on permettait à l'héritier subséquent de prendre sa place et de réclamer, par représentation, sa part de la succession du défunt (1). Ce principe fut étendu aux héritiers de la ligne collatérale, par la Novelle 118 (2). Les pays de droit écrit l'adoptèrent peu à peu, alors qu'il ne parvint jamais, jusqu'au Code civil, à s'établir complètement en pays coutumier.

(1) Institutes I-III. *De hereditibus quae ab intestato deferuntur.*

« Cum filius, filia, et ex altero filio nepos neptis ve existunt pariter ad hereditatem (avi vocantur), nec qui gradu proximior est ulteriorem excludit. »

(2) Novelle 118, ch. 3, *De successione ex latere venientium.*

« Si autem defuncto fratres fuerunt, et alterius fratris aut sororis premortuorum filii vocabuntur ad hereditatem, et, quandocumque fuerunt, tantam ex hereditate percipient portionem, quantam eorum esset futurus accipere, si superstes esset. »

Au moment de la renaissance des études romaines, quand on s'efforça de faire pénétrer dans le midi les principes de la législation Justinienne, en matière de succession, des Coutumes territoriales se formaient un peu partout.

Par un phénomène digne de remarque, ce sont les habitants des villes importantes, qui, dans leurs Coutumes municipales, opposèrent le plus de résistance à l'application de la Nouvelle 118. Il semble, au contraire, que la population urbaine, dont la civilisation était plus avancée, dont l'esprit était plus avide de liberté, aurait dû se laisser séduire par l'équité de l'œuvre de Justinien, et par l'égalité absolue qu'elle établissait entre héritiers, sans distinction ni privilège d'aucune sorte. Il s'était formé, dans ces villes, un foyer de réaction coutumière, dont le but était, précisément, d'empêcher l'établissement de l'égalité entre héritiers, en distinguant suivant la nature des biens, ou la qualité des successibles ; ces influences coutumières furent particulièrement sensibles dans les régions du Sud-Ouest.

Voyons maintenant sur quels points la résistance s'exerça le plus vivement.

Les pays coutumiers appliquaient, en matière de dévolution successorale, une règle primordiale qui se formulait ainsi : « *Bona paterna paternis, bona materna maternis* ». On prenait en considération dans une succession, l'origine des biens ; suivant que le défunt les tenait de la ligne paternelle, ou de la ligne maternelle, c'étaient les héritiers de l'une ou de l'autre ligne qui en bénéficiaient.

Cette règle était expressément admise par la Coutume de

Condom rédigée en 1314, par celle de Bergerac, qui date de 1327. La Coutume de Bordeaux l'appliqua aussi plus tard, en ces termes :

« Si aucun va de vie à trépas sans faire testament, son plus proche parent du côté ou lignage, d'où les biens sont descendus, lui succède (1) ».

Quelquefois la règle n'était pas appliquée purement et simplement ; c'était le cas de la Coutume de Cahors qui la restreignait à la succession des impubères (2) ; la Coutume de Toulouse était allée plus loin ; dans son article 124 elle repoussait le système de la Nouvelle, et ne reconnaissait la qualité d'héritiers qu'aux seuls parents paternels (3).

M. Jarriand rapporte, dans son *Etude sur l'histoire de la Nouvelle* 118, qu'un certain de Lamoignon cite Limoges au nombre des villes qui admettaient la distinction entre les deux lignes. Aucun texte de la Coutume n'y fait cependant allusion, et aucun des documents que nous avons consultés ne nous a révélé la trace d'une règle semblable (4).

(1) *Coutume de Bordeaux*, chap. 5, art. LIV, Bourdot de Richebourg, p. 896.

(2) Une explication de cette curieuse disposition a été donnée par M. Viollet dans son *Histoire du droit civil français*, éd. de 1905, n° 851.

(3) Art. 124, *De successionibus ab intestato*, tit. VI, éd. Tardif, p. 89.

Noverint quod usus sive consuetudo est Tholosae quod si aliquis homo vel femina, non habens patrem, decedit ab intestato quod omnia bona et res et jura mobilia et immobilia illius personae defunctae, in gradu parentela ex parte patris. Et si forte illia persona defuncta patrem habet tempore suae mortis, pater illius personae defunctae succedit in bonis illius et ei remanent et devolvuntur de consuetudine Tholosae.

(4) Le *Commentaire* de Guibert est muet sur ce point.

A notre avis, la dévolution s'y opérait également pour tous les biens.

On n'y trouve pas davantage, un privilège quelconque au profit de l'ainé ; cette faveur était d'ailleurs beaucoup moins répandue en pays de droit écrit ; son origine essentiellement féodale lui donnait un caractère tout à fait exceptionnel. La Coutume de Bordeaux et certaines Coutumes des pays basques étaient seules à l'admettre.

Mais il est un autre point, sur lequel la plupart des coutumes urbaines avaient modifié l'application de la Novelle. Celle-ci admettait, nous l'avons vu, l'égalité absolue entre frères et sœurs quant à la succession des parents ; mais une habitude contraire avait pris naissance en France au moyen âge, même en pays de droit écrit, sous l'influence d'idées coutumières et pour empêcher que, grâce à un mariage, les biens patrimoniaux ne passent dans une autre famille. Pour éviter ce résultat, on obligeait, le plus souvent, les filles à renoncer dans leur contrat de mariage à leur part de la succession des parents ; leur dot devait leur en tenir lieu. Cette convention était inconnue en droit romain, car elle constituait un pacte sur succession future ; mais la pratique ne se découragea pas, et on exigea alors de la jeune fille renonçante une prestation de serment sanctionnée par le droit canonique. L'usage de ces stipulations se généralisa peu à peu et quand des coutumes locales furent rédigées, plusieurs les sanctionnèrent légalement.

Dès le ^{xii}^e siècle, nous voyons cette clause insérée dans

les statuts d'Arles ; puis, après la guerre des Albigeois, dans les Coutumes nobles de Narbonne, en 1332.

La Coutume municipale de Toulouse, qui remonte à 1286, consacre en termes formels l'exclusion des filles.

« Item est consuetudo Tholosae seu usus, quod si aliquis
 « pater, maritaverit vel dotaverit filiam vel filias suas, et in
 « testamento suo, relicto alio filio suo, vel filiis heredibus,
 « aut aliquo extraneo, vel etiam, si pater sine testamento, de-
 « cesserit, alio filio suo, sive filiis superstitibus, illa filia seu
 « filiae maritatae ab ipso patre vel dotatae, non possunt ipso
 « patre mortuo, de bonis dicti patris aliquid petere vel ha-
 « bere, quamvis etiam dictus pater in testamento suo, si
 « fecerit illi filii vel filiae nihil reliquerit sic dotatis » (1).

La renonciation n'était donc exigée que pour la succession paternelle ; la jeune fille dotée pouvait d'ailleurs se soustraire à cette règle, quand son père mourait intestat, en insérant dans son contrat de mariage, la clause, « sauf future succession ».

La Coutume de Montpellier porte dans son article 12 (2) :

« Pater qui maritat filiam vel filias suas, cum hereditate
 « averi, vel honoris, vel hereditat eas cum averio vel ho-
 « nore, postea non possunt illae filiae aliquid petere in
 « bonis paternis nisi pater eis dimiserit. »

L'article 76 des statuts municipaux de Bordeaux (3) excluait, comme ceux de Toulouse, la fille, de la succession paternelle.

(1) Edit. Tardif, *De dotibus*, parag. 117, p. 54.

(2) Edit. Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français*, t. I, p. 51.

(3) Edit. Barckausen, *Livre des Coutumes de Bordeaux*, 1900, p. 69.

« Costuma es en Bordales que quant lo payre a maridat
 « la filha e la maridat deden la citat o de fora ; si deden la
 « cyptat, opus no deu estar recebuda a partir los bens pater-
 « nans, ab los filho mascle deu medis payre ni deven succe-
 « dir, ou de fracs ; apres la mort de aucuns deus deitz
 « frayres, o filho ; empero am bens de la mayr ben deu suc-
 « cedir. »

Dans le Quercy, on retrouvait les mêmes mesures, entr'autres dans les Coutumes de Thégra et de Gourdon.

Limoges et le Limousin étaient donc entourés de Coutumes portant exclusion des filles dotées ; notre coutume suivit leur exemple dans son article LIV sur le partage entre frères ; les filles déjà dotées n'y sont pas admises.

« e las terras e los beys deven égalment devir en bona
 « fe ; ses far negun avantatge o negun de lor. E en aquetz ca
 « atge sufficien, si pren em l'osme de XV ans et de XII en
 « la femna laqual na es estada dotada, oper lo payre certas
 « beys donat nolhe son estat o, ordendt per doty etc. »

La pratique s'était unie d'ailleurs à la Coutume, et presque tous les contrats de mariage portent, avec la constitution de dot, la clause de renonciation à la succession des parents ; cette clause devint presque de style et se conserva jusqu'au dix-huitième siècle, d'après les contrats de mariage que nous avons pu consulter.

Le plus ancien, que nous ayons rencontré, date du 3 novembre 1341. C'est le contrat de mariage d'Archambault de Comborn et de Marie de Châlus.

« Item actum est et etiam concordatum. Quod per hoc pre-

« dicta filia et ipsius maritus, renuntiabunt et renunciando juri
« quod habent et habere possunt, in omni hereditate quae
« competit seu competere potest predictae filiae, tam ex
« parte patris, quam ex parte matris. »

La même renonciation se retrouve à trois siècles de distance dans un contrat de mariage passé à Limoges le 26 août 1645.

« Ledit futur époux a déclaré être bien et suffisamment
« doté et apportonné sur les biens paternels, maternels et
« collatéraux et ladite future épouse déclare renoncer à tous
« ses droits, légitime, et supplément d'icelle, qu'elle pour-
« rait prétendre, sur les biens de ses dits père et mère et de
« ses parents par succession future et de droit. »

Dans un autre acte plus récent de quelques années, il est du 8 août 1677, la renonciation contient cette restriction : « sauf la succession future que de droit ». Il y avait là sans doute une réserve pour l'avenir.

Cet usage persistant de l'exclusion des filles est d'autant plus remarquable qu'à Toulouse il disparut peu à peu. Soulatges nous dit en effet que cette « Coutume n'est point observée, comme étant contraire au droit commun suivant lequel, dans les successions *ab intestat*, les enfants doivent succéder sans distinction de sexe, par égale portion, et sans distinction de ceux qui sont sous la puissance paternelle ou qui sont émancipés (1) ».

Cette exclusion des filles dotées ne se produisait pas ex-

(1) Soulatges, *Coutume de Toulouse*, 1770, p. 339.

clusivement en faveur des frères, elle profitait à tous les co-héritiers. Il n'y avait pas, comme dans l'ancienne coutume d'Auvergne, de privilège de masculinité. L'article 19 de cette dernière coutume stipulait que :

« La fille mariée par le père, mère ou ayeul paternel, mesmément quand on lui a constitué dot, ne peut aucunement succéder *ab intestat* à ses père, mère, etc..... tant qu'il y aura des mâles ou héritiers..... ce qui a été introduit par la coutume en faveur des mâles ». Masuer reconnaît lui-même (1) qu'il y avait là une mesure exceptionnelle « *consuetudo exorbitat a jure communi* », dit-il dans son commentaire.

L'exclusion des filles dotées était donc la seule dérogation à la Nouvelle 118 qu'ait admise notre coutume.

(1) Masuerius : *Practica Senecalliae Alxerniae*.

CHAPITRE II

DES DROITS SUCCESSORAUX DU CONJOINT SURVIVANT.

Nous venons d'étudier les différentes catégories d'héritiers qu'avait établies, en pays de droit écrit et à Limoges, la Nouvelle 118. Parmi eux, aucune place n'est faite au conjoint survivant. Cependant il n'était pas oublié ; si, en droit coutumier, on lui préférait le fisc, il en était autrement en droit écrit. On en était encore à l'antique *bonorum possessio* « *unde vir et uxor* », initiative prévoyante de l'édit prétorien. Justinien ne l'avait pas abolie et il n'avait fait que la compléter en créant la quarte du conjoint pauvre.

A défaut d'héritier légitime le conjoint devait donc venir à la succession de son conjoint prédécédé.

« *Maritus et uxor ab intestato invicem, sibi in solidum*
« *pro antiquo jure succedant, quoties deficit omnis paren-*
« *tum liberorumve seu propinquorum legitima seu naturalis*
« *successio* » (1). Ce droit du conjoint était reconnu dans tout le Sud-Ouest ; il fut recueilli par la loi des Wisigoths (2) et l'*interpretatio* qui lui fait suite s'exprime ainsi :

« *Haec lex constituit id, ut omnes propinqui, uxorem in-*
« *testati mariti, successione prohibeant, et maritum simili-*

(1) C. L. VIII, t. XVIII, *De bonorum possessione unde vir et uxor*.

(2) *Forum judicum*, IV. II. 11.

« ter a successione intestatæ uxoris excludant ; sed si pro-
 « pinqui omnino defuerunt, hunc sibi invicem excluso
 « fisco, maritus vel uxor succedunt. »

Ce fut seulement au début du xiii^e siècle, lorsque le droit des Nouvelles se répandit, qu'on songea à appliquer la quarte du conjoint pauvre. Justinien l'avait réglementée dans deux textes différents, la Novelle 53, et la Novelle 117 ; chacune attribuait au survivant une part différente ; d'autre part la Novelle 53 ne s'appliquait qu'à la femme survivante et non dotée (1). L'application de ces deux Nouvelles fut pendant tout l'ancien droit, l'objet de vives controverses, dans la doctrine. Devait-on accorder un droit quelconque au mari ? ou au contraire la Novelle 117 serait-elle seule appliquée ? L'opinion la plus large finit par prévaloir et on appliqua la Novelle 53. Un des partisans les plus déterminés de son application, Bénédicti, expliquait ainsi ses préférences (2).

« Il serait malhonnête et malséant, disait-il, dans le style
 « emphatique de l'époque, que le mari d'une femme qui a
 « des biens mendiat son pain après la mort d'icelle, car
 « d'un mariage dissous par la mort, le survivant des con-
 « joints est révééré, et la gloire du défunt passe à l'autre. »

(1) Novelle 53, chap. 6, *De muliere inope indotata*.

Propterea sancimus providentiam fieri etiam harum et in successione morientis, et hujusmodi uxorem cum filiis vocari et, sicut scripsimus legem volentem si sine dote existentem uxorem vir demiserit quartam partem ejus substantiæ accipere eam..... si tamen legatum aliquod reliquerit ei vir, minus quarta parte, compleri hoc ut sicut laesas eas juvamus si forte divisae fuerint indotatae.

(2) Cité par M. Jarriand, *Histoire de la Novelle 118 dans les pays de droit écrit*, p. 421.

Le survivant avait donc droit au quart de la fortune du défunt.

La Novelle 117 réduisait cette part à un usufruit, quand il y avait des enfants (1). Cette part variait elle-même suivant leur nombre.

Certaines villes avaient modifié cette quotité dans leurs statuts. La très ancienne Coutume de la Réole par exemple, la fixait à la moitié des biens du défunt ; celle de Montpellier à l'usufruit de tous les biens.

A Limoges dans le silence de la coutume le système de la Novelle 117 devait être appliqué aussi bien que dans les autres pays de droit écrit ; toutefois en pratique, son application devait être rare au cas de prédécès du mari ; celui-ci testait le plus souvent, en effet, en faveur de sa femme, et chargeait ses héritiers et ses exécuteurs testamentaires de veiller à ce qu'elle fût à l'abri du besoin.

(1) Nov. 117, ch. V.

Ut cum matrimonium est sine dote et conjux superstes inops mortui quartam partem accipiat.

... Uxorem autem ex utroque horum casuum si quidem usque ad tres habuerit filios ejus vir sive ex ea, sive ex alio matrimonio, quartam partem ex substantia viri accipere : si autem amplius fuerint filii : tantum in utroque similiter casu accipere jubemus mulierem, quantum uni competit filiorum ita quippe ut usum solum, in talibus rebus mulier habeat... Si vero talis mulier ex eo filios non habuerit ; jubemus etiam domini jure habere eam res.

CHAPITRE III

DU PARTAGE (ARTICLES LIV, LXXXIV).

Notre Coutume consacre au partage deux articles différents.

L'un, l'article LIV, règle le partage entre frères.

« Item cosduma es en dich chastel que si frars son que
« avan terras comunals, o bes movatbles, ilh deven los bes
« e las terras comunals devise, mas que sian d'estat suffi-
« cien, quant lu d'aquets frayres ore querra ; e las terras e los
« beys, deven également devise en bona fe, ses far negun
« avantatge, o negu de lor. E en aquest cas, atge sufficien,
« si pren en l'ome de XV ans e de XII en la femna, laqual
« na es estada dotata, o per lo payre certas beys nolhe son
« estat donat, o ordonat per dots, o per porcio deu beys deu
« payre a liei apartenens ».

Le partage devait donc se faire également entre tous les héritiers. Une seule exception était faite, nous l'avons vu, pour les filles déjà dotées ; on les considérait comme pourvues par avance de leur part héréditaire.

Chaque enfant pouvait demander le partage, les garçons à 15 ans et les filles à 12 ans. C'était l'âge auquel la loi des Wisigoths (1) avait déjà fixé la majorité, et il était admis dans toute la région du Sud-Ouest.

(1) *Lex Wisigothorum*, II, 5, 11 ; IV, 3, 4.

L'article LIV s'appliquait, quand les héritiers vivaient en commun dans la maison de famille ; mais quand les enfants s'étaient séparés pour former à leur tour un groupe familial distinct, l'article LXXXIV prévoyait alors une présomption de partage qui entraînait certaines conséquences. Cet article est intitulé :

« Cosduma cum entre frairs et sors divisio se deu fai.

« Item si son manh o plusors frayres, e chascun de lors
 « te ostal, per se, o chascun de lors per se fay sas besonhas e
 « son negocis, ni lus no demande à l'autre que lor bes divi-
 « zan, e si en aquest estament moren, li effan de lor que a
 « vita, no poden per razo de lors payres, lus a l'autre, ni li
 « un als autres demandar divisio, o frairescha ; empero lo
 « nebot pot demandar al papot, el papo pot yssament demen-
 « dar a son nebot, divisio o frairescha, si proar no se pot que
 « davan no agues agut partizo, en las chausas dessus dichas.
 « E eyssso meteys si deu gardar entre sor e entre los ef-
 « fans (1). »

La Coutume suppose donc que des frères quittent la maison paternelle et se séparent en fait, sans songer à faire entre eux une demande de partage. S'ils viennent à mourir, leurs enfants ne pourront à leur tour faire valablement la

(1) On trouve dans les registres du Consulat une rédaction première de cette partie de la Coutume, ainsi conçue :

« Cosduma es en esta villa que si son frair e chascus etei a per se
 « e fasan bur a far chascus per se, ses demanda de partizo que l'us
 « no fara à l'autre, e murian e aïno li effan que remaurian d'aqueus
 « frars no poden demandar frayrescha lus à l'autre per lor païrs, o
 « per serors si esdevenien.

Registre consulaire (Edition Chabaneau), feuillet 170.

même demande, « le effan de l'or que a vita no poden per « razo de lor payre l'un a l'autre ni l'i uns als autres deman- « dar divisio ». On considère l'action en partage comme éteinte ; de plus les enfants sont censés n'avoir aucun droit à prétendre sur les biens déjà répartis, puisque leurs pères qui ont été propriétaires indivis n'ont pas eux-mêmes usé de leur droit. Mais la solution est différente, si l'exercice de l'action en partage, déjà intentée entre les frères, vient à être interrompue par la mort de l'un d'eux ; les neveux pourront alors valablement la reprendre contre leur oncle, s'ils prouvent que l'action était déjà en état, à la mort de leur père.

« Empero lo nebot pot demandar al papot, et papo pot « issament demendar a son nebot, divisio o frayrescha, si « proar no se pot que davan no agus, agut partizo, en las « chauzas dessus dichas. »

La solution de ces articles serait, d'après Guibert, inspirée par un texte du Code, d'après lequel l'acte de partage n'est pas nécessaire entre frères et sœurs majeurs (1).

La Coutume de Limoges ne fait aucune allusion aux communautés de famille (2) ; si notre coutume garde le silence sur ce point, c'est que ces communautés s'étaient

(1) L. III, tit. XXXVIII au C. *De Communi dividundo actione*.

« Si major quinque viginti annis sorore tua tecum res communes divisit, quamvis non instrumentis sed aliis probationibus earum directam communionem esse probatus et stari tamen finitis convenit. »

(2) M. Marcel Blanc en fait la remarque dans sa très intéressante thèse, sur les « Communautés de famille dans l'ancien droit et leur survivance en Limousin ».

surtout développées dans les familles rurales (1) : l'organisation de ces familles nombreuses, habitant le même foyer, « mangeant au même pain et pot », se comprend mieux en effet dans une exploitation agricole que dans une maison de ville ; le travail y est plus facilement divisible, entre chaque membre de la communauté, que les occupations purement commerciales habituelles aux bourgeois de Limoges. Tout au plus, pourrait-on voir un embryon de ces organisations familiales dans l'engagement que prenait, dans certains contrats de mariage, le constituant de loger chez lui les futurs époux (2).

Mais l'égalité de partage n'était possible que dans la succession *ab intestat* ; le testament venait en effet la modifier, en permettant au défunt d'avantager tel ou tel de ses enfants pour empêcher le morcellement de sa propriété.

(1) Voyez les exemples cités par M. Blanc, p. 85 et suiv.

(2) Archives départementales de la Haute-Vienne, fonds notariaux. C. 15.718.

CHAPITRE IV

DE LA SUCCESSION TESTAMENTAIRE (1).

Une étude sur le droit successoral en Limousin serait forcément incomplète, si on ne s'y préoccupait pas spécialement du testament ; aussi, bien que notre coutume ne soit pas explicite sur ce point, nous avons cru devoir nous y arrêter.

A Limoges, le testament avait en effet une importance considérable, c'était un des actes fondamentaux de la vie juridique. Dans ce pays, encore tout imprégné d'esprit romain, il était indispensable à tous ; c'était en outre, comme dans toute la France médiévale, un acte mi-civil, mi-religieux. Par lui, nous pénétrerons plus profondément dans la vie intime du bourgeois de la Cité. Le négociant limousin pouvait en effet s'approprier à juste titre la définition d'Ulpien (2).

« Testamentum justa est mentis nostrae contestatio. »

L'intérêt primordial, qu'on attachait alors à ne pas mourir *intestat*, se retrouve dans cette sage recommandation ins-

(1) Le livre de M. Guibert, *La famille en Limousin dans l'ancien droit d'après les testaments et la Coutume*, nous a été ici particulièrement utile.

(2) Règles d'Ulpien, 20, *de testamentis*, t. I.

crite en tête du *Livre de raison* de la famille Benoist, en 1426.

« Quo tenhant lour testament fach et que lo refassent chasqu'un an. »

« Tenez votre testament prêt et ayez soin de le refaire chaque année. »

L'influence de l'Eglise s'exerça sur le testament dès le début ; cet acte était un moyen de satisfaire la foi, si vive à cette époque, par des legs pieux, des libéralités au profit d'une église ou d'une abbaye. Les testaments étaient en outre soumis à la juridiction des officialités.

Mais cet acte de dernière volonté avait, au point de vue des intérêts pratiques de la famille, un rôle décisif. Alors qu'en pays de Coutume on le considérait comme dangereux pour l'ordre successoral, pour la prospérité, et la bonne entente de la famille, en Limousin, au contraire, il était le complément de la Coutume dans le but qu'elle poursuivait : assurer la durée, la stabilité du groupe familial, autour du foyer paternel, permettre à la race de se développer, et aux enfants de faire honneur aux traditions que leur ont inspirées leurs parents. Le père de famille pouvait par testament suppléer au droit d'aînesse que la Coutume ne comportait pas, et investir ainsi son fils de sa qualité de chef de famille, fonction si importante dans les familles nombreuses de l'époque.

Le testament constituait, en un mot, à la mort du *de cuius*, une sorte de charte de famille qui s'imposait à tous.

§ 1. — Conditions de forme et de capacité.

En Limousin, comme dans la plupart des pays de droit écrit, le testament olographe n'était pas admis en principe ; cependant on pouvait l'employer, par exception, pour les legs pieux et dans les testaments faits par les parents en faveur de leurs enfants (1).

Mais il est à croire qu'à Limoges, l'usage de cette exception ne s'est pas conservé très longtemps ; nous avons trouvé aux archives de la Haute-Vienne un testament en date du 6 juillet 1598 ainsi conçu :

« A Limoges, par devant nous X. notaire royal, considéré la mort, X. a fait son testament... Item ledit testateur « a donné, et donne et lègue par son présent à sa fille la « somme de cinq cents francs. »

C'est bien un testament d'un père en faveur de sa fille, et cependant il est passé devant notaire (2).

Le testament par acte public était, en pays de droit écrit, le plus communément usité. L'écriture, il est vrai, ne servit tout d'abord que comme moyen de preuve, elle ne devint une formalité obligatoire que par l'ordonnance de 1735 sur les testaments. Le nombre de témoins exigés variait suivant

(1) Justinien, Nouvelle CVII, ch. I, *De voluntatibus parentum in distributione patrimonii facienda*.

(2) Un testament du 3 janvier 1646 ne mentionne pas la présence du notaire.

« X.... ayant recommandé le salut de son âme... Item donne et lègue à Joseph, Jean, etc., ses fils et filles,.... » Peut-être y a-t-il là un testament olographe ?

les régions (1). Mais si le testament intervenait entre un père et ses enfants, on exigeait la présence de deux notaires.

Le testament mystique cacheté et scellé du sceau du testateur était, lui aussi, pratiqué parfois en Limousin, mais beaucoup plus rarement (2).

Il convient d'ajouter que depuis l'article 27 de l'ordonnance d'Orléans, les ecclésiastiques pouvaient valablement recevoir les testaments.

Quelles étaient les conditions de capacité exigées alors, à Limoges, pour pouvoir disposer de ses biens par testament ?

En principe, toute personne capable pouvait tester, en pays de droit écrit. C'est l'opinion qu'exprime Salviat. « Suivant la jurisprudence observée, en la Cour, dans les « pays régis par le droit écrit, les personnes qui disposent « de leurs biens peuvent en disposer librement. »

(1) En règle générale on exigea la présence de cinq ou sept personnes ; mais le pape Alexandre II proclama la validité canonique du testament reçu devant deux témoins seulement. Cette intervention du droit canon avait eu fort peu d'influence en pays de droit écrit ; certains statuts municipaux comme ceux de Toulouse et de Montpellier, se contentèrent de trois témoins.

« Noverint, quod usus seu consuetudo Tolosae quod ultimum « testamentum conditum ab eo qui de jure testari valeat, adhibitibus duo « bus vel tribus testibus vel quatuor, vel amplius presente capellano vel « subcapellano, vel etiam absente seu etiam non vocato, valet et obtinet « roboris firmitatem tanquam si in numero tertium esset juris. solem- « nitas observata. »

La Coutume de Limoges ne s'est pas inquiétée de ce point, mais d'après les testaments que nous avons parcourus, on exigeait toujours cinq ou sept témoins.

(2) Testament de Gérald de Malemort, évêque de Limoges, publié par M. Clément-Simon (*Archives historiques de la Corrèze*, t. II).

Cela était vrai à partir de quatorze ans pour les garçons, et de douze ans pour les filles ; peut-être y avait-il là quelque exagération, car à cet âge on se fait souvent une idée bien incomplète de la valeur des choses ; on voyait d'ailleurs rarement en fait, les intéressés jouir immédiatement de leurs droits : en effet, les enfants en puissance ne pouvaient disposer d'aucun patrimoine ; on leur permettait cependant de faire des legs pieux, ou de disposer de certains biens en faveur, de leurs propres enfants, avec l'autorisation du chef de famille.

Dans certaines Coutumes, on refusait à la femme le droit de tester. La Coutume de Montpellier, entr'autres, était sur ce point très explicite en ce qui concerne la femme mariée ; celle-ci ne pouvait faire de testament valable qu'avec l'autorisation de son père, de sa mère et de ses proches ; sinon, toute disposition ou intercession en faveur du mari était nulle ; la prohibition tombait, quand il y avait des enfants ; la femme pouvait alors, librement et sans contrôle, disposer au profit de son mari du quart de sa fortune.

« *Filia maritata non potest condere testamentum, vel*
« *ultimam voluntatem sine consilio patris sui, vel matris*
« *suae, vel deficientibus propinquorum suorum ; et si do-*
« *num fecerit marito, aut alieni occasione mariti, vel tes-*
« *tamentum, sine consilio patris sui vel matris suae, vel*
« *propinquorum suorum, nullius debet esse momenti ;*
« *sive ipsa est major natu vel minor ; sed hoc de filia in-*
« *telligitur, quae sine libero est nam si liberum habuerit ;*
« *queat testari et donare pro habitu suo, sine consilio pa-*

« rentum vel propinquorum ; mater si tamen non sit, vel sit,
« quartam partem bonorum suorum potest marito relin-
« quere sine consilio propinquorum, suorum vel paren-
« torum (1). »

On pourrait rapprocher cette disposition de l'article 48 de notre Coutume, qui accorde au mari un droit sur la dot, après la naissance d'un enfant.

A Limoges, la femme avait toute liberté pour faire son testament, ainsi que le constate Guibert dans son commentaire ; il remarque d'ailleurs que cette faculté lui était inutile, puisqu'elle n'avait presque rien à sa disposition ; il paraît oublier les biens paraphernaux.

« Talisque defectus non veniat ex parte personae quae
« capax testamenti factionis est privatione substantiae. »

Les testaments débutaient généralement par une invocation religieuse : « Au nom du père et du fils et du Saint-Esprit, moi X., sain de corps et d'esprit, sans tristesse et en pleine possession de moi-même, ai arrêté comme suit mes dernières volontés ».

Avant de procéder à une institution d'héritier, de désigner des légataires, le premier soin du testateur était de mettre en règle sa conscience et de satisfaire ses préoccupations religieuses ; ainsi, il exprimait le désir d'être inhumé dans telle ou telle église, objet particulier de sa dévotion ; avec

(1) Coutumes de Montpellier, article 54 ; Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français*. p. 60.

(2) Cité par M. Louis Guibert, *La famille limousine d'autrefois*, p. 11.

charge pour le clergé d'y dire des messes pour le salut de son âme. Souvent aussi il réglait ses funérailles dans les détails les plus minutieux ; il en déterminait le prix et fixait les aumônes qu'on devait distribuer aux pauvres à cette occasion.

C'était aussi, au début de son testament, que le défunt songeait à régler sa situation pécuniaire ; ce désir se trouve exprimé dans un grand nombre de testaments : « Je veux qu'on prenne sur mes biens de quoi payer mes dettes » disait-il, et c'était sous forme de legs que se payaient alors les obligations du *de cuius*, ses *emendae*.

Dans un testament du 29 mars 1270, nous trouvons la disposition suivante : « Je lègue à Aymeric du Puits bourgeois « de la Rochelle, vingt sols à titre d'indemnité (*pro emenda*) ; « aux enfants mineurs de feu Jeannin de Marthon, cinq sols « également à titre d'indemnité... » et plus loin : « J'ai une « autre restitution de deux sols à faire, mais ne sachant à qui « il faudrait verser cette somme, je désire qu'on l'emploie à « doter une fille pauvre ».

La même préoccupation se retrouve, sous une forme un peu différente, dans le testament de Martial de Maledent, sieur de Meillac et Savignac (1), prêtre de Limoges, en date du 24 août 1666.

« Item je donne et lègue à tous ceux qui voudraient ou « pourraient demander quelque chose de mes biens la somme « de cinq sols. »

Le défunt voulait ainsi prévenir des difficultés possibles

(1) *Archives départ. de la Haute-Vienne*, fonds de la Mission, série G.

avec les héritiers, satisfaire des scrupules de conscience dans le cas où une dette quelconque, si minime fût-elle, aurait pu être oubliée. Ces legs pieux et ces aumônes multiples n'étaient pas, d'ailleurs, le privilège des classes riches, comme on serait tenté de le croire ; les mêmes recommandations charitables se retrouvent même dans les testaments de simples artisans ; dans celui par exemple de Martial de la Faye, boulanger, en 1314, et dans celui de Pierre Chinchaud, cordonnier à Eymoutiers, qui en 1468 fonda une vicairie à l'église cathédrale St-Etienne(1).

§ 2. — De l'institution d'héritier.

Quand le testateur avait ainsi réglé ses obligations de conscience, il devait songer à répartir ses biens au mieux des intérêts de sa famille (2).

Il devait tout d'abord instituer un héritier, car suivant l'expression de l'abbé de Savignac, « le fondement du testament consiste dans l'institution d'héritier ». Comme il est naturel, c'est presque toujours le fils aîné, que le père choisit comme héritier universel. Mais il n'y a là, bien entendu, qu'un usage, et aucune obligation pour le testateur.

Assez souvent aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, le père charge deux de ses fils d'administrer ses biens par indivis ; pendant un certain temps, il les instituait héritiers « *in communi* » ; il y avait donc dualité d'héritiers universels. Gérald Brunaud

(1) Pouillé, *Historique du diocèse de Limoges d'après un manuscrit de l'abbé Nadaud*, publié par l'abbé Leclerc (1904), p. 105.

(2) Tâche souvent délicate lorsque, comme E. Benoist, le testateur avait 14 enfants.

institua ainsi en 1270, comme héritiers en commun, ses deux fils, Pierre et Jean, avec substitution au profit de leurs enfants ; au cas où ils ne laisseraient pas d'enfants, la fortune devait être partagée entre les autres frères. Dans le testament de Pierre Marteau, en 1275, nous retrouvons la même institution en commun au profit de ses deux fils, Jean et Etienne. D'autres divisaient par parts égales la succession entre un fils et un petit-fils, appliquant ainsi à la succession testamentaire le principe de la représentation. En 1404, un riche négociant limousin, Jean de Sandelles, laisse sa fortune à son fils et à son petit-fils en stipulant toutefois un préciput de deux cents livres au profit du premier.

Jusqu'au xvi^e siècle, c'est au fils, parfois aux frères, que va la succession ; plus tard, les habitudes changèrent ; souvent on vit alors le défunt disposer d'une part de ses biens, en faveur de sa femme, et l'instituer cohéritière. Il y avait là une tendance nouvelle qui paraît coïncider avec le moment où la Coutume perd son importance ; c'était en effet léguer à la femme, une part des biens acquis pendant le mariage ; elle recueillait ainsi, à la mort du mari, les mêmes bénéfices que sous un régime de véritable communauté.

Le testament allait même parfois plus loin, et la femme était nommée héritière universelle, avec ses enfants comme légataires. Le mari donnait ainsi à sa femme une marque de confiance particulière. Celle-ci assumait, en effet, les charges qui incombaient ordinairement à l'héritier ; son mari la consacrait en quelque sorte chef de famille. Elle était alors investie d'une véritable *patria potestas* qu'elle

exerçait non seulement sur la personne des enfants, mais même sur leurs biens. Le testament de Simon Delhort marchand de Limoges, daté de 1680, et cité par M. Louis Guibert (1), nous en fournit une preuve.

« Je veux que mes enfants soient nourris, élevés, entretenus aux frais de mon hérédité, en compagnie de leur mère. Je leur recommande à chacun de lui obéir, luy porter honneur et respect, et veux que mesdits enfants travaillent au profit de mon hérédité, et rapportent leur entier travail à ma dite héritière (2) ». Ils n'étaient donc pas émancipés et ne faisaient que changer de tutelle ; le groupe familial restait intact sous la direction de la mère de famille ; mais nous sommes loin de l'antique *patria potestas* romaine, réservée au père de famille seul et que jamais une femme n'aurait pu valablement exercer. La femme pouvait d'ailleurs, à son tour, prendre son mari pour héritier ainsi qu'en témoigne un testament du 26 juin 1701 par lequel :

« Demoiselle X épouse de..., voulant disposer des biens que Dieu a bien voulu lui donner et voulant faire son testament..... nomme de sa propre bouche et institue son héritier universel son mari pour disposer de tous ses biens. »

A Limoges, pays de droit écrit, le don mutuel était in-

(1) *La famille limousine d'autrefois*, p. 30.

(2) L'acte stipulait même des conditions plus rigoureuses que celles qui découlaient habituellement de la puissance paternelle. L'obligation de rapporter au père les produits du travail était édictée par la Coutume, à titre de peine, contre ceux qui s'étaient émancipés de la puissance paternelle.

connu entre époux, mais outre les stipulations réciproques de gains de survie qui étaient, nous l'avons vu, d'usage courant, les testaments mutuels étaient permis au même titre que la donation à cause de mort ; ces libéralités n'étaient possibles que par acte séparé, il fallait donc deux testaments distincts (1). La jurisprudence du parlement de Bordeaux était très ferme sur ce point (2).

Nous venons de voir combien le testateur en rédigeant ses dernières volontés cherchait à éviter, autant que possible, les contestations et les difficultés de nature à nuire à la bonne harmonie entre ses héritiers. Aussi songeait-il parfois à ses enfants posthumes.

Dans un testament passé à Limoges le 4 avril 1701 :

X... étant sur le point de partir dans la milice au service de Sa Majesté..., a voulu disposer de ses biens ainsi qu'il suit.... prévient son héritière susnommée de faire prier Dieu tout autant qu'elle pourra pour le salut de son âme, et ledit testateur, au cas que sa femme fut enceinte, donne et lègue à chacun de ses posthumes la somme de dix livres....

Souvent le paiement du legs était retardé jusqu'à la majorité du légataire ou jusqu'à son mariage s'il s'agissait d'une fille ou d'une nièce. Le 10 octobre 1594 un testament porte... « que le défunt lègue à ses filles et à chacune d'elles la somme de cinquante écus à être payé à l'âge où elles seront en âge de se marier, et auront trouvé parti ».

La charge d'héritier universel entraînait des obligations

(1) M. Lefebvre à son cours.

(2) V. arrêt d'avril 1743, 31 mars 1775 cité par Salviat.

multiples et souvent très lourdes. L'héritier devait d'abord conserver la maison paternelle et s'y établir, s'il l'avait déjà quittée. M. Louis Guibert nous rapporte, qu'au ^{xiii}^e siècle Gerald Brunaud obligea ainsi son fils Pierre qu'il avait institué héritier, à revenir avec sa femme dans la maison paternelle dans un délai de deux ans. « Cum uxore sua moram faciet in hospitio meo.

D'autre part, en sa qualité du successeur du défunt, il devait distribuer à ses frères leur part de légitime et, d'autre part, compléter à ses sœurs déjà mariées, le montant de leur dot encore impayée. Leur situation pouvait même parfois devenir très délicate ; nous avons vu que si le fils se mariait avant son émancipation les chefs de famille réglaient la dot entre eux et qu'ils en conservaient même l'administration ; quand le père du jeune homme venait à mourir, il fallait restituer la dot au véritable bénéficiaire ; souvent le père l'avait entamée, et l'héritier était tenu de la compléter à ses frais. La situation de ce dernier n'était donc pas toujours des plus enviables ; il se voyait obligé de vendre ses biens, ou de les laisser saisir (1) ; c'en était fait alors de l'aisance de la famille, et le résultat cherché par le testateur était loin d'être atteint, surtout s'il obligeait l'héritier à nourrir sa veuve aux frais de la succession (2).

(1) *Le livre de raison d'Etienne Benoist* nous en donne un exemple. Le 23 janvier 1445 les frères Grégoire ne pouvant payer la dot de leur sœur mariée à Guillaume Benoist, furent obligés de vendre à leur beau-frère le domaine du Maynieu. *Livre de raison d'Etienne Benoist*, p. 87.

(2) Testament du 22 juillet 1628.

La prévoyance du chef de famille le poussait à s'inquiéter aussi de la disparition possible de l'héritier qu'il avait choisi. Il recourait alors aux substitutions qui lui permettaient d'appeler successivement chacun de ses enfants. Mais elles n'avaient jamais lieu qu'à un seul degré.

En voici un exemple que nous fournit un testament du 3 janvier 1646 (1).

« X. donne et lègue à Joseph, Jean, etc., ses fils et filles la somme de quinze cents livres..... lesquels fils et filles, il substitue l'un à l'autre, au cas qu'ils vinssent à décéder sans héoirs personnellement unis par vrai et légitime mariage..... lesdites substitutions n'auront lieu que jusqu'à ce que lesdits fils et filles aient atteint l'âge de vingt-cinq ans..... »

Le testament est intéressant à un autre point de vue ; sa date nous prouve en effet que les prescriptions de l'ordonnance de 1629, prohibant les substitutions mobilières, n'étaient pas appliquées dans le ressort du Parlement de Bordeaux.

(1) La même formule se retrouve dans le cartulaire de l'abbaye de Beaulieu dans un testament daté de 943.

Alium omnem allodem meum filii inter se aequaliter dividant et si unus sine filio legitimo mortuus fuerit, ad alterum remaneat et si omnes sine filiis legitimis, mortui fuerint, omnes partes remaneant sancto Petro de Belliloci et R... fratri meo.

CHAPITRE V

DES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES. — ARTICLES XXXIV ET LXIII

Nous avons vu tout l'intérêt qu'au moyen âge, on attachait, tant au point de vue religieux, qu'à celui des intérêts matériels à la confection du testament ; celui qui mourait intestat était considéré comme déconfés, suivant l'expression de l'époque, et privé par le fait même de sépulture religieuse.

De là l'importance qu'avait alors, plus encore qu'aujourd'hui, pour un père de famille, le choix d'un homme d'ordre, en qui il put avoir confiance pour que ses dernières volontés soient respectées. Il chargeait de ce soin son exécuteur testamentaire qu'on appelait alors almosniers, elemosynarius, chargé des aumônes.

C'était une institution particulièrement pratique en pays de droit écrit où elle était le complément indispensable de la succession testamentaire. Aussi s'était-elle développée spécialement à Limoges, où on avait vu en elle un moyen sûr d'empêcher, après la mort du père, la dilapidation du patrimoine familial et de maintenir, s'il était nécessaire, la bonne harmonie entre les héritiers (1).

(1) Robert Caillemet, *Origines et développement des exécutions testamentaires*, Thèse Lyon, 1902 ; Furgole, *Traité des testaments*, 1779.

Il y avait là une question d'un intérêt assez général pour que la coutume la traite à deux reprises différentes dans les articles XXXIV et LXIII, et pour qu'elle charge les consuls de désigner parfois, eux-mêmes, les exécuteurs.

De tout temps les almosniers furent connus en Limousin, et le Cartulaire de l'abbaye de Beaulieu (1) qui est le plus important de tous ceux de notre région, nous en a conservé de nombreux souvenirs. Mais à ce moment, aux ^{x^e} et ^{x^e} siècles, le rôle de l'almosnier était essentiellement religieux ; on le chargeait de faire dire des messes, pour le repos de l'âme du défunt, de distribuer les legs et les aumônes que la famille faisait aux pauvres le jour des obsèques.

Peu à peu cependant leur rôle s'élargit, et on les chargea de la distribution des legs étrangers aux fondations pieuses. Parfois même ils devaient vendre les biens de la succession, du vivant de ceux qui les avaient choisis (2).

Au ^{xii^e} siècle, au moment où la Coutume de Limoges fut rédigée, les almosniers changent un peu de caractère. Leurs fonctions se précisent, se définissent plus clairement et entraînent peut-être, en même temps, de plus sérieuses responsabilités.

Il nous faut rechercher tout d'abord comment ils étaient choisis ; on distinguait les tuteurs datifs que le testateur désignait lui-même, et les tuteurs légaux nommés par

(1) Un religieux y portait précisément le titre d'élemosynarius ; il était chargé de recueillir les libéralités faites à l'abbaye.

(2) Testament de Pierre Marteau, bourgeois de Limoges, 1275 ; testament de Gerald Bruneau, 1270.

l'autorité ; les premiers étaient les plus nombreux. Mais il pouvait arriver que, surpris par la mort, le père de famille n'ait pas eu le temps de faire son testament, ou qu'il ait par oubli, négligé de désigner un exécuteur. La Coutume intervenait alors et donnait aux consuls pouvoir d'en désigner un dans l'article LXIII.

« Cosduma com li cossols poden instituir excecudors. Item si se deve que a lui moyra no ordonat ni fact excecudors, et lo morens ne a effans d'atge de pubertat ni sufficien, le quals effans deu mort las chauzas e negocis deu mort excecquissen e aministrar poden, li cossols qui a donc sescen, deven ordenar 2 homs sains et discrets ; almosniers deu dicts mort ; e tutors e curadors deus effan deus mort ; om poden mays metre si lor es veut necessari ni expedien, liquals los negocis deu dict mort fizelement ordenent et administrent et aquels almosniers o tutors o curadors deus crayres eyci cum si la mort en sa vita los aguet inscrit. »

On peut, au premier moment, s'étonner de voir les pouvoirs publics intervenir dans une question touchant aux intérêts intimes de la famille ; mais il y avait là pour les consuls une sorte de juridiction gracieuse comme celle qui, aujourd'hui encore, appartient, dans certains cas, au magistrat.

Les registres consulaires de Limoges nous expliquent les motifs qui ont amené le vote de l'article XXXIV.

« Si ont hom voiria filh de prodome que metria las soas chauzas a mal a pertamen, li cossolh deven metre cosseilh, d'eytal manieyr que los sons chauzas nos poschen périr. »

Il fallait empêcher les enfants d'abuser de la fortune paternelle et de nuire ainsi à la prospérité de la cité ; cela suffisait pour légitimer l'intervention des consuls.

L'article XLIII nous prouve combien, au moment où la Coutume fut rédigée, l'almosnier était devenu un personnage indispensable. Il tend maintenant à représenter le défunt au côté de l'héritier, il administre les biens de la succession, les aliène valablement ; il peut, suivant l'expression de la Coutume, éteindre les « clameurs » des créanciers, vérifier les créances invoquées, faire rentrer celles de la succession, réparer les torts dont le défunt a pu se rendre coupable, en un mot servir d'intermédiaire entre les tiers et le *de cuius*.

C'est du moins ce qui résulte de l'article LXIII que nous allons transcrire intégralement.

« Que li exsecudors poden governar e exsequir ses sagrament. »

« Item que li almosniers o exsecudors ordenat en dict
« chasteau son crezent ses tot jurament, e ses tota purgacio
« e ses proacio neguna, de las causas e deus negocis deu
« mortz del qual son almosniers, o exsecudors en tant quant
« se apertet on legat ni os depter e restitucious o clams, o
« almonas deu dich mort, e aqui hont a mort excecudors o
« almosniers, a la major partida de lor es crezut. Et si s'en
« devenia lui de lor morir, le cossol deu dich chastel, autre
« fizel et convenaible li sustituisent, eyci com lor eys avitz
« expedir. E aquitz excecudors an tant de poder. Quant a la
« cauzas dessus dichas, quand durera l'offici e deven go-

« vernar e gardar en bona fe, les chاوزas e les effan d'aquel
 « mort (y deven ychamen excequir lo testament deu mort)
 « en aquela manieyra en la qual es estat, peu mort orde-
 « nat, davan que laychen lor offici de l'excecucio e li be deu
 « mort y suffiran. E si le effan deu mort volen aver las chau-
 « zas e los bes deu mort, deu lor eysser beylat am que avan-
 « tatge salva e complida e exsequi de la voluntat deu mort,
 « redut e exsequit e complet. E duran l'offici de l'excecuc-
 « cion, l'almoniers, o excecudors, o autres per lor, no po-
 « den las chاوزas deu mort, a lor ope aveyr acquerir ni rete-
 « neyr » (1).

Tous les exécuteurs n'avaient pas d'ailleurs les mêmes pouvoirs. Les uns avaient la charge d'administrer la succession entière : on les appelait exécuteurs universels et ils se confondaient généralement avec les exécuteurs légaux ; ceux, au contraire, que les testateurs choisissaient eux-mêmes étaient généralement investis de fonctions déterminées. Si l'héritier était sujet à caution, ou si l'on voulait lui éviter certaines missions délicates, on chargeait alors l'almosnier de les exécuter ; c'était une habitude assez répandue à Limoges ; ainsi en 1273 Pierre Marteau charge son almosnier de réduire la part des legs qui revenaient à chacun de ses enfants, s'ils ne se conformaient pas à ses

(1) Un texte de l'article antérieur à celui de la Coutume, a été conservé dans le *Mémorial du Consulat* sous le numéro 123.

« En nom de Dieu et de mi dona sta Maria et de mosenhor St-Marsal, cosdumne es en esta villa, qu'almosniers sont erent ses lei e ses ba-teila a ses sacrament. etc. »

Hoc totum factum fuit anno verbi incarnati MCCXII.

volontés. Quand la veuve était instituée héritière, l'almosnier devait parfois procéder à la vérification annuelle des comptes. Gérard Bruneau, en 1270, avait même chargé les siens d'une fonction plus précise : ils devaient, au cas où ils auraient eu à se plaindre de sa gestion, retirer à la veuve l'administration du patrimoine.

L'article LXIII nous découvre en outre un nouvel aspect du rôle de ces hommes de confiance. Il n'apparaît d'ailleurs qu'à l'époque de la coutume, alors que leurs fonctions commencent à dévier de leur but primitif. Désormais ils exerceront une surveillance sur la personne même des enfants du défunt.

L'article XXXIV nous dit :

« E aquitz excecudors deven governar e gardar en bona fe, las chauzas e les effan d'aquel mort ; »

et l'article LXIII revient sur ce point :

« Li cossols qui adonc ces an, deven ordenar 2 homs sams e descrets, almosniers deu dich mort e tutors o curadors deus effan deus mort. »

La Coutume cherchait à maintenir par là, autant que possible, une forte discipline dans la famille, si les enfants étaient encore trop jeunes pour se diriger eux-mêmes.

Plusieurs statuts municipaux avaient admis cette extension de pouvoirs. Ceux de Montpellier dans le texte de 1205, article VII (1).

« Si deinceps aliquis habens infantes impuberes in testamento suo gadiatores aliquos fecerit, ille gadiatores intelliguntur esse tutores illorum infantum impuberum nisi id

(1) Giraud, *Essais sur l'hist. du droit français*, t. I, Pièces just., p. 73.

« eodem testamento aliquem esse voluerit tutorem specialiter et expressim. »

De même la Coutume de Toulouse (1) (art. 5 et 6) et la coutume de Thégra, près Gourdon en Quercy, qui veut que « Gadurs soient tutors ».

Maître et administrateur des biens de la succession, exerçant une direction incontestée sur la veuve et sur les enfants, l'almonier était regardé, par tous, comme un véritable chef de famille ; il n'était cependant pas héritier, et en règle générale, une fois les legs distribués, le surplus revenait à l'héritier : l'accord était sur ce point unanime en jurisprudence.

Pour permettre aux exécuteurs de remplir exactement leur mandat, on leur avait conféré, comme on le fait encore aujourd'hui, la saisine qui leur permettait de réclamer de l'héritier la remise des biens de la succession ; ils devenaient alors véritablement sujets actifs et passifs des créances et des dettes du défunt. Ils devenaient effectivement propriétaires des biens qu'ils étaient tenus de remettre aux légataires et à ce titre ils pouvaient, usant du *jus abutendi*, les aliéner valablement ; mais alors le tiers acquéreur n'avait sur le bien transféré qu'un droit précaire et résoluble (2).

(1) *Coutumes de Toulouse*, édition Tardif, tit. III, *De tutoribus et curatoribus*.

Art. V. « Noverint quod usus et consuetudo Tholosae, quod quando consules tholosae dant tutores alieni pupillo et bonis suis vel in bonis alicujus defuncti quod dicti tutores non dant fidejussores. »

La Coutume de Carcassonne exigeait même leur consentement pour le mariage des enfants.

(2) En fait les exécuteurs n'usaient pas de leur droit.

On a beaucoup discuté sur le lien juridique existant entre l'exécuteur et l'héritier. Les glossateurs voyaient dans l'exécution testamentaire, une application de la théorie du mandat ; en effet la charge d'exécuteur, est comme le mandat, essentiellement gratuite ; mais une des marques distinctives du mandat est de prendre fin à la mort du mandant ; alors qu'au contraire c'est le même fait qui, précisément, donne naissance aux pouvoirs de l'exécuteur.

Il vaut peut-être mieux voir, avec M. Caillemet (1) dans le transfert de propriété que la saisine entraînait au profit de l'almonier un contrat dérivé de la fiducie romaine ; celle-ci permettait au fiduciaire de jouir entièrement de l'objet du contrat et d'en disposer à sa guise, à charge de le restituer à l'aliénateur au terme fixé. Or il y avait bien en Limousin un véritable transfert de propriété en faveur de l'exécuteur. Cette tradition se faisait solennellement « *per chartam* » et l'exécuteur était tenu à certaines formalités. Au moment où il transmettait l'hérédité, la coutume l'obligeait à rendre compte de sa gestion et à faire inventaire, « l'almoniers o excecudors deven, des autres bes deu mort, reduit e exsequit e complit. » Dès l'origine, une constitution d'Anthemius y avait déjà soumis les évêques qu'on avait coutume alors d'investir de ces fonctions.

La Coutume dispensait par contre les exécuteurs de prêter serment et de donner caution à leur entrée en charge.

« *Son crezent, ses tot jurament, et ses tota proacio neguna.* »

(1) Robert Caillemet, *Origines et développement de l'exécution testamentaire* (Thèse, Lyon, 1901).

Cette solution était d'ailleurs conforme à l'opinion généralement admise. Au contraire l'obligation pour l'exécuteur de payer les dettes du défunt, s'écartait de l'usage général en pays de droit écrit. Cette obligation rendait les fonctions d'exécuteur assez onéreuses, et certains pouvaient être tentés de les décliner ; à l'origine, l'almosnier se trouvait en présence d'un devoir de conscience qui l'obligeait à accepter ; mais les glossateurs avaient déjà admis une interprétation plus large ; pour les étrangers à la famille du défunt, aucune obligation ne s'imposait, d'après Bartole, et certaines coutumes avaient admis la possibilité du refus ; on s'adressait alors à l'héritier et on le priait de vouloir bien assumer les fonctions d'exécuteur. Quand plusieurs almosniers avaient été désignés, et que l'un d'eux venait à disparaître, tous les pouvoirs se confondaient sur la tête des survivants ; mais à Limoges les consuls reprenaient leur droit de nomination. Les refus devaient se produire plutôt rarement, car le titre d'almosnier était très prisé, et dans bien des testaments l'auteur mentionne avec orgueil cette qualité.

Mais l'importance des exécuteurs devait bientôt diminuer. Ils perdirent plusieurs de leurs attributions, et si nous en croyons Furgole (1), on leur avait enlevé à la fin du xviii^e siècle la saisine des legs mobiliers ; l'héritier fut chargé du règlement des dettes et l'exécuteur ne conserva que la distribution des legs immobiliers.

(1) *Traité des donations et des testaments*, 1779.

CHAPITRE VI

DU PASSIF DE LA SUCCESSION.

L'almosnier devait, nous venons de le voir, régler les dettes de la succession ; c'est à lui que devaient s'adresser les créanciers ; mais le règlement ne pouvait se faire au gré de l'exécuteur ; quand le passif le contraignait à mettre en vente les biens de la succession, il se trouvait lié par la Coutume. En effet l'article 33 prévoit d'une part l'organisation d'une réserve, et, d'autre part, c'est là la question qui nous intéresse, la liquidation du passif de la succession.

« Item cosduma es en dich chasteu de Lemotges que li
« deptes d'aqueus qui moreu sian pagat, e las restitucious
« de lor se fan dans son beys movatbles si n'au et d'aqueus
« las chauzas qui son estadas acquisidas en lor movatbles,
« acquirit, poyran suffir. Si li las movatbles, o acquisit, no
« y son, eytals deptes, se pagen, e la semendas, deus autres
« bes de lor heretatge. »

Les dettes du défunt devaient donc être payées tout d'abord sur la succession mobilière, puis, en cas d'insuffisance seulement, sur les immeubles.

L'intérêt de cet article réside dans les idées coutumières qui l'ont visiblement inspiré au détriment du pur droit romain.

N'est-ce pas en effet une distinction toute coutumière, que de grouper, d'une part les meubles et les acquêts, et d'autre part, ce que la coutume appelle « les autres bes de lor heretadge », c'est-à-dire les immeubles de famille. Là encore, se manifeste la même préoccupation dominante dans toute la coutume ; conserver intacts les immeubles patrimoniaux et empêcher leur passage en des mains étrangères.

CHAPITRE VII

DE LA RÉSERVE (Article LXXIII).

Malgré la faveur dont jouissait, à Limoges, la succession testamentaire, on n'avait pas oublié les droits des héritiers *ab intestat* ; et les rédacteurs de notre Coutume avaient pris une série de mesures pour les protéger. Les unes, contenues dans l'article LXXIII, constituaient plutôt une mesure de sécurité externe, je dirais presque une mesure de police : les membres de la famille, et en particulier les successeurs *ab intestat*, devaient avoir libre accès dans la chambre d'un parent malade ; l'article est intitulé : « De proximorum ad languidos accessu libero ».

« Item consuetudo est quia si aliquis in dicto castro, in-
« firmetur, quicumque, parentes et cognati sui possunt et
« debent habere accessum, ad istum infirmum pro ipso vi-
« sitando, et maxime illi qui ab intestato succedent infir-
« mato. »

On voulait éviter ainsi les captations d'héritage. Le commentaire de Guibert nous transmet l'écho de ces craintes :
« neve quis languidum morientium voluntates insidiare-
« tur. Datus est omnibus ad infirmos liber accessus, et
« maxime venientibus ab intestato quibus ex communi na-
« turæ, voto et charitatis ordine, debetur hereditas. »

Mais il fallait aller plus loin, et il convenait de limiter par un texte la faculté laissée au défunt de disposer par testament ; c'est ce que fait la Coutume dans deux articles différents.

L'un, que M. Louis Guibert a reproduit dans son étude sur *La famille limousine d'autrefois*, d'après une première rédaction de nos statuts.

« Lo prosdoms sos debtes et sos clams paiatz, pot pense
« lo ters de son here essos conquist a sa voluntat, aya
« effans o no aya (1). »

La quotité disponible était donc fixée à la totalité des acquêts et au tiers des propres.

Voici maintenant la forme la plus complète de l'article, d'après le texte édité par M. Chabaneau.

« E chascu habitador deu disch chasteu pot de sos bes
« movatbles, e acquisits, per luys eychament de la terz par-
« tida de sos bes, pertenenens als sien heretatge, en sa dar-
« rieyra voluntat, e en so testament far so que a luy plaira.

« En aquesta manieyra que des beys movatbles e acqui-
« sit les debtes e las emendas se pagen de las autres bes, e
« las autras deu pardidas de sos bes deveu retornar de
« necessitat, a sos heretiers, e li quals heretiers deven suc-
« ceder e succedissen, a eytals morens. »

Le législateur a, de tout temps, songé à assigner une limite aux libéralités testamentaires ; de bonne heure, le droit romain et le droit coutumier se rencontrèrent sur ce point ; à

(1) Nous n'avons retrouvé cette version dans aucune des coutumes rédigées que nous avons eues entre les mains.

Limoges, les deux influences se sont fait jour, et par extraordinaire l'influence coutumière a prévalu.

C'est à elle, en effet, qu'est due cette distinction que nous avons déjà rencontrée, à propos de la réglementation du passif, entre les meubles et les acquêts d'une part, et les propres de l'autre.

Des acquêts, le testateur est libre de disposer à son bon plaisir, par testament ou donation à cause de mort.

Quant aux propres et aux immeubles héréditaires, ils formaient, pour les deux tiers, la réserve :

« Las autres deus partidas, de sos bes deben retornar de
« necessitat a sos heretiers. »

Il faut voir, là encore, une manifestation de l'esprit conservateur des bourgeois et négociants de la ville, qui a obligé la coutume à protéger plus efficacement les héritages que les acquêts ; le bien héréditaire devait à tout prix rester entre les mains de l'héritier ; peut-être même y joignait-on les marchandises constituant le fonds de commerce, alors que l'argent liquide servait à payer les dettes de la succession.

Cette réserve coutumière se trouvait déjà dans certaines lois barbares.

Le Papien, dans son titre I, la fixait au quart de la succession.

La loi des Wisigoths avait organisé un double système de quotité disponible : l'une, spéciale aux enfants, était du tiers de la succession, l'autre, pour les étrangers, était fixée

au cinquième de la fortune du défunt (1). La loi comportait, en outre, une restriction plus précise : elle limita le montant des legs pieux à la cinquième partie de la succession.

Les conciles, par contre, avaient pris des mesures opposées et avaient ordonné que si le testament ne contenait rien en faveur de l'Eglise, il devrait être complété « *pro salute animae* ».

La distinction coutumière entre les propres et les acquêts se retrouve dans plusieurs Coutumes du Midi et du Sud-Ouest, telles que la Coutume de Dax, les coutumes basques de la Soule et du Labourt, et la coutume de Bordeaux (2) qui y revient par deux fois :

L'article LXIII de la Coutume de Bordeaux est ainsi conçu :

« Item le père pourra disposer de ses biens à son plaisir ;
« tant acquêts que l'héritage ; pourvu qu'il laisse la légitime
« aux autres enfants. »

L'article LXI de la même coutume intervenait plus directement puisqu'après avoir déterminé la part de réserve, il fixait la portion individuelle de chaque légitimaire. La Coutume de Bayonne et celle de Mont-de-Marsan avaient pris des mesures analogues.

A Limoges, au contraire, la réserve une fois constituée formait un bloc dont le testateur pouvait disposer à sa guise. On lui reconnaissait ainsi la possibilité d'avantager tel ou

(1) *Lex Visigoth.*, Liv. IV, t. V, § I.

(2) Bourdot de Richebourg, t. IV, p. 897.

tel de ses enfants aux dépens des autres, dût-il même ne laisser à certains qu'une somme insignifiante. C'était une légitime de pure forme.

Cet usage s'était introduit dans les statuts de Montpellier, sans toutefois que la légitime soit fixée.

« Circa testamenta ut scilicet, tres tantum testes, sufficient, utque filius pro legitima quod minimum reliqui possit (1). »

On était assez embarrassé, dans la pratique, pour interpréter ce *quod minimum* de la coutume ; il paraissait autoriser une omission absolue de l'un des légitimaires, sans réclamation possible de sa part. Mais un arrêt du Parlement de Toulouse déclara que cette décision devait être interprétée comme réduisant la légitime à la moitié de la part *ab intestat*, et cet arrêt fit jurisprudence.

Les statuts municipaux de Toulouse avaient imité ceux de Montpellier, dans l'article 123, qui ne fut, d'ailleurs, jamais sanctionné par le roi : mais qui fut, néanmoins, observé pendant longtemps, et qui permettait au testateur de réduire la légitime de chaque enfant à la modique somme de cinq sols (2).

(1) « Thalamus parvus », 1836.

(2) *Coutumes de Toulouse*, édition Tardif, p. 59.

« Item est usus sive consuetudo Tholosae quod si aliquis habeat filium vel filiam ex uxore sua, et in ultima voluntate sua relinquat vel dimittat sibi usque ad quinque solidos Tholosani vel amplius, vel valorem quinque solidorum Tholosanensium vel amplius, vel eidem placuit testatori, jure institutionis vel aparciamenti pro sua voluntate facienda et alium extraneum vel non extraneum instituat heredem sibi et in ceteris bonis suis, dicta filia vel filius non potest postea

Les habitants de Limoges usaient volontiers de cette légitime de pure forme pour avantager, par exemple, l'aîné de leurs enfants ; mais ils disposaient bien rarement, de la totalité de la quotité disponible au profit d'étrangers ; le testament n'était, comme nous le disions plus haut, qu'un moyen de compléter et, en quelque sorte, d'améliorer la dévolution *ab intestat*.

Tandis que notre Coutume admettait ainsi le principe d'une réserve coutumière, la légitime romaine était de règle générale en droit écrit ; elle ne s'était pas modifiée, depuis Justinien ; sauf la différence de quotité, les deux institutions se confondirent peu à peu et on finit par appliquer, pour les règles de procédure et de détails, les principes de la légitime ordinaire, même dans le ressort de la coutume (1).

On considérait ainsi comme réservataires tous les héritiers *ab intestat*, les descendants, les ascendants, les frères et sœurs, qui ont toujours été considérés comme légitimaires ; tous cependant ne jouissaient pas de leur droit sans restriction. La part de réserve de la mère était réduite par le célèbre Edit des mères (1564) qui fut abrogé seulement en 1729. Quant aux frères et sœurs, ils ne pouvaient participer à la légitime que si le testateur avait disposé de ses biens en faveur d'une concubine. L'ordonnance sur les

venire contra testamentum patris, ratione suae legitimae portionis, nec ipsum in aliquo oppugnare non habere regressum a bona paterna nisi alter a dicto patre relinqueretur eidem.

(1) Tous les testaments que nous avons consultés, datant des xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles, ne parlent que de la légitime.

testaments de 1735 annula dans ce cas la disposition entière.

Nous ne pouvons passer sous silence, en traitant de la réserve, une question d'un grand intérêt pratique qui, dans l'ancien droit, passionna pendant longtemps la doctrine et la jurisprudence.

La réserve était-elle une part de la succession et le légitimaire devait-il se porter héritier pour y avoir droit ?

Ou, au contraire, la légitime était-elle une simple part de biens, et pouvait-on la réclamer sans accepter la succession ?

L'importance de la question était capitale ; dans le premier cas, en effet, le légitimaire était tenu des dettes de la succession ; dans le cas contraire, l'héritier seul devait répondre du passif.

L'opinion la plus répandue ne voulait voir, dans la légitime, qu'une part de biens indépendante de la qualité d'héritier, qu'une charge de la succession. C'était la solution admise par le droit des Nouvelles (1).

Le Parlement de Bordeaux l'avait adoptée, puisqu'il permettait aux légitimaires de réclamer leur légitime à un titre quelconque, par conséquent sans qu'ils aient à se porter héritiers.

Il eût été, croyons-nous, plus rationnel de n'accorder, au contraire, la légitime qu'à ceux qui acceptaient la succes-

(1) Nouvelle I, chap. I, § 4.

« ... Si quidem aliquis illorum fuerit, qui necessario ex lege percipiunt, in plus autem quam quod lex ei dari vult, scriptus est heres, tantum accipiat solum, quantum lex ei dari secundum quartam ab intestato partem concedit : aliud vero tantum auferri.

sion ; la qualité de légitimaire dérive de la qualité d'héritier ; elle constitue une protection pour les droits héréditaires menacés ; et celui qui, de son plein gré, reste étranger à la succession n'aurait dû, en aucun cas, bénéficier de cette protection.

Cette dernière interprétation nous paraît conforme aux intentions des rédacteurs de la Coutume. Que disent-ils en effet ?

« Las autras II partidas de sos bes, deven retornar de ne-
« cessitat a los heretiers e li quals heretiers deven succedir
« e succedissen a eytals morens. »

Cette allusion répétée à la succession et la forme impérative de la Coutume, « li quals heretiers deven succedir e succedissen » nous paraît voulue.

Quoi qu'il en soit, les légitimaires devaient s'adresser à l'héritier pour obtenir leur part ; s'ils ne la recevaient pas intégralement, ils avaient, contre lui, une action en supplément de légitime. Le Parlement de Bordeaux la refusait cependant aux filles qui avaient par contrat renoncé à la succession. Cette jurisprudence avait exercé une certaine influence en Limousin, et les actes des notaires nous ont laissé bien des traces de cette exclusion pratiquée encore aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (1). La constitution de dot équivalait pour les filles à une donation entre vifs, et la dot était, à ce titre, soumise au rapport (2).

(1) *Contrat de mariage*, du 26 août 1645. Le futur époux a déclaré être bien et suffisamment doté et apporté sur les biens paternels, maternels et collatéraux renonce à tous ses droits, légitime et supplément d'icelle, *id.*, 20 mars 1701, *id.* 11 septembre 1770.

(2) *Arrêt du Parlement de Bordeaux*, du 14 avril 1587.

Mais à ce sujet, on se posait, à Limoges, où la puissance paternelle s'était maintenue, une question délicate.

Si l'enfant soumis encore à la puissance paternelle se constituait avec les revenus de son travail un pécule, devait-on imputer la valeur de ces économies sur la légitime ?

On faisait une distinction : si le père s'appropriait les sommes provenant du pécule, au nom de la puissance paternelle, elles faisaient partie de la légitime ; si, au contraire, le fils les conservait pour lui et se les constituait en dot, on les décomptait de sa part de réserve.

Les réservataires pouvaient attaquer, par une action en retranchement, toutes les libéralités. Ce droit leur était expressément reconnu par les statuts municipaux de Bordeaux dans l'article 106, même pour les libéralités faites à l'un d'entre eux (1).

La Coutume de Limoges ne paraît pas avoir reconnu la possibilité de constituer une légitime en usufruit, telle que certains l'avaient admis. Mais on pratiquait certainement, dans son ressort, la légitime de grâce : elle était admise, par exception, sur un bien grevé d'une substitution au profit d'un fils aîné.

Cette légitime spéciale avait été créée par Justinien au C. L. VI-XLIII. *Communia de legatis*, 3.3.

« Res quae subjacent restitutioni prohibentur alienari
« quidem vel obligari. Sed si liberis portio legitima non
« sufficiat. Ad dotis sive donationis propter nuptias obliga-

(1) *Coutume de Bordeaux*, éd. Barckausen, p. 89.

« tionem permittitur res praedictas in eam casu alienare
« vel obligare pro modo honestati personarum congruo. »

La quotité de cette légitime variait suivant les régions : dans le ressort du Parlement de Bordeaux, elle était de la moitié de la légitime ordinaire.

La jurisprudence y était très favorable ; elle avait même étendu son application en faveur d'un descendant grevé d'une substitution au bénéfice d'un étranger.

CHAPITRE VIII

DU RETRAIT LIGNAGER (Article LXXIX).

L'article LXXIX de la Coutume est ainsi conçu :

Cum la chauza venduda se pot per los heretiers, recobrar.

« Item cosdumat es, que si aleus compra terra, o per
« drech de torn la rete cum heretier, pot far d'aquela terra
« deu meutre que vien totat sa voluntat, coma de las autras
« chauzas adquiridas. E si en aprop aquela terra ven, lo
« heretier mays propdas lo poden retener per drech de torn.
« E si aleus hom per razo de sa molher o de sa nora, compra
« o rete, per drech de torn, maizos o autras possecions,
« aquelas adquiridas, ponsat que sian, en nom sol de luy
« adquiridas, dessus dichas vendre. ni alienar ; ses licentia
« e voluntat de la molher en nom, e en la razo de la qual,
« son estadas adquiridas. E si s'endevenia que lo marit et
« la molher, las dichas chauzas, eran vendudas, li heretier,
« las porian retener, communament per drech de torn. »

Cet article est un des plus originaux de la coutume, car il rompt complètement avec les principes courants en pays de droit écrit : il constitue une manifestation de l'idée de co-propriété familiale qui, jusqu'à la Révolution, ne disparut jamais complètement en Limousin ; cette forme pre-

mière de la propriété s'était maintenue assez tard, bien qu'indirectement, grâce à l'habitude qu'on avait prise de faire intervenir les héritiers présomptifs dans les testaments et même dans les donations entre vifs.

Le retrait lignager n'est qu'une expression plus profonde de la même idée : c'est la protection du droit conditionnel de l'héritier sur le bien patrimonial, qui lui permet de le reprendre entre les mains de l'acheteur. Il y avait eu, avant d'atteindre cette forme définitive du retrait, une phase préalable où les membres de la famille exerçaient un véritable droit de contrôle sur la vente.

Notre Coutume consacre ainsi le droit des héritiers du père de famille :

« E si endevenia que lo marit et la molher las vendissan,
« li heretiers per drech de torn lo porian retener. »

Si le mari et la femme vendaient le bien, leurs héritiers pouvaient exercer le retrait.

C'était exiger, en somme, l'autorisation des héritiers futurs pour la libre disposition du bien.

Aucune procédure spéciale n'est organisée, à Limoges, pour l'exercice du retrait ; certaines coutumes avaient institué pour lui une juridiction spéciale ; ici, au contraire, on s'adressait à la juridiction de droit commun, au tribunal des consuls.

La Coutume garde le silence sur un autre point très important cependant, en matière de retrait : c'est la question du délai pendant lequel on autorise l'action. Il faut donc

s'en référer à la règle généralement admise ; le retrait était valable pendant un an et un jour, après le décès.

Quelquefois, le délai était plus court ; en Provence, le retrayant avait six mois seulement pour exercer son droit, et dans une petite Coutume locale de Guienne, à Laroque-Timbault, le droit de préférence de la famille sur le prix de vente ne pouvait s'exercer que pendant quinze jours si les retrayants étaient présents et pendant une année en cas d'absence.

Le retrait était, nous l'avons dit, une institution de protection des droits essentiels de l'héritier, un complément de la réserve ; c'est pourquoi, il n'était accordé qu'aux héritiers, la Coutume ajoute même : aux héritiers les plus proches, c'est-à-dire aux premiers appelés dans l'ordre successoral ; tous les enfants y avaient droit, soit qu'ils aient été émancipés, soit qu'ils fussent encore soumis à la puissance paternelle.

La Coutume du Poitou décidait au contraire, d'après le « livre des droits et commandements, d'office et de Justice », qu'on ne pouvait y admettre que les enfants encore en puissance paternelle.

« *Item* les enfants, neveux et descendants étant en puissance de père, posé qu'ils ne soient émancipés, pourront avoir les choses vendues par le père ».

Les statuts municipaux de Bordeaux avaient pris une décision entièrement opposée :

« Pero filo mascle étant en poder deu payre, no pot ni deu demandar.... de la causa venduda, per lo payre, mas fil-

« has maridadas, et filh emancipatz, poden demandar lo
« torn, aus biens vendutz per lo payre (1). »

Le terme de retrait lignager est d'ailleurs assez inexact, pour ce genre de retrait, puisque la distinction entre les deux lignes était inconnue à Limoges ; c'était simplement un retrait familial. Le droit de retrait s'exerçait, bien entendu, sur les biens des ascendants, quels qu'ils soient. Certaines coutumes se montraient plus exigeantes ; en Béarn le retrait n'était possible que si le bien remontait, dans la famille, à trois générations au moins.

L'article 79 reflète une préoccupation, que nous avons déjà remarquée dans le cours de cette étude : tracer une séparation très nette entre le patrimoine du mari et celui de la femme. Il insiste particulièrement sur les conditions du retrait effectué par un mari au nom de sa femme ; le bien une fois retrayé, le mari ne pourra en disposer de nouveau sans son autorisation ; le bien qui revient ainsi dans le patrimoine de la femme est un propre ; le mari ne peut donc pas en disposer seul.

On pouvait exercer le retrait à la suite d'une vente, quelle que soit la nature de l'objet ou même du droit dont on avait disposé. On l'admettait aussi, suivant la règle habituellement admise, pour un bien échangé avec une soulte montant au double de sa valeur (2).

(1) Edit. Barckausen, n° 3, art. 85, p. 76.

(2) *Coutume de Bordeaux*, art. XXXIV.

Item si aucun vend quelque vente générale sur tous ses biens le

Le droit de retrait était très populaire à Limoges et il primait même le retrait féodal.

En effet l'article LI de la Coutume qui prévoit le retrait dans une vente ordinaire, défend au seigneur d'exercer son droit, avant que les héritiers n'aient fait valoir le leur.

« E si senhors als qui son de costuma deu chasteu de Le-
« motges, no poden retener las chausas adquiridas, per los
« homes de cosduma dessus dicha, mas si son requiri deven
« vestir, la comprador alors adquisidors, de las chauzas de
« las qual son usenhors feudats ; salvat le drech et las sen-
« horias. »

Et la Coutume ajoute :

« No negus no pot retener, las vendudas s'y avia heretier
« de lor, pas say qu'en fuisson requirit, ni negus no pot
« autre requerre que retenha, sino que permeyrament del
« senhor feudal en ecce vestit. »

Il y avait donc bien une sauvegarde du droit des héritiers ; mais, dans ce cas particulier, ceux-ci voient le délai du retrait réduit à 14 jours, au lieu du délai ordinaire d'an et jour.

« E lo jorn de la requisitio, o de la retenaio, deu hom
« comptar en aquels xiiii^e jorn d'un los quals l'heretier o deu
« retener. »

lignager pourra venir au retrait, même à une vente d'hérédité.

J. Faber, *Breviarium in codicem*.

Tibi aliquis vendit reditus obligando, bona sua generaliter, nempe certas libras renduales perpetuas, super omnibus bonis, certo pretio, proximior de genere potest retrahere et ab emptore vindicari, rem venditam seu reditus, solvendo pretium quae consuetudo est in multis locis regni franciae.

Le droit de retrait était suspendu quand le bien était frappé d'une substitution ; le bénéficiaire avait en quelque sorte un droit acquis qui primait celui des héritiers retrayants ; c'était, d'après Salviat, la règle générale.

Limoges n'était pas d'ailleurs la seule ville dont les statuts aient consacré le retrait lignager (1) ; les statuts municipaux de Bordeaux l'admettent dans leur article 87.

« Item cosduma es en Bordales que se i hom de linatge a
 « ey sui plus pres parent a terra e la ben, pensat que y a no
 « ayan mas que jo la retrandrey, per mon torn, per tant
 « quant aura corta am comprador, ditz l'an que aura fait la
 « compra pero de las enforas no y an on demandar, si no
 « que question de saya estada feyta de l'an. Peri a assaber
 « que si la vendador a filh, ou filhas maridatz o maridadas
 « fora de son poder que ad aquetz se aperten, la torn ema
 « d'autre paren cum dessus eys passat que los filhs o filhas
 « no demande al re que nilh autre paren no ac pot deman-
 « dar. E si en devenia que lo vendador no agus fils ni filhas
 « maridadas fora de son poder lo plus pres parent debet
 « aquel gran don la terra venduda era evenguda dovendador,
 « porra demanda lo torn ditz l'an am es deyt e no malh deu
 « autres (2). »

Nous retrouvons aussi le retrait à Magnac-Laval, qui dépendait, il est vrai, de la Coutume du Poitou.

(1) Coutume de Gramat (Lot), art. 106.

« Item les parents du vendeur peuvent retirer les choses vendues
 « en disposant le prix de vente entre les mains de la Cour, ou de con-
 « seillers ou d'eux réunis et ce droit dure un an et un jour. »

(2) Ed Barckausen, n° 111, p. 77.

Mais on finit par s'en lasser ; au moment de la rédaction des Coutumes on mena contre le retrait une vive campagne, et il disparut peu à peu. En Béarn, il ne se maintint au xvii^e siècle qu'avec des restrictions. Une ordonnance royale avait bien essayé de rendre un peu de force à cette institution en la rendant obligatoire dans tout le royaume en 1581, mais cette mesure se heurta à l'opposition des Parlements et fut rapportée en 1589.

CONCLUSION

§ 1. — Influence de la jurisprudence sur la coutume.

Depuis sa promulgation à la fin du ^{xiii}^e siècle, la Coutume de Limoges fut, pendant le ^{xiv}^e et une partie du ^{xv}^e siècle, le seul texte législatif auquel se rapportèrent les habitants ; le « Mémorial du Consulat », qui formait en quelque sorte le registre d'audience de la Juridiction consulaire, ne relate jamais un procès pendant devant ce tribunal, sans rappeler la solution consacrée par la coutume.

En 1462 Louis XI créa le Parlement de Bordeaux auquel Limoges fut rattachée.

Ce Parlement exerça bien entendu sur la coutume une influence qui ne se fit pas, sans doute, sentir également sur tous les points ; mais le droit romain opposait au droit local une force et une cohésion auxquelles il ne put que difficilement résister.

Il ne pouvait, d'ailleurs, échapper aux causes d'ordre général qui ont contribué à la disparition progressive des statuts municipaux dans le Centre et le Midi de la France ; ces causes se rattachent à des considérations d'ordre politique et législatif. Au moment de la rédaction officielle des coutumes, chaque statut local devait être revendiqué par

les habitants ; puis pour acquérir une valeur législative ils devaient recevoir l'homologation des Parlements ; mais souvent cette formalité fut omise. Les coutumes perdirent ainsi leur force obligatoire. Un auteur du xviii^e siècle, Ducrot, commentateur de la Coutume d'Agen, ajoute à ce propos :

«... Ce défaut d'homologation les énerva si fort qu'ils dégénérent en usances... »

La Coutume de Limoges avait été reconnue par le Parlement de Bordeaux ; mais les magistrats qui le composaient étaient tous de farouches romanistes aussi peu favorables que possible au maintien des statuts locaux, et s'ils n'ignorèrent pas systématiquement ceux de Limoges, ils essayèrent du moins d'en modifier la portée. Le même phénomène s'était produit pour les statuts municipaux de Toulouse, et Soulalges, qui les commenta au xviii^e siècle, signale un grand nombre d'articles qui étaient à cette époque lettre morte (1). Ils tombèrent peu à peu en désuétude, soit comme contraires au droit commun du royaume, soit pour des raisons d'ordre pratique ; on craignait, par exemple, que les jeunes gens ne manquent des unions avantageuses si on les obligeait à donner caution de la restitution de dot.

Le Parlement ne prononça jamais l'abrogation expresse de notre coutume. Parfois au contraire, quand son texte se rapprochait du droit écrit, il élargit son domaine d'application : ce fut le cas pour l'inaliénabilité de la dot mobilière.

Quand la jurisprudence modifiait l'application de tel ou

(1) L. 4, tit. I^{er} : *Des émancipations*, article LIV.

tel article, elle ne faisait que satisfaire les besoins des justiciables et que confirmer un changement survenu dans l'opinion sur tel ou tel point des statuts locaux ; à Limoges, comme à Toulouse, quand les articles de la coutume ne répondirent plus à des nécessités pratiques, la population s'en lassa, et la jurisprudence ne fit que consacrer cet abandon.

C'est ainsi qu'elle admit l'émancipation tacite du fils de famille par ce seul fait que, pendant dix ans, il aurait vécu loin du domicile paternel ; elle corrigeait ainsi la rigueur ancienne de la *patria potestas*.

De même, nous avons vu combien l'article 76, qui organisait à Limoges un contre-augment ou augment du mari, était devenu impopulaire, au xvii^e siècle ; l'opinion publique en réclamait vivement l'abrogation et, après bien des hésitations, la jurisprudence finit par rendre son application plus difficile, sans cependant le faire complètement disparaître ; ce fut la conséquence de l'arrêt Disnematin, en 1656.

L'ordre de succession *ab intestat* consacré par la coutume étant conforme au droit commun, demeura en vigueur jusqu'à la période intermédiaire.

La jurisprudence eut, au contraire, l'occasion d'exercer son influence en matière de réserve ; elle fit adopter plus tard une légitime purement romaine, puisque les contrats de mariage des deux derniers siècles que nous avons consultés font toujours allusion à une légitime.

Quant au retrait lignager, qui constituait une innovation

franchement coutumière, il ne put, à Limoges, plus qu'ailleurs, résister à la défaveur générale qui frappait cette institution et que la volonté royale elle-même ne put parvenir à conjurer.

De cette revue rapide des articles que nous avons étudiés successivement en détail jusqu'à la période intermédiaire, il résulte que, là où la coutume s'était écartée du droit écrit, soit en instituant l'augment du mari, soit en organisant une réserve et en adoptant le retrait lignager, elle n'a pu résister au delà du xvii^e siècle à l'ambiance des idées romaines.

Seul le droit d'Oscle, maintenu par une simple tradition orale, fut respecté par le Parlement et survécut à la coutume.

Celle-ci d'ailleurs ne disparut jamais entièrement. Les contrats de mariage du xvii^e et du xviii^e siècle s'en réfèrent encore à elle dans les termes suivants :

« Suivant la coutume de ladite ville que les parties ont « déclaré bien entendue et à laquelle elles se sont soumises. »

Nous avons rencontré, pour la dernière fois, cette formule dans un contrat de mariage du 14 mai 1701 (1).

Par contre, à partir de 1770, la pratique notariale paraît avoir définitivement renoncé à la coutume (2). Nous en avons la preuve dans un contrat du 30 décembre 1770 qui se termine ainsi :

« Le tout, suivant la disposition du droit écrit qui régit cette province auquel les dites parties se sont expressément soumises et ont renoncé à la Coutume locale de Limoges. »

(1) *Archives départementales*, fonds des notaires, c. 15718.

(2) *Archives départementales. Ibid.*

§ II. — **Persistances actuelles de l'ancienne Coutume de Limoges dans les habitudes locales.**

Au moment où s'ouvrait en 1789 la période intermédiaire, notre vieille coutume municipale était en partie oubliée. Cependant les habitudes et les usages d'un pays ne disparaissent pas en un jour, tout au moins pour les matières qui ont fait l'objet de cette étude, et qui touchent de plus près à la vie privée des familles. Celle-ci, en effet, est restée, plus qu'on ne le croit généralement, assez insensible au bouleversement social qu'avait amené la Révolution ; et dès qu'un peu de calme fut revenu, on reprit bien vite les habitudes anciennes. Ce retour aux traditions devait être surtout sensible en Limousin, où le caractère des habitants est naturellement routinier, timide et rebelle en principe à tout ce qui lui paraît une innovation.

Autant de raisons, permettant de penser qu'il serait peut-être possible de retrouver dans les habitudes actuelles des familles limousines quelque trace des usages anciens consacrés autrefois par la coutume. Il y avait une conclusion toute naturelle à cette étude de droit local, c'était de rechercher quels vestiges de notre vieille législation coutumière ont pu subsister jusqu'à nous ; nous avons essayé de nous procurer sur ce point quelques renseignements (1).

Il convient de limiter nos recherches à la population rurale

(1) Je remercie ici tout particulièrement M^e Basset, notaire à Limoges, de la grande bienveillance dont il a fait preuve en me communiquant les renseignements que je lui avais demandés.

des environs de la ville, et à la petite et moyenne bourgeoisie, qui ont peut-être conservé plus jalousement les anciennes traditions que les familles où la fortune et le luxe sont venus apporter des besoins nouveaux.

Pendant la première moitié du ^{xix}^e siècle, le Limousin était une région essentiellement agricole, l'industrie était à peine naissante, et les fortunes étaient surtout territoriales.

L'organisation intime de la famille subit les conséquences de ce fait. Tant que l'industrie resta stationnaire, le régime dotal fut le plus généralement adopté.

A la suite du développement considérable qu'ont pris, à Limoges, les usines depuis une trentaine d'années, la ville est devenue une cité industrielle, et le régime de communauté d'acquêts est adopté par les hommes d'affaires et par tous ceux qui supporteraient mal le régime dotal. Le mari peut avoir ainsi un crédit plus étendu, puisque le gage de ses créanciers personnels s'étend à toute la communauté.

Cependant le régime dotal est loin d'avoir entièrement disparu. Les vieilles familles de propriétaires terriens, dont les revenus ont diminué, lui sont restées très attachées; elles se sont tenues en effet en dehors du mouvement économique moderne et recherchent des alliances dans leur milieu. Bien souvent alors, la situation du jeune homme est moins que brillante et oblige les parents de la jeune fille à recourir aux garanties que leur offre le régime dotal.

Voilà je crois quelle est, plus encore qu'un attachement aux habitudes traditionnelles, la raison qui laisse le régime dotal subsister encore en Limousin.

La famille constituait encore, il y a une quarantaine

d'années, dans cette région, le groupe patriarcal que nous avons rencontré à l'époque de la coutume.

Autour du père de famille, chef de bien, vivaient sous le même toit les fils et les gendres, dont la présence est nécessaire, pour l'exploitation du domaine. Aujourd'hui encore, les enfants sont très nombreux dans les familles rurales. En effet, le père a besoin d'aide pour suppléer à la rareté de la main-d'œuvre, depuis que l'attrait d'une situation mieux rétribuée entraîne les jeunes gens vers la ville. Les enfants, en grandissant, peuvent remplacer un domestique ; la nourriture et le vêtement leur tiennent lieu de salaire. Pendant longtemps l'usage s'était même conservé de donner comme gages à chaque enfant, le prix de revient d'une tête de bétail.

Le père de famille administre le patrimoine commun et, à ce titre, au moment du mariage de ses enfants, reçoit le paiement de la dot ; sur ce point, les habitudes anciennes se sont conservées très vivaces à Limoges : la dot se règle entre les parents seuls et cette pratique est courante, même dans les milieux aisés. En règle générale, la dot n'est jamais remise au jeune ménage ; le beau-père en conserve le montant, et s'en sert pour doter lui-même, s'il y a lieu, un de ses enfants dans les mêmes conditions, c'est-à-dire en versant la somme au futur beau-père ; il peut ainsi arriver que la même somme circule de famille en famille, toujours affectée au même but. Parfois, le constituant peut ne pas avoir d'argent disponible, il garantit alors le paiement de la dot sur une de ses propriétés.

Il est un autre point, sur lequel l'esprit local n'a pas varié, depuis le moyen-âge. La dot doit, à la mort de la femme, faire retour au constituant. Déjà Etienne Guibert insistait particulièrement sur ce point, dans son « Commentaire » ; cette clause de retour constitue encore aujourd'hui, à Limoges, une sorte de dogme juridique intangible ; elle est le plus souvent stipulée dans les contrats de mariage. On n'y trouve presque jamais de gain de survie : il semblerait que l'on redoute le retour des abus qu'engendra, dans l'ancien droit, la pratique de l'augment du mari. Le gain de survie heurterait d'ailleurs, les habitudes d'ordre et de parcimonieuse économie des familles limousines ; la dot est constituée pour subvenir aux frais du ménage ; si le mariage vient à se dissoudre, la dot n'a plus de raison d'être et doit faire retour au constituant (1).

Toutefois on ne subordonne plus aujourd'hui l'aliénation des immeubles dotaux, au consentement du père de famille, qui a constitué la dot.

Il n'y aurait cependant, croyons-nous, aucune impossibilité légale à faire revivre ainsi les formalités exigées par l'article 48 de notre coutume.

En effet, on sait que l'article 1389 du Code civil consacre, en termes formels, la liberté des conventions matrimoniales.

Sans doute, l'insertion de cette clause constituerait un régime mixte, puisque son adoption entraînerait à la fois

(1) On rencontre quelquefois, cependant, des stipulations de donations universelles de tous biens en faveur de l'époux survivant,

une atténuation au principe de l'inaliénabilité dotale, et une aggravation au droit commun, puisque l'intervention du constituant restreint la liberté d'aliénation qui résulte pour les époux du régime de communauté.

On pourrait se demander, si cette restriction est possible en dehors de l'exception prévue par le Code en organisant le régime dotal ; mais la jurisprudence admet l'inaliénabilité des immeubles de la femme et de sa dot mobilière sous le régime de communauté (1). Quant aux tiers, ils seraient suffisamment protégés par la loi de 1850 sur la publicité du contrat de mariage.

D'autre part, une objection, en apparence décisive, pourrait être invoquée contre cette clause : c'est la prohibition de l'article 1390, ainsi conçu :

« Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois, ou statuts locaux, qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français et qui sont abrogées par le présent Code. »

On devrait évidemment considérer comme nulle la stipulation qui permettrait aux époux de se référer au texte même de notre coutume ; ce serait en effet méconnaître l'unité législative qu'a réalisée le Code civil ; mais il ne s'agit là que d'une simple disposition particulière qui n'a rien d'illicite, et qui vaut, suivant l'expression de

(1) Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, t. I, n° 89, p. 113.

M. Planiol, « non plus à titre de coutume, mais à titre de convention privée » (1).

On pourrait peut-être y voir aussi, puisque la dot est par essence une donation, une limite imposée par le donateur au droit de disposition du gratifié ; mais depuis longtemps, les tribunaux admettent les restrictions à la liberté d'aliéner, basées sur l'intérêt du donateur ou sur celui d'un tiers.

N'est-ce pas le plus souvent dans l'intérêt du ménage, ou dans celui des enfants à naître du mariage, que le constituant pourrait intervenir dans la vente des immeubles constitués en dot ?

Il paraît donc bien que la clause d'intervention du père de famille dans la vente d'un immeuble dotal serait reconnue valable, si jamais elle reparaissait dans la pratique.

C'est l'attachement profond à la terre, on pourrait presque dire le culte de la propriété qui a permis au testament de conserver son importance dans les milieux ruraux ; le paysan limousin éprouve une horreur instinctive du partage et il s'ingénie à y mettre obstacle par tous les moyens. Quand il a pu, au prix d'un travail pénible, se constituer une propriété personnelle, il n'a qu'une pensée : en empêcher le morcellement, et trouver soit un fils, soit un gendre qui puisse, plus tard, prendre sa place dans la direction du domaine. Il choisit alors par testament celui d'entre eux qu'il juge susceptible de devenir *chef de bien* ; ce n'est

(1) V. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. III, p. 248, n° 802.

pas forcément l'aîné, mais bien celui qui est resté au domicile de son père et qui s'est ainsi formé à l'exploitation du domaine (1).

Le paysan limousin est absolument rebelle au partage d'ascendants. C'est, pour le père de famille habitué au travail de la terre, une abdication, un aveu d'impuissance auquel bien peu veulent consentir.

L'exécution testamentaire est aujourd'hui considérée beaucoup plus comme une fonction honorifique confiée à un ami que comme une charge sérieuse. Quant au retrait lignager, il n'en est plus question.

Il ne reste donc que fort peu de souvenirs de notre ancienne législation locale, réduits à l'état de simples habitudes.

Peut-être, nous sommes-nous trop appesanti sur ce sujet ; nous avons simplement essayé de faire revivre une ancienne coutume aujourd'hui presque oubliée ; elle dénote une conception du droit de famille que nous avons tenté de faire ressortir.

Cette conception si forte et si respectable de la famille patriarcale a fait place, à Limoges, comme partout, à cet

(1) Peut-être pourrait-on tenir plus grand compte des habitudes successorales si diverses suivant les provinces, en créant en France une catégorie de biens analogue à l'Anerbenrecht du Code civil allemand, qui permet d'éviter le morcellement du bien patrimonial. — V. Ambroise Colin, « Le droit de succession dans le Code civil » ; article publié dans *Le Code civil. Livre du Centenaire*, t. I, p. 318. — V. aussi Paul Viollet, *Histoire du droit civil français*, 3^e éd., 1905, n° 873.

ardent désir d'émancipation sans mesure et de bien-être sans limite, qui se fait jour, d'ailleurs, non pas seulement sur le terrain du droit de famille mais encore dans le domaine économique et dans le domaine politique.

Vu :

Le Président de la Thèse,
CH. LEFEBVRE.

Vu :

Le Doyen,
A. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE I

Texte latin de la Coutume de Limoges.

A. — *Articles concernant le régime matrimonial.*

ARTICLE XLVII. — *De dotis alienatione.*

Item consuetudo, est quia mariti non possunt alienare seu vendere dotes consistentes in immobilibus, viventibus patribus et invitis, uxoribus suarum, et si mariti susceperint liberos ab uxoribus, tunc de voluntate ipsarum possunt vendere res dotales, et si pater filiam dotaverit, et post mortem ipsius patris, fratres ipsius dotatae, sibi ob honorem sui, dotem auxerunt terris vel pecuniâ vel aliter, nec ipsa nec maritus possunt vendere res dotales augmentatas viventibus dictis fratribus, et invitis, nisi uxor prolem susceperit a marito, et patre mortuo potest facere voluntatem suam de dote mobili et immobili et ad mortem de tertiâ parte hereditatis, salva quantam ad istam tertiam partem consuetudine quae loquitur de debitis persolvendis, et emendis faciendis decedentium in dictâ villâ.

ARTICLE LIII. — *De matrimoniis et sponsalibus.*

Item consuetudo est in dicto castro quia nemo debet cum filiâ alterius sponsalia vel matrimonium contrahere sine voluntate et licentiâ patris ipsius filiae et si pater dimittat filiam a potestate suorum executorum huiusmodi executores debent eam dotare de bonis patris sui : si vero, pater executores non constituerit vel non fecerit, non debet dolo vel fraude vel alias, sine consilio amicorum suorum maritare, nec filius alicujus dolo vel fraude debet subtrahi, vel induci ad contrahendum matrimonium, sine licen-

tiâ et voluntate patris sui et si pater dimiserit liberos in potestate executorum vel tutorum, non debent subtrahi vel induci ad matrimonium contrahendum, contra licentiam vel voluntatem ipsorum tutorum vel curatorum quamdiu erunt in baillagio eorundem; si vero pater executores non fecerit, vel tutores liberis suis non dederit, non debet aliquis ipsos liberos ad sponsalia vel matrimonium provocare vel facere obligares, absque consilio amicorum liberorum ipsorum, nisi ipsi liberi sunt aetatis legitimæ ad matrimonium contrahendum: quæ quidem aetas est quatuordecim in viro, et duodecim in muliere.

ARTICLE LXXIV. — *De divortio.*

Item consuetudo est quia si maritus propter culpam uxoris expellat eam a se, vel ipsa propria temeritate, a viro suo, tenetur solvere debita, et expensas quæ ipsa fecerit quamdiu morabitur sine ipso; licet maritus eundem uxorem post modum sibi reconciliet.

ARTICLE LXXVI. — *De lucro dotis.*

Item consuetudo est in dicto castro, quia si uxor quæ suscepit prolem ex viro suo, decedat; maritus lucratur dotem perpetuo, si dos consistat in mobilibus, et si dos consistat in immobilibus, lucratur ad vitam dummodo partus vel proles hujusmodi vixerit per diem ac noctem; ita quia dies qua proles nascitur pro tota die accipitur et eodem modo nox qua proles nascitur, accipitur pro tota nocte quâcumque horâ proles nascitur.

B. — *Textes concernant les successions.*

ARTICLE XXXIII. — *De testamentis.*

Item consuetudo est in castro Lemovicensi quia debita decedentium solvantur et emendæ seu restitutiones fiant de bonis mobilibus ipsorum, si mobilia habeant, et de his quæ ab iis acquisita in vita sua, in quantum mobilia et acquisita sufficere poterunt;

si vero mobilia et acquisita non habent quâ solvantur debita, fiant emendae de aliis bonis hereditariis eorundem. Et quilibet de omnibus habitantibus in dicto castro potest de suis mobilibus et acquisitis ab ipso et etiam de tertia parte bonorum hereditariorum in testamento, seu ultima voluntate facere, omnimodam suam voluntatem, ita tamen quia de predictis mobilibus et acquisitis si habeant solvantur debita et fiant emendae de aliis suis : residuae vero partes duae bonorum suorum hereditariorum debent devolvi necessario ad heredes suos qui, eisdem decedentibus ab intestato, succedunt vel succedere debent.

ARTICLE XXXIV. — *Executores testamentorum.*

Item quia elemosinariis, vel executoribus constitutis in dicto castro, ad exsequenda facienda, negotia privatorum, vel singulorum personarum creditur, sine omni juramento et sine ulla purgatione et probatione quâcumque de rebus et negotiis defuncti. Cujus sunt elemosinarii vel executores, in quantum pertinet ad legata et debita restitutiones, vel clamores et elemosinas dicti defuncti : et ubi sunt plures executores vel elemosinarii ; majori eorum parti creditur in premissis ; et si contigerit mori, alterum eorundem si consules dicti castri substituunt illi, alium idoneum et fidelem prout videtur expedire, et hujusmodi executores habent tantam potestatem, quantam idem defunctus habebat, et quamdiu durabit officium eorundem, ipsi debent regere et custodire res, liberos ipsius defuncti eo modo quo per ipsum defunctum fuerit ordinatum et antequam dimittant officium executoris in quantum sufficiunt, vel sufficere poterant, bona defuncti ; et si liberi defuncti debent ea habere, dummodo sint puberes, salvâ et completâ seu executâ voluntate defuncti : et exemptione completâ per elemosinarios vel executores predictos, dicti vero elemosinarii debent de residuo bonorum defuncti, heredibus ipsius reddere rationem, testamento ipsius defuncti completo, vel etiam executo ; et durante officio executionis hujusmodi elemosinarii, vel executoris, vel aliis pro eis non possunt res quae fuerunt defuncti ad opus suum acquirere vel habere.

ARTICLE XLI. — *De retractu gentiliaco.*

Item consuetudo est quia si aliquis acquirat terram vel aliqua immobilia, et ea per annum teneat et diem pacifice estime aliquis qui praesens in villa fuerit, non potest illa petere jure torni, nec etiam postquam venerit et mansionem fecerit in villa per annum et diem, nisi intra annum et diem super hoc moverit questionem ; et si aliquis moveatur quia retinet, rem acquisitam, jure torni debet eam retinere infra quatuordecim dies continuo computandos a tempore quo fuerit requisitus, satisfacto de meliorationibus si quas fecerit acquisitor ad Egaldum consulatus, et si eam poterit retinere dum tamen hoc faciat sine dolo et fraude : et postquam eam retinuerit, si vult eam vendere non potest, nisi prius emptor recuperabit eam eodem pretio si velit, quo retinuebat ab eodem et domini feudales, qui sunt de consuetudine castri predicti, non possunt retinere res acquisitas per homines de consuetudine praedicta, sed requisiti debent investire emptores seu acquisiteores, rerum quarum sunt domini feudales salvis juri-
bus suis et dominiis, nec propter institutionem quam fecit dominus amittit jus hereditarium, si quod habet in rebus predictis : nec aliquis potest retinere res venditas, nisi fuerit haeres eorundem, licet super hoc fuerit requisitus ; nec aliquis potest alium requirere qui retineat ; nisi requirens prius fuerit a feudali domino investitus et dies requisitionis seu retentionis debent computari in illis quatuordecim diebus intra quos heres debet retinere.

ARTICLE LIV. — *De divisione inter fratres.*

Item consuetudo est in dicto castro, quod si fratres sint ibi terras communes habentes, vel etiam mobilia, quia ipsi debent terrae et mobilia dividere, dummodo ipsi fratres sint aetatis legitimae, quando ipsi fratres per eorum alterum fuerint requisiti et terras hujusmodi debent aequaliter et bona fide dividere, sine illo avantagio eorum alieni faciendo casu isto accipiter actas legitima, in viro quindecim annorum, in muliere non dotata, vel

si certa bona non fuerunt a patre data vel constituta ; vel pro dote vel pro portione de bonis patris ipsius contingente.

ARTICLE LXIII. — *De tutelis.*

Item si aliquis non constitutis vel factis executoribus decedat, et ille decedens non habet liberos actatis legitimæ qui defuncti negocia persequantur et res ipsius administrare possint, consules qui tunc erant constituere debent duos viros idoneos elemosinariis defuncti et tutores vel curatores liberorum isti defuncti, vel plures si viderent qui negotia defuncti persequantur bene et fideliter et de rebus administrent, fideliter disponant, et istis elemosinariis tutoribus vel curatoribus debet credi ac si defunctus in vitâ suâ ipsos constitueret.

ARTICLE LXXIX. — *De retractu gentillio.*

Item, consuetudo, est quia si aliquis terram emat vel eam retineat jure torni tanquam heres potest de ipsa facere dum viverat suam omni modam voluntatem, sicuti de suis acquisitis, et si post modum vendat ipsam terram, heredes proximiores eam retinere poterunt jure torni, et si aliquis ratione uxoris suæ seu nurus, emit, seu retinet jure torni, domos seu possessiones aliquas, illa acquisita spectabunt, ad ipsas conjuges communiter, nec mariti possunt hujusmodi alienare, res acquisitas vendere vel alienare, sine voluntate et licentiâ uxorum ratione quarum fuerunt acquisitæ et si contingeret quia ipsi conjuges prædictas res acquisitas venderent, seu alienarent in vita sua, heredes uxoris suæ, jure torni possunt eas retinere, et si post decessum ipsorum conjugum res prædictæ venderentur, heredes dictorum conjugum communiter possunt eas retinere jure torni.

ARTICLE LXXXIII (1).

Item si sint plures fratres et quilibet eorum negotia sua gerat, aut faciat, nec alter patet ab altero qui dividit bona sua ; si fratres isti in statuto hujusmodi moriantur, liberi ipsorum superstites eorundem non possunt ratione patrum suorum scilicet alter eorum ab aliis vel illis divisionem petere, si non possit probari, quia divisio facta fuerit de rebus predictis, et idem observatur de sororibus et liberis eorundem.

(1) L'article LXXXIII figure sans titre au « Coutumier général » de Bourdot de Richebourg.

APPENDICE II

Actes concernant l'octroi et la confirmation de la Coutume

Nos dom, per amor d'eyssso a la vostras peticios inclinan las avant dischas cosdumas, e vostras libertas e franchises a vos e a vostres successors, per auctoritat regial, autream e aprobam eychament confermam, e a vos cum a nos fizels, e nos chars amics, nos o prometeus a maintenir e vostres drets dessus dicts, tant quant sera de drech, segon notre poder defendre e gardar empero agut e tengut tal vostre atemptament que commotio ni ajort seus las nostras senhoria o ordenen, d'establimens que son fach, o d'eyci en avant se faran. E que eyssament la clauzura et l'ubrament de vostras portas nostra senhoria ouren drech a d'autre que na venha eu pervidici ni de os ni de autre a retorne a deus familiars de nostra meyseza nostres bayles a de nostre messeyges los quals a vos tramettem o auriam trames, a en autras partidas per nos, o si negu per vostre chastel o aucun de sa gens, si per nostre locfazia chami o sendevenia.

A nostre cort specialment drechura regardada. Dona a salvement la XXVIII jorn de janvier l'an de nostre règne XLIII (1).

Confirmation des « Coutumes » faites par Jean Chandos au nom du roi d'Angleterre Edouard III (15 déc. 1361).

E las quelas lettras dessus escrichas, tot en general e chascuna pertida per se en singular, eyci en aquesta partida, e de certa

(1) *Revue des langues romanes de l'Université de Montpellier*, 1895, 1^{re} série, t. VIII, p. 137 et suiv.

scienssa per la dessus dich nostre senhor e de sos successors, a lauvam e aproam e ratifiam e o confirmam, e enqueras mays ennovam e antream per las presens : e aux seneschaux de Peytieu et de Lemozi, e aux bayles deu rey de Lemotges, e aus autres justiciers e officiers reals presens e veniders, e a chascu de lor per lo totz, commandeur si metier y fay e cometem, que li cossols deu loc dessus dich e los abitans, perdurablement e de totas las chausas contengudas en las lettras dessus dichas, fassan e permettan uzar e complir, e los dichs abitadors fassan de lor jauvir totas las vetz que en seran requerit e lor sera expedien, en eysso perdurablement los menthenhan e los garden de pouh en pouh, segon la forma e la sentenssa de las lettras ; et queno permettan mas e deveden contra la tenor de la presens en neguna maniera attemptar ; e si tempt era, commandem o fassan reparar si es ops, e aquilh qui contradirian o empechariam a y rebel·larian qui queys sian, de grans penas et mulctatios e depositios e exactios, e si lo cas s'en devenia, de lor captio e autres remedis en temps e divisament, vigorosament e sobdament compellen innovatios e empachamens si s'en devenien, vertuosament de tot en tot repareu.

Metadieyrament, cum vertat sembla per la grant dirintat den temps e frequentatz uzatges de las davant dichas lettras necessarias, o per autras chauzas, pogri hom suspicar o emaginat las dichas lettras que se poguessan destruyre o perdre, nos per certa scienssa, e mays de la autoritat real, e si mestier y fay de gracia especial, ordenem e volem, que las presens lettras, copia de lor o sia capia en tot o en partida, sos la sael deus seneschaux de Lemotges, o en altra manieyra sos la sael den rey seyladas, plenieyra fe e perpetual sia donada, plenaria e indubitable proatio, fazen fermetat, que obtenen perduratble fermetat, eyssament sein a quo que las autras lettras dessus dichas eyci ea qui metey escrichas, n'a metier de exhibir ; las quals chauzas dessus dichas totas en général, et chascuna en especial, a lor e a lors successors en favor de lor, aveu autrejat e autrejam, eyssament de gracia especial si mestier y fay ; e en testimon de las chausas

dessus dichas, nostre sael en las presens lettras avem commenda a panzar.

Constat de interlinari e razma et cancelatura.

Donat à Lemoges le XV jour de décembre l'an de nostre seuhor MCCCCLXI. per nostre loctenent en son conseilh, Pigach.

Per la auctoritat d'aquestas lettras, nos vos mandem, et ordenem e commandem, e si mestier es commetem ea chascu de vos per la tot, que vos permettat e fassas janvir losdichs cossols e habitants deu dich chasteu de Lemotges, de totas las chausas contenudas en las lettras dessus inseradas, e totas e quantatz retz qu'en serez requerits, e aquelas lettras mantenez e gardatz de punh en punh, jorta e segon la forma e la tenor d'aquelas lettras ; que puninchatz may defendatz de per nostre dich senhor e sobre de v marchs d'argent applicatz a totz ea chascuns aquels dont serez requeritz, que contra aquel tenor de las dichas lettras no fallan ni atempten alcuna chausa. Enquerra si alcuna chauza era innovada o atemptada en contra, la demoran revoqui e fassan demorar, e vos en lor defauta las reparatz e renovatz e revocatz si mestier es el e degut estat, e fassatz e complissatz, de punh en punh las autras chausas dont est facha mentio en las dichas lettras, totatz vetz seus nos entremettre de chausa que requira coynocensa de cauza. Nos aproans las dichas lettras faytas en la razura, tous vous que gerns en tot aquo que apparet cancelladas en l'estrument.

Donat e facti sos seel a las chausas de las dichas seneschaucias, establitz à Lemotges, la IIII jorn de may l'an MCCC. LXII.

E nos donques, la concessio, la proacio, confermatio promissio, e totas chauzas en singular e en plural dessus dichas, per lo susdich Henric scay eu reyra rey d'Anglaterra papa nostre ; enquerra may lauvatio e aprobatio e ratificatio e confermatio, innovacio. concessios avant dichas, commandement e commissio e totas autras chauzas eu plural e eu singular sus dichas, per la loctenent e seneschal nostres avandischs aus cossols eyci cum es dessus mes

los fachs d'aquel cossolat, deus merites e de la fidelitat e los fachs lauvables e bons testimoni es reportat ea ilhs e a lors successors, de certa scienssa per nos e per nostres heretierse successors, autream e aproam, confirmam, ratificam e ennovam, per totz temps, segon que las lettras dessus dichas rectifien, gardat nostre drech entotas autras chauzas e d'un autre mas quena sian contrarias a la pat, laqual es confirmada entre nos e la rey de Franssa nostre tres cher frayre.

Donem au seneschal de Lemotges e au jutge de la citat de Lemotges, e a totz autres justiciers e officiers, e a nostres sirvens e aquels que teuran lor loc ea chascun de lor, unitz o deves, per la tenor de las presens e mandament, e si mestier y fay commetens, que los dichs cossols de totas chausas en général e en particular dessus dichas uzar, permettan e janvir e las garden inviolablement, e commandem e fassan dejos grans penas ses deguna difficultat et empachament qual que sia e seus autre mandament esperar fassan e gardar, en testimoni d'aquesta nostras lettras nos las aven fachas patens far.

L'an gracia MCCC. LXXI. lo noble reys Charles par la gracia de Dieu rey de Franssa a unit et annexet au nom de pura e leal union e anexement a se ea notbla corona de tot en tote retablement a tot temps e a jamays, per luy et per sos successors, las chastel et las Chastellenia de Lemotges, ensembla tota juridicion hauta e bassa e meana, mejo ni empero sens jamays repartir ceys, rendas revengudas peatges e mejjors malis et la mota que es sur los dos estans assis dedius e lo dich chastel e tot austres drech devers et proprietats eyci am apar per sa notblas lettras sur se fact seyladas de sa grand scel am lac de ceda en cera vert l'an et lo jorn dessus dich.

Cum lo rey Charles de France nos confirmdt nostre cosdumnes.

Item. Lo dich notble rey de Franssa, lo segusn jorn de jenvier

l'an de gracia M.CCC. LXXI louvet et confirmet (1) et approuvet las cosdumas, franchisezas e liberta donadas e confirmadas e autreadas perpetualment aus cossols et auc habitans deux chastel de Lemotges e a lors successors, lo dich chastel e chastellania, e totas sas appartenenssas dependens, e la juridicion auta, bassa e meana, meja nux impera, ceys, rendas revengudas, peatges e meyjas, molis, e la mota de sobre los dos estancs assis dedius la dich chastel, e totas autras apertenensas, e tot drech e deveyr apertenen au dich chastel eyci cum apar plus aplament per sas nothlas lettras sur sa fachas, seyladas de son grant seel am lac de ceda en cera vert, l'an e la jorn dessus dichs.

(1) Confirmation de la « Coutume » faite au nom de Charles V par le maréchal de Sancerre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	vii
INTRODUCTION	1
§ 1. — <i>Historique du château de Limoges.</i>	5
§ 2. — <i>La Coutume. — Son étendue d'application. — Ses différents textes</i>	9

PREMIÈRE PARTIE

DU DROIT MATRIMONIAL

CHAPITRE I. — De la constitution de dot	15
CHAPITRE II. — De l'inaliénabilité dotale et des pouvoirs res- pectifs des époux sur les biens dotaux	24
CHAPITRE III. — De l'application du sénatus-consulte Velléien et de l'Authentique <i>si qua mulier.</i>	41
CHAPITRE IV. — Effet de la séparation de fait sur le régime des biens entre époux	47
CHAPITRE V. — De la dot à la dissolution du mariage. — Des gains nuptiaux.	51
§ 1. — <i>De l'augment de dot.</i>	55
§ 2. — <i>Du droit d'oscle.</i>	62
§ 3. — <i>Du contre-augment</i>	68
CHAPITRE VI. — Des dons mutuels entre époux.	84

DEUXIÈME PARTIE

DU DROIT SUCCESSORAL

CHAPITRE I. — De la dévolution <i>ab intestat.</i>	89
CHAPITRE II. — Des droits successoraux du conjoint survivant.	98

CHAPITRE III. — Du partage	101
CHAPITRE IV. — De la succession testamentaire	105
§ 1. — <i>Conditions de forme et de capacité</i>	107
§ 2. — <i>De l'institution d'héritier</i>	112
CHAPITRE V. — Des exécuteurs testamentaires.	118
CHAPITRE VI. — Du passif de la succession.	127
CHAPITRE VII. — De la réserve	129
CHAPITRE VIII. — Du retrait lignager	139
CONCLUSION.	
§ 1. — <i>Influence de la jurisprudence sur la Coutume</i> . . .	147
§ 2. — <i>Persistances actuelles de l'ancienne Coutume de Limoges dans les habitudes locales</i>	151
APPENDICE I. — Texte latin de la Coutume de Limoges	159
APPENDICE II. — Actes concernant l'octroi et la confirmation de la Coutume	165

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
